



.Les mauvaises nouvelles se présentent sous forme de petits paquets

par Jeff Thomas 20 mars 2023

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



rétrécissementflation

Un changement est en train de s'opérer dans les supermarchés - un changement qui passe largement inaperçu, bien qu'il soit en train de devenir une nouvelle norme.

L'emballage des produits, en particulier des denrées alimentaires, est de plus en plus réduit. Le café Folger's, le yaourt Chobani, les Fritos, etc. - sont tous proposés dans des emballages plus petits qu'auparavant.

Le redimensionnement n'est pas spectaculaire ; en fait, il est si faible - parfois moins de 10 % - qu'il est difficile d'imaginer pourquoi ils se donnent la peine de le faire.

C'est particulièrement vrai pour les articles conditionnés dans des emballages en plastique. Le Gatorade, par exemple, est passé de 32 à 28 onces, mais le prix reste le même.

Pour le consommateur, le changement de taille d'une bouteille de Gatorade en plastique ne fait pas sourciller, mais pour les producteurs de denrées alimentaires, il s'agit d'un événement important. Chaque fois qu'une nouvelle bouteille est conçue, même si le changement est très léger, de nouveaux moules doivent être conçus et usinés. Et chaque machine de chaque usine du pays qui produit les bouteilles doit être équipée de nouveaux moules. Ensuite, la machine de moulage par injection doit être recalibrée pour insérer une plus petite quantité de polyéthylène dans le moule, et le temps de moulage doit être recalibré.

Les machines de moulage par injection sont notoirement capricieuses et il faut parfois des semaines, voire des mois, pour les régler de manière à ce qu'elles fonctionnent de manière cohérente dans le cadre d'une production continue. Très coûteux.

Si cette information est ennuyeuse pour la plupart d'entre nous, elle est d'une grande importance pour le fabricant du produit.

Le redimensionnement de l'emballage est **une solution de dernier recours** pour tout producteur de biens. Une simple réduction de la taille est suffisamment coûteuse pour qu'il n'en envisage pas l'idée, à moins qu'il ne soit acculé au pied du mur et ne puisse rien faire d'autre. Si toute une industrie réduit ses produits, cela signifie qu'il y a quelque chose de plus inquiétant que quelques entreprises qui tentent de rester compétitives.

En fait, un rédacteur de Consumer World a récemment déclaré que les augmentations de prix et les emballages plus petits "*arrivent par vagues*", mais que "*nous nous trouvons actuellement dans un raz-de-marée*".

Mais, encore une fois, tout cela n'est pas grand-chose pour le consommateur - ce n'est pas son problème. Alors pourquoi devrions-nous nous préoccuper des détails de la production alimentaire alors que des questions plus importantes nous préoccupent ?

En fait, il n'y a pas de question plus importante pour nous que l'approvisionnement en **denrées alimentaires**. Jusqu'à récemment, nous avons pu nous contenter d'une certaine complaisance à l'égard de la disponibilité des denrées alimentaires, la plupart d'entre nous étant habitués à ce que les rayons des supermarchés soient toujours pleins. Mais récemment, nous avons eu quelques frayeurs. Certains produits ont disparu pendant plusieurs mois. Certes, la pénurie de lait maternisé a été suffisamment importante pour faire l'objet d'un journal télévisé pendant plusieurs semaines.

Mais que se passerait-il si tous les produits alimentaires venaient à manquer sans prévenir ? Et si un pourcentage des supermarchés commençait à fermer leurs portes dans tout le pays ?

Revenons un peu en arrière.

Il y a quelques dizaines d'années, la plupart des grands supermarchés possédaient leurs propres entrepôts, où ils pouvaient stocker des stocks de réserve. Si, pour une raison quelconque, les livraisons étaient retardées par une tempête de neige, par exemple, les rayons pouvaient être réapprovisionnés localement jusqu'à ce que le temps s'améliore.

En outre, les délais de paiement de 30 jours nets n'étaient pas rares dans le secteur.

Les majorations étaient également suffisamment importantes pour que les articles majorés de 10 %, 20 % ou plus puissent couvrir les articles qui ne pouvaient pas être majorés autant, mais qui étaient nécessaires pour inciter les clients à franchir la porte. Le propriétaire d'un magasin pouvait décider : *"Mettez 5 % sur le lait, et nous récupérerons le manque à gagner sur les Häagen-Dazs"*.

Cependant, au cours des dix dernières années, l'industrie alimentaire a été frappée à plusieurs reprises par la crise économique. À chaque fois, l'industrie a tenté de donner l'impression qu'il n'y avait pas de problème, que les affaires continuaient comme avant. Mais, en réalité, la viabilité de l'industrie dans son ensemble s'est considérablement dégradée.

Pendant des années, l'industrie alimentaire s'est débrouillée avec une marge de détail aussi faible que 2 % sur la plupart des articles. De plus, les fournisseurs exigent des délais de paiement de trois jours pour pouvoir s'en sortir. En outre, les entrepôts locaux que la plupart des supermarchés entretenaient autrefois ont largement disparu. Les supermarchés comptent désormais sur les livraisons semi-hebdomadaires des grossistes pour remplir leurs rayons. L'approvisionnement de secours est minime.

Cela signifie que l'industrie alimentaire, des producteurs aux grossistes, en passant par les détaillants, n'a plus aucune marge de manœuvre. À ce stade, l'industrie ressemble à un boxeur qui a abandonné, qui a baissé les mains et qui n'attend plus que le coup de grâce.

Le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre que l'inflation augmente en raison des dépenses publiques considérables. Au cours des dix dernières années, plus de monnaie a été créée qu'au cours des 230 années précédentes réunies. L'inflation dramatique est inévitable.

Si une inflation importante devait se produire au cours d'un mois donné, les bénéfices de l'industrie alimentaire seraient éliminés pour le mois en question. Cette situation se produit maintenant périodiquement dans l'industrie, mais elle est récupérable le mois suivant. (La livraison suivante est suffisamment majorée pour couvrir l'inflation et, bien que le bénéfice du mois en question ne soit jamais récupéré, l'industrie survit).

Toutefois, si une inflation importante devait se produire pendant seulement trois mois consécutifs, on pourrait s'attendre à ce que les lumières s'éteignent dans les supermarchés du pays. Ceux qui sont les plus endettés seraient les premiers à s'éteindre. Ils seraient suivis les mois suivants par d'autres, tant que la tendance à l'inflation se poursuivrait.

Si un pays devait perdre ses fournisseurs et ses détaillants de chaussures ou de machines à laver, par exemple, des pénuries se produiraient et nous nous adapterions simplement. Nos vieilles chaussures iraient chez le cordonnier au lieu d'être jetées. Nous appellerions le réparateur de machines à laver si nous ne pouvions pas nous rendre au magasin d'électroménager pour en acheter une nouvelle.

Mais la nourriture est différente. C'est le seul produit qui doit être remplacé immédiatement. Nous ne pouvons

pas simplement reporter notre besoin de nourriture de quelques semaines ou de quelques mois.

Il y a dix ans, lorsque j'ai écrit que des pénuries alimentaires se produiraient au cours de la crise économique à venir, peu de gens ont, sans surprise, pris cette idée au sérieux, car l'avertissement avait été lancé si tôt. **Mais ces pénuries ont maintenant commencé. Elles ne sont pas encore graves, mais nous en voyons les signes avant-coureurs.**

À l'époque, je prévoyais en outre que les pénuries deviendraient suffisamment graves pour donner lieu à des émeutes de la faim et, pire encore, à une famine pour la première fois de mémoire d'homme dans le premier monde.

S'il y a une pénurie de chaussures ou de machines à laver - disons de 10 % ou même de 20 % - nous nous adaptons simplement. Mais s'il y a une pénurie de 10 ou 20 % de denrées alimentaires, cela signifie que certains détaillants ont fait faillite et qu'une région donnée ne reçoit plus de denrées alimentaires.

Si les producteurs, les grossistes et les détaillants sont plus nombreux à fermer leurs portes, c'est la famine. Elle sera sélective, c'est-à-dire qu'elle sera plus importante dans certaines régions que dans d'autres.

Et, bien sûr, c'est un concept difficile à comprendre pour nous dans une économie qui, jusqu'à présent, nous permettait de nous rendre simplement chez Burger King si nous avons un petit creux.

La réduction de la taille d'une bouteille de Gatorade ne signifie donc pas que demain, nous serons privés de nourriture. Il s'agit d'un simple symptôme d'un problème plus important. Mais c'est un signal d'alarme qui nous incite à prêter plus d'attention à une industrie qui n'a plus de marge de manœuvre et qui pourrait bientôt devenir insoutenable.

Si et quand cela se produit, le résultat sera bien plus important que n'importe laquelle des autres préoccupations économiques sur lesquelles nous nous concentrons actuellement.

▲ [RETOUR](#) ▲

La guerre. La guerre ne change jamais.

L'importance des ressources dans le maintien de l'hégémonie mondiale

The Honest Sorcerer 21 mars 2023



Nous nous dirigeons vers une véritable guerre mondiale. En fait, elle a déjà commencé sur un front et dans le domaine des relations économiques. À première vue, il s'agit de lutter contre l'autocratie et les invasions "non provoquées" au nom de la protection de la liberté et de la démocratie. En creusant un peu, on trouve des motifs assez différents, comme la peur de perdre l'hégémonie militaire mondiale, l'influence et le pouvoir. La haine personnelle à l'égard de certaines nations et de certains peuples. Les préjugés. L'avidité. Les ressources. Les suspects habituels.

"La guerre, la guerre ne change jamais. Les Romains faisaient la guerre pour obtenir des esclaves et des richesses. L'Espagne a construit un empire grâce à sa soif d'or et de territoires. Hitler a transformé une Allemagne meurtrie en superpuissance économique. Mais la guerre ne change jamais... Au XXI^e siècle, la guerre est toujours menée pour les ressources que l'on peut acquérir. Mais cette fois, le butin de guerre est aussi une arme. Le pétrole et l'uranium."

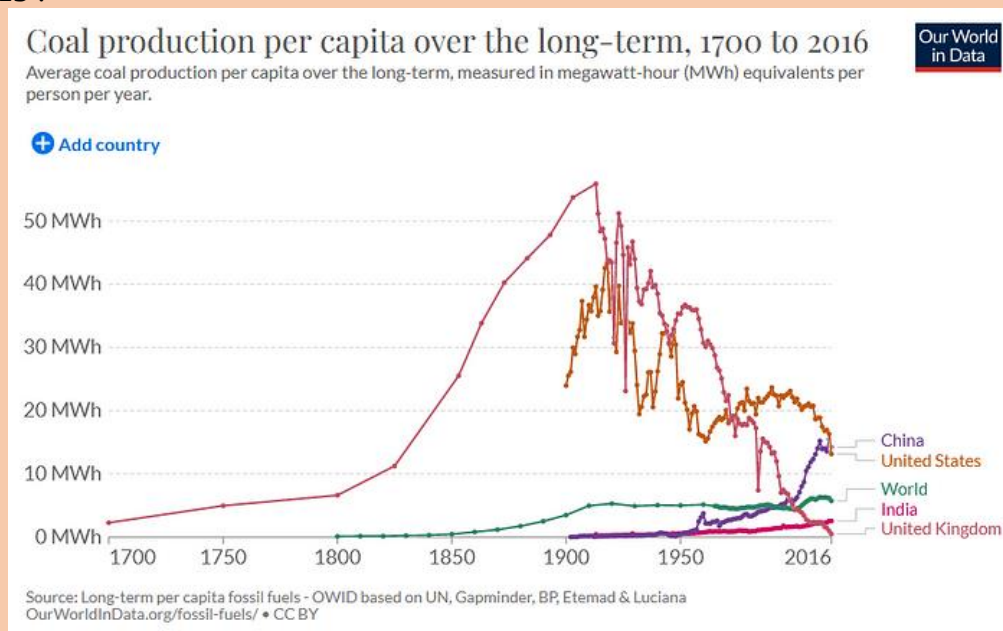
Intro, Fallout - Interplay Entertainment

Pour ceux qui ont été attentifs jusqu'ici, c'était tout à fait prévisible. Malgré toutes les affirmations contraires, l'économie mondiale fonctionne toujours grâce au **pétrole**. C'est la "ressource maîtresse" : elle alimente toutes les machines lourdes, accomplit tous les travaux pénibles auxquels nos ancêtres ont fini par se briser le dos. L'agriculture, l'exploitation minière, les transports.

Alors que le pic de production est probablement dans le rétroviseur (novembre 2018) et qu'il n'y a pas d'espoir raisonnable de reprise stable, nous entrons dans une période dangereuse de l'histoire. Comme il y a cent dix ans, l'apogée d'une ressource maîtresse - le charbon - a coïncidé avec le crépuscule d'un empire mondial - la Grande-Bretagne -, ce qui a conduit à une situation très similaire avant la Première Guerre mondiale et la Grande Dépression qui a suivi.

Une analogie historique

Le pétrole nous a sauvés une fois d'un long déclin qui a commencé en 1929 et qui a été appelé de manière inquiétante la Grande Dépression. Derrière les fanfares de difficultés économiques, de surproduction et de krach boursier se cachait un tueur silencieux : le pic de charbon produit par le charbon. Les machines à vapeur avaient atteint leurs limites pratiques d'efficacité et ne pouvaient plus permettre d'extraire et de transporter du charbon de plus en plus loin, car les gisements proches de la surface et faciles d'accès étaient épuisés. Il suffit de regarder ces graphiques : la production de charbon par habitant a atteint son maximum juste avant la Première Guerre mondiale, en 1913 :

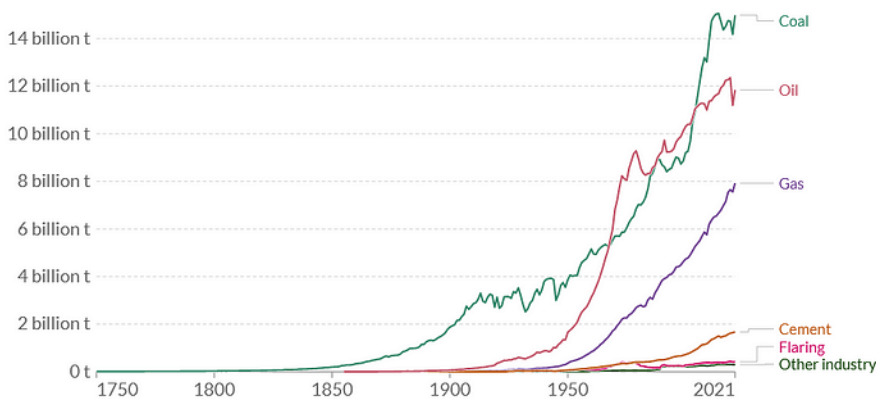


Le charbon n'a jamais réussi à revenir sur le devant de la scène. Comme le montre le graphique ci-dessous : Les émissions de CO₂ - un indicateur proche de la production, qui montre en outre à quel point nos pratiques sont destructrices pour le climat - ont atteint un plateau au cours des années 1920 "rugissantes" et n'ont pas réussi à remonter la pente avant les années 1950. La raison : l'épuisement des réserves locales faciles d'accès. Nous n'avons pas épuisé la roche noire, nous n'avons tout simplement pas pu en produire davantage.

Le charbon est volumineux et lourd. Les navires qui le transportent ont à peine quitté les lieux de stockage des marchandises - d'où l'âge d'or des clipper, qui transportaient les produits autour du globe à une vitesse vertigineuse. Mais le charbon devait être extrait et utilisé sur place ou transporté par des locomotives à vapeur - ce qui en consommait une partie considérable pendant le voyage. Ce n'est que dans les années 1950, grâce à l'explosion de la production de pétrole, qu'il a pu être transporté par des navires diesel et extrait dans de grandes mines à ciel ouvert (à l'aide de machines diesel), plus éloignées de son lieu d'utilisation.

CO2 emissions by fuel or industry, World

Change country



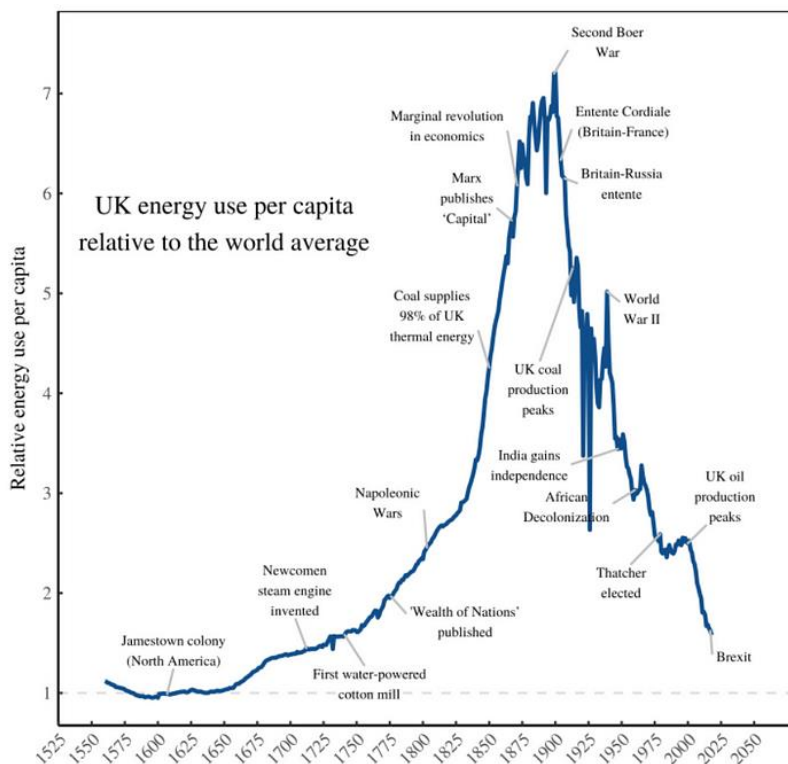
Our World in Data

Ceux qui suivent mon blog depuis un certain temps savent que **l'énergie, c'est l'économie**. Depuis que le charbon a été le moteur de la croissance économique à la fin du 19e siècle, sa limitation soudaine a causé d'énormes problèmes. Il a alimenté les usines de fabrication, les transports, la production de fer et d'acier, il a été utilisé pour la cuisine, et même pour l'éclairage public (par gazéification). Le charbon était l'économie. Sans une croissance continue de son approvisionnement, il n'y avait aucun moyen de développer l'économie, de transformer plus de

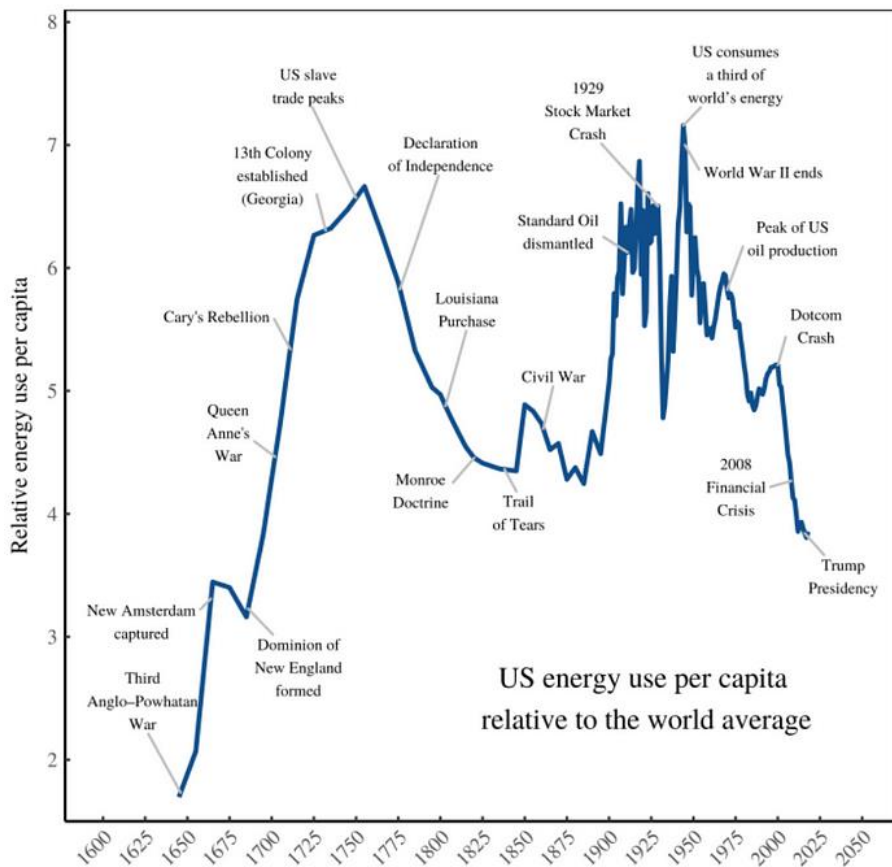
matières premières en marchandises ou de produire plus d'électricité, là où l'énergie hydraulique n'était pas disponible.

Faut-il s'étonner alors que l'atteinte des limites de l'extraction du charbon ait donné lieu à des bulles boursières, avec l'effet de levier de l'endettement ? Pas du tout. Lorsque vous ne pouvez pas investir vos bénéfices dans la capacité de production (puisque'il n'y a aucun moyen de l'alimenter économiquement), vous allez au casino, c'est-à-dire sur le marché boursier. Il y a de l'argent à gagner là-dedans !

Enfin, il existe un lien très important entre l'utilisation de l'énergie (en tant que part de la consommation mondiale) et le statut de puissance mondiale. Le graphique ci-dessous montre l'ascension et la chute de l'Empire britannique grâce au charbon (comparer avec la production de charbon par habitant ci-dessus). Le charbon a fourni l'énergie nécessaire à la construction de navires en acier (alimentés par le charbon), d'obus, de poudre à canon et de munitions en grandes quantités (1) pour construire et maintenir une superpuissance hégémonique.



Comme le montre le graphique suivant, la situation n'est absolument pas différente en ce qui concerne le pétrole et la superpuissance qui s'appuie sur une supériorité aérienne alimentée par le pétrole (kérosène). Le fait de manquer de pétrole bon marché et facilement accessible n'aide pas à maintenir ce statut, c'est le moins que l'on puisse dire. Notez que le dernier pic (marqué par l'effondrement de Dotcom) a été suivi par l'invasion de l'Irak par les États-Unis dans le but de sécuriser ses champs pétroliers, source de puissance militaire et économique (par le biais du système du pétrodollar). Notez également que le remplacement du pétrole conventionnel par **le pétrole de schiste, qui s'épuise rapidement et qui est coûteux, n'a pas du tout aidé**. Il a quelque peu ralenti le déclin, mais celui-ci est sur le point de s'accélérer à nouveau lorsque le pétrole de schiste cessera définitivement de croître.



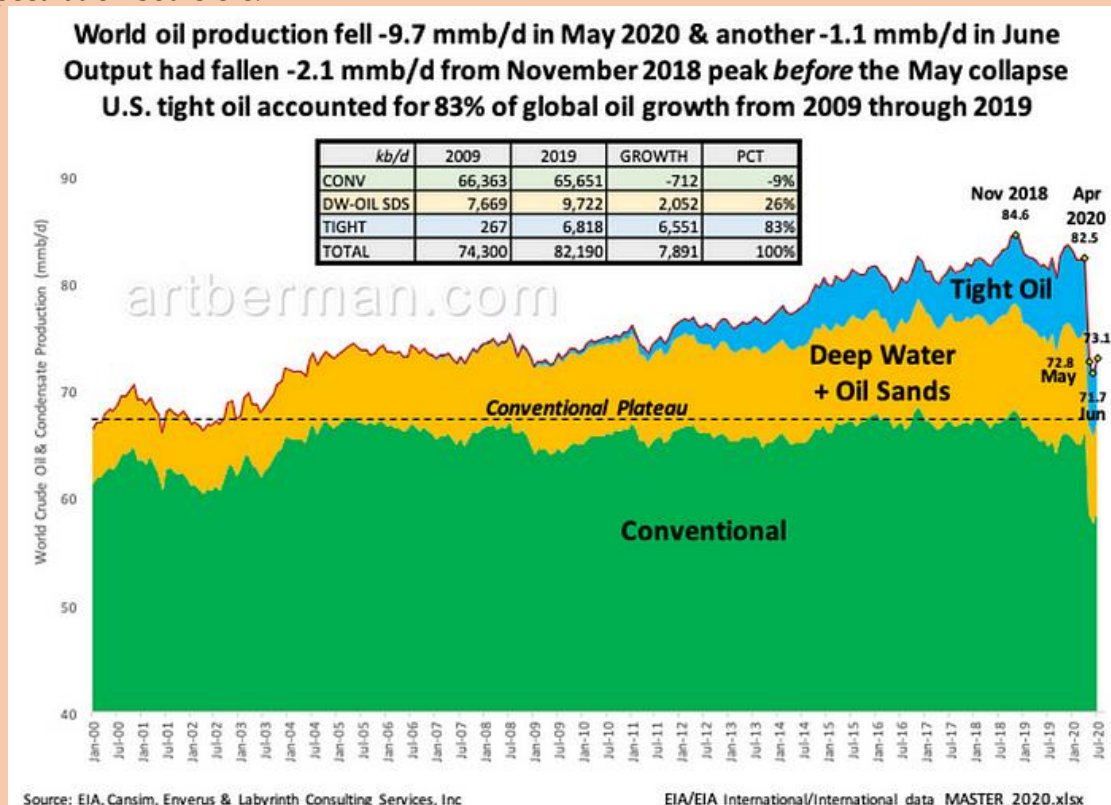
Crédit photo : L'économie de haut en bas

La fin de la croissance

Il semble de plus en plus que nous venions d'atteindre une limite à l'extraction mondiale de pétrole. Oui, ce pétrole, ressource maîtresse et source d'hégémonie militaire. Certes, il reste encore de nombreuses réserves de pétrole dans le monde, mais y accéder demandera de plus en plus d'énergie et nécessitera de réinjecter de plus en plus de pétrole dans le forage, l'extraction et le transport. Tout comme dans le cas du charbon ci-dessus.

En coulisses, silencieusement, avant même d'atteindre une limite absolue à l'extraction du pétrole, nous avons déjà atteint le pic d'énergie nette provenant du pétrole. Faut-il s'étonner alors que lorsque nous avons atteint le pic de

production du pétrole conventionnel (c'est-à-dire facile et peu coûteux d'accès) en 2005, son prix a grimpé en flèche et a fini par faire éclater la bulle immobilière en 2008 ? Rappelez-vous : pas d'énergie, pas d'économie, juste de la spéculation boursière.



Source : Art Berman

La Grande Dépression Vol. II a été évitée de justesse en 2009. En injectant une quantité sans précédent d'argent

dans le problème, sous la forme d'un assouplissement quantitatif et de taux d'intérêt nuls, un certain nombre de faillites ont été évitées. Plus important encore, mais totalement involontaire, ce flot d'argent a également sauvé le secteur de l'énergie, en allumant accidentellement le dernier feu de paille : la révolution du pétrole de schiste.

Le pétrole et le gaz fracturés ont été la principale raison pour laquelle il n'a pas été nécessaire de fermer l'économie dans les années 2010, mais même ce miracle n'a pas duré longtemps. Les gisements de schiste s'épuisent beaucoup plus rapidement que les gisements conventionnels et, à mesure que les entreprises n'ont plus d'endroits propices au forage, elles doivent frénétiquement augmenter le nombre de forages chaque année, simplement pour faire du surplace. Les PDG des compagnies pétrolières ont récemment admis que cette option était désormais exclue. Les compagnies pétrolières se concentrent aujourd'hui sur le rendement, et non sur l'augmentation de la production à un coût toujours plus élevé - qui ne pourrait de toute façon jamais se transformer en profit dans un marché pétrolier volatil.

Comme l'a déclaré au FT Bob McNally, ancien conseiller du président George W. Bush - oui, le même homme qui a conseillé le même Bush qui a lancé l'opération "Liberté en Irak" - et qui dirige aujourd'hui le Rapidan Energy Group, "si nous finissons par être plus assoiffés que jamais, nous ne pourrons plus nous passer de l'énergie" :

"Si nous finissons par être plus assoiffés de pétrole que ne le supposent les prévisions actuelles, nous aurons de gros problèmes. Nous entrerions dans une ère d'effondrement de l'économie, de déstabilisation géopolitique, d'essor et d'effondrement. C'est à ce moment-là que l'on souhaitera plus de schiste".

Voilà où nous en sommes actuellement. L'électrification est loin d'être prête à remplacer l'utilisation du pétrole : à l'heure actuelle, les dispositifs qui transforment la lumière du soleil et le vent en énergie nécessitent du pétrole à chaque étape de leur production, de l'extraction au transport... (En plus de ne pas s'attaquer à l'éléphant dans la pièce : l'épuisement des ressources affectant toutes les matières premières utilisées par cette techno-utopie et la mort du système de survie de la planète, le tout causé par le dépassement, mais c'est une autre histoire...).

En l'absence de toute solution de remplacement viable, c'est-à-dire d'une forme d'énergie totalement indépendante du pétrole, mais au moins aussi dense, modulable, transportable et facile à stocker, il n'y a physiquement aucune chance de développer l'économie, d'augmenter la production minière, de remplacer le réseau vieillissant et d'autres infrastructures (ponts, barrages) et de maintenir une hégémonie militaire mondiale, tout cela en même temps.

Obligés de choisir parmi les quelques options énumérées ci-dessus, 10 empires sur 10 ont opté pour le maintien de l'hégémonie militaire. Ou du moins ont tenté de le faire et ont invariablement échoué, ne laissant derrière eux qu'une terre brûlée. Au diable l'économie, au diable les banques, au diable les peuples ! Nous avons un ordre mondial à sauver...".

"La guerre, la guerre ne change jamais.

Cependant, si l'on ne comprend pas le rôle critique des ressources et surtout de l'énergie, toutes ces tentatives aboutissent à un **suicide**. Cela ne veut pas dire que nous ne pourrions pas vivre une vie modeste, mais heureuse, après la fin de la domination mondiale par les superpuissances. Le monde dispose encore de ressources suffisantes pour permettre aux nations de la Terre de vivre décemment, mais plus assez pour permettre à l'une d'entre elles de maintenir un empire à l'échelle mondiale (2).

Notes :

(1) Toute ressemblance avec la situation actuelle en Europe - et en ce qui concerne la question de savoir qui a le dessus dans la réalité (et non selon la pensée occidentale) - n'est pas une simple coïncidence. Le charbon reste le moteur de la guerre. Malgré la pensée militaire occidentale, ancrée dans la lutte contre des pauvres gens conduisant des Toyota pick-up dans des guerres de faible intensité, les tirs d'artillerie restent l'épine dorsale de la guerre et la principale source de pertes humaines. Ceux qui ont la capacité de brûler plus de charbon pour fabriquer plus de chars et de munitions ont l'avantage. Point final. La

pensée magique et le rêve d'une supériorité aérienne - qui n'existe tout simplement pas à l'ère des systèmes de défense aérienne à plusieurs niveaux déployés à grande échelle - ne seront d'aucune aide et ne feront qu'empirer les choses en prolongeant une guerre qui, à mon avis, aurait pu être facilement évitée.

(2) La Chine est confrontée à d'énormes difficultés internes - production de charbon en phase d'épuisement et population vieillissante, entre autres - qui l'empêchent de construire un nouvel empire mondial, sans parler de le maintenir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Et c'est ainsi que commence... la crise financière de 2023

Par Dmitry Orlov – Le 14 mars 2023 – Source [Club Orlov](#)



Les banques font faillite, les marchés financiers s'effondrent et la Fed s'apprête une fois de plus à intervenir et à ouvrir le robinet à liquidités en dollars. Alors que la précédente crise financière de 2007-2008 avait été causée par le risque de crédit (les prêts hypothécaires à risque regroupés en titres adossés à des créances hypothécaires toxiques, vous vous souvenez de tout cela ?) et le risque de défaillance du marché, celle-ci est causée par **une crise des taux d'intérêt : la Fed a tenté de juguler l'inflation causée par sa gestion de la crise précédente en augmentant les taux d'intérêt plus rapidement qu'elle ne l'avait jamais fait au cours des quelque 45 années précédentes.**

Les divers instruments financiers à faible rendement détenus par les banques ont ainsi perdu beaucoup de leur valeur. Ce n'est pas nécessairement un problème (les banques disposent de divers mécanismes pour résoudre les problèmes de trésorerie)... à moins qu'il n'y ait une ruée sur les banques, obligeant ces dernières à vendre leurs instruments financiers de peu de valeur pour un montant insuffisant, ce qui entraînerait leur faillite.

Vous avez probablement déjà entendu parler de la Silicon Valley Bank, qui s'est effondrée avec un bruit sourd et écœurant la semaine dernière. Elle avait de nombreux problèmes : les vautours... pardon, le capitalisme à risque devenait problématique, le responsable des risques de la banque s'occupait de sujets *Woke* et LGBT et pas vraiment de gestion des risques, etc. Mais son problème de base était le même que partout dans le système bancaire américain : des **pertes non réalisées** résultant de la hausse des taux d'intérêt et exposées à un problème de trésorerie causé par une ruée sur la banque. L'ampleur des pertes non réalisées varie d'une banque à l'autre : pour la Silicon Valley Bank, elle était de 100 %, mais c'est aussi un problème pour d'autres grandes banques : pour Bank of America, elle est de 43 %, pour State Street, de 27 %, pour Wells Fargo, de 25 % et pour US Bancorp, de 24 %.

Quelle sera la réponse de la Fed à cette crise ? La même qu'auparavant, bien sûr : la Fed acceptera comme garantie divers instruments financiers dépréciés par des taux d'intérêt plus élevés. Elle ne tiendra pas compte du fait qu'ils ne valent plus rien et les acceptera quand même à leur valeur nominale. Puis elle inondera le système de nouveaux crédits sur la base de cette logique erronée.

Et qu'est-ce que l'inondation du système par de nouveaux crédits non soutenus par une quelconque activité

économique rémunératrice ou par la perspective d'une telle activité aura comme effet sur **l'inflation ? Eh bien, elle l'augmentera encore plus, bien sûr !** Et qu'est-ce que la Fed sera obligée de faire pour lutter contre une inflation encore plus élevée ? Augmenter encore le taux d'intérêt préférentiel, bien sûr ! Si vous avez l'impression que la Fed est en train de courir après sa propre queue, c'est que vous avez compris.

Serait-il si surprenant qu'après d'autres manigances de ce genre, on en vienne à offrir à quelqu'un un million, un milliard ou un millier de milliard de dollars et qu'on se fasse frapper au visage ? J'ai prédit que cela arriverait il y a quelque temps, et je pense que nous nous rapprochons de plus en plus de ce moment. Aujourd'hui, la Russie vend son pétrole en roubles, l'Arabie saoudite et l'Iran se tiennent la main et s'appêtent à vendre leur pétrole en yuans... Comment se porte le pétrodollar ?

Pendant ce temps, si vous avez plus de 250 000 dollars de dépôts assurés par la FDIC dans l'une des merveilleuses institutions suivantes, peut-être devriez-vous... hum... faire une ruée sur les banques ? Vous pouvez aussi attendre que la Fed lance un crédit entièrement vaporeux d'une valeur de 500 milliards de dollars et espérer qu'une partie de ce crédit vous parvienne.

- First Republic Bank, 213 milliards de dollars d'actifs
- Western Alliance Bancorporation, 67,8 milliards de dollars
- Signature Bank, 110,4 milliards de dollars
- Pacwest Bancorp, 41,3 milliards de dollars
- Customers Bancorp, 20,9 milliards de dollars
- Webster Financial Corporation, 71,3 milliards de dollars

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CX



Steve Bull (<https://olduvai.ca>)

Mar 19 · 4 min read · [Listen](#)



Teotihuacan, Mexique (1988). Photo de l'auteur.

J'ai eu une divergence d'opinion avec un habitant de la région au sujet de notre situation difficile de dépassement écologique. Ce différend est né d'un message posté sur Facebook au sujet de l'incitation actuelle de notre gouvernement provincial à étendre considérablement la construction de maisons sur des terres écologiquement sensibles ; en fait, sur des terres qui avaient été limitées par la loi à de nouveaux développements, mais qui ont soudainement été "ouvertes" à la construction de logements résidentiels. (Ce n'est peut-être pas une coïncidence si les enquêtes ont révélé qu'une grande partie des terrains à développer avaient été achetés par des investisseurs ayant des liens étroits avec le premier ministre/le gouvernement en place, juste avant les changements législatifs, et qu'ils sont maintenant en mesure de tirer d'immenses bénéfices du changement de zonage [1]).

J'ai constaté que l'écrasante majorité de ceux qui ont tendance à soutenir cette campagne de construction de millions de logements supplémentaires voient presque invariablement le monde d'un point de vue purement socio-économique/politique. Pour la plupart, ils s'alignent sur le discours du gouvernement et des promoteurs immobiliers selon lequel la demande est telle que l'offre doit être augmentée afin de contrôler et/ou de faire baisser le coût du logement qui ne cesse de gonfler - une expansion qui se poursuit depuis des décennies, mais dont les prix continuent de grimper inexorablement vers le ciel.

Bien qu'il s'agisse d'un point de vue purement économique, il y a peu ou pas de reconnaissance des machinations en cours avec les sociétés d'investissement/courtiers qui engloutissent l'offre, la création extensive de crédit/dette par les institutions financières, l'argent chaud qui afflue de l'étranger, et/ou la nature de type Ponzi de nos systèmes monétaires/financiers/économiques dans l'augmentation exorbitante des coûts du logement. Tout est une question d'offre et de demande nationales.

La perspective extrêmement étroite et purement socio-économique/politique à travers laquelle ces personnes voient notre monde et tous ses problèmes/prédicats est extrêmement discutable car elle néglige complètement/est aveugle aux aspects biologiques, écologiques et géologiques qui sont, en fin de compte, LES aspects fondamentaux de notre existence.

Mais c'est le point de vue dominant dans notre monde moderne, et peut-être depuis des millénaires dans les grandes sociétés complexes. Presque tout est vu à travers ce prisme d'interprétation où les institutions créées par l'homme sont les plus importantes et parfois la seule façon de comprendre notre monde. La nature n'a plus vraiment d'importance ou, comme c'est de plus en plus souvent le cas de nos jours, elle n'est plus qu'un élément secondaire dont il faut se débarrasser pour apaiser certains segments de la société.

Parfois, il ne s'agit pas seulement d'un déni ou d'une ignorance des facteurs environnementaux/écologiques, mais d'un mépris pur et simple. Il y a parfois un effort concerté pour dépeindre ces perspectives alternatives comme faisant partie d'une grande conspiration visant à saper le capitalisme et/ou le progrès humain. Un complot "gauchiste/socialiste".

En revanche, j'ai tendance à considérer que les "capitalistes industriels" tirent davantage parti de ces facteurs environnementaux/écologiques pour promouvoir leurs programmes de recherche de profits - comme la volonté de tout électrifier et d'adopter une transformation massive des technologies de collecte d'énergie non renouvelable - sans se soucier des retombées écologiques. Comment le remplacement de tous les produits à base de combustibles fossiles par des produits fonctionnant à l'électricité ne serait-il pas une aubaine pour l'industrie et ses actionnaires ?

Peut-être que cette interprétation dominante de notre monde ne peut être contrecarrée, malgré les phénomènes observables et les preuves que les humains sont simplement une autre espèce biologique limitée par les réalités biogéophysiques.

En ce qui concerne le logement, même des groupes ou des individus bien intentionnés qui pensent que la destruction de l'environnement et des systèmes écologiques est leur objectif principal se sont laissés influencer par l'argument de l'offre et de la demande et affirment le plus souvent que tous les logements pourraient être construits ailleurs.

Il y a beaucoup d'espace "non développé". L'expansion n'est pas le problème, c'est l'endroit où elle se produit. Continuer à croître et à s'étendre en construisant vers le haut, et non vers l'extérieur, ce qui détruit notre environnement... sans se rendre compte que ce qu'ils défendent est tout aussi destructeur en fin de compte, puisque c'est la croissance continue qui détruit notre monde naturel.



Il se pourrait qu'au cours de notre "évolution" socioculturelle, nous ayons créé des croyances répandues et pour certaines irréversibles selon lesquelles les humains se situent au-dessus et au-delà de la nature et de ses lois, et les quelques rares personnes qui percent ce voile translucide resteront marginalisées, ostracisées et/ou cooptées tandis que le système de croyances en vigueur guidera notre voyage continu au bord du précipice.

Il n'est peut-être pas surprenant non plus que les singes dominants qui racontent des histoires dans nos grandes sociétés complexes aient élaboré des récits selon lesquels les institutions qu'ils contrôlent/dirigent/influencent sont toutes-puissantes et puissantes ; peu importe ces limites biogéophysiques et leurs conséquences désagréables là-bas, notre technologie et notre ingéniosité régneront en maître, quel que soit le problème rencontré. Que les critiques et les opposants aillent au diable !

Prenez déjà la pilule bleue...



NOTE : [\[1\]](#) See [this](#), [this](#), [this](#), [this](#), and/or [this](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

.Ce que la chute spectaculaire de la demande européenne de gaz naturel nous a appris

Kurt Cobb Dimanche 19 mars 2023

Resource Insights

Commentateur indépendant sur l'actualité de l'environnement et des ressources naturelles KURT COBB



Lorsque les livraisons de gaz naturel russe à l'Europe ont chuté de façon spectaculaire à la suite du conflit entre l'Ukraine et la Russie, les Européens et leurs gouvernements se sont demandés comment ils pourraient rester au chaud pendant l'hiver à venir. Après tout, le gaz naturel russe représentait 40 % de l'approvisionnement total de l'Union européenne. Les seules solutions à court terme consistaient à réduire la consommation de gaz naturel et à

importer davantage de gaz naturel liquéfié (GNL). Mais avec une capacité limitée à accepter le GNL, les réductions de consommation semblaient inévitables.

Bien que certaines installations industrielles aient temporairement fermé en raison des prix élevés du gaz et que certaines entreprises aient déclaré qu'elles délocalisaient leur production à forte intensité de gaz en dehors de l'Europe, la réduction de la consommation de gaz naturel était en grande partie due à la douceur de l'hiver et à la réduction de la consommation des ménages. (Une partie de la réduction est due au changement de combustible, les compagnies d'électricité ayant remplacé le charbon par le gaz naturel, bien que les chiffres n'aient pas encore été compilés). En conséquence, les prix du gaz naturel en Europe (en utilisant le Dutch TTF Gas Futures comme indicateur) ont chuté de 80 % entre la fin du mois de septembre et aujourd'hui. L'Europe a évité le pire.

L'année dernière, l'Europe dans son ensemble a réduit sa consommation de gaz naturel de 13 %, une baisse considérable. Sa consommation au cours de l'hiver dernier a diminué de 19 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Il y a certainement des défis à relever. Le prix du gaz naturel reste élevé, à plus de 40 euros par mégawattheure. Il y a deux ans, il s'élevait à un peu moins de 19 euros et, au cours de la décennie qui a précédé l'apparition de la pandémie, il n'a jamais dépassé 29 euros.

Ce que les Européens ont montré, c'est qu'il est possible, dans des délais très courts, de réduire considérablement la consommation d'énergie sans créer de conditions catastrophiques. Les personnes à faible revenu ont certes connu des difficultés, mais la société européenne ne s'est pas arrêtée. Cela suggère qu'il y avait encore beaucoup d'énergie gaspillée avant les réductions et qu'une planification intelligente pourrait permettre d'en réduire encore beaucoup plus.

Tout cela est doublement significatif pour les Américains, car les habitants de l'Union européenne consomment la MOITIÉ de l'énergie par habitant que les Américains, et pourtant, ils ont encore trouvé de la marge pour réduire leur consommation d'énergie. Cela signifie qu'il existe aux États-Unis un gaspillage d'énergie considérable qui pourrait être évité sans sacrifier le confort quotidien si seulement nous avions la volonté de faire quelque chose à ce sujet.

À l'heure actuelle, les Américains bénéficient de prix du gaz naturel exceptionnellement bas, comparables à ceux des années 1990. Le temps doux a également contribué à faire baisser les prix aux États-Unis cet hiver.

Mais cela n'incite guère les Américains à mettre fin à leurs habitudes de gaspillage. Alors que l'Europe semble avoir dépassé la catastrophe qui n'a jamais eu lieu, les Européens vont-ils cesser de prendre des mesures pour réduire encore leur consommation d'énergie ? Peuvent-ils vraiment compter sur des hivers doux pour résoudre leur problème d'approvisionnement en énergie l'année prochaine et l'année suivante ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Bien sûr, nous devrions leur demander des comptes

Tim Watkins 22 mars 2023

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Suite à l'effondrement de la Silicon Valley Bank et au renflouement du Crédit Suisse la semaine dernière, des apologistes ont pris la parole pour affirmer que nous ne devrions pas rejeter la faute sur les banquiers centraux. Il y a là un argument superficiel à faire valoir, dans la mesure où la direction de la SVB semble avoir commis des erreurs d'écolier en ne protégeant pas son bilan contre des hausses de taux d'intérêt que presque tout le monde voyait venir. Comme l'explique Shivaram Rajgopal chez Forbes, *"on peut dire que SVB est fonctionnellement en faillite depuis le 31 juillet 2022..."*

La responsabilité première incombe aux dirigeants de la SVB, qui ont perdu de vue le problème. Notamment parce que, comme le souligne Rupert Darwall de Real Clear Energy :

"La banque, aujourd'hui en faillite, a coché toutes les cases ESG. Quarante-cinq pour cent des membres de son conseil d'administration étaient des femmes. Son plan de réinvestissement communautaire (Community Reinvestment Act) a reçu une mention exceptionnelle. Neuf pages de son rapport ESG sont consacrées aux indicateurs de capitalisme des parties prenantes du Forum économique mondial (WEF)..."

"La sensibilité à la prétendue menace économique posée par le changement climatique semble être inversement corrélée à la prise de conscience de l'évolution du climat financier causée par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt, et des ravages que cela pourrait causer à son bilan et à ses liquidités."

Comme le gouvernement du Sri Lanka l'a découvert à ses dépens l'année dernière, la mort par la notation ESG est susceptible d'être un aspect commun du crash à venir - les organisations qui ont troqué les profits directs des actionnaires pour les fausses promesses du capitalisme technocratique des parties prenantes étant les premières à échouer. S'arrêter à la responsabilité première des dirigeants d'entreprise revient toutefois à imputer à un seul adolescent serbe, Gavrilo Princip, tout ce qui s'est déclenché en août 1914. En réalité, il a fallu les actions et les erreurs d'appréciation des gouvernements impériaux de toute l'Europe pour transformer un simple attentat terroriste en une guerre mondiale qui a coûté la vie à quelque 13 millions de personnes. De la même manière, il a fallu que les économistes et les banquiers centraux du système occidental créent les conditions qui ont permis au SVB d'agir de manière irresponsable et de s'effondrer sans cérémonie lorsque ces mêmes banquiers centraux ont décidé d'augmenter les taux d'intérêt à la vitesse la plus rapide de l'histoire.

S'ils étaient honnêtes, les banquiers centraux admettraient que l'effondrement de la SVB - ou du moins de banques comme la SVB - était précisément la conséquence voulue des hausses de taux. Après tout, il existe une similitude fondamentale avec la manière dont les banquiers centraux ont fait tomber Bear Stearns et Lehman Brothers en 2008 :

- Un choc pétrolier a provoqué une hausse des prix dans l'ensemble de l'économie
- Les banquiers centraux ont mal interprété les hausses de prix en les considérant comme de l'inflation monétaire.
- Les banquiers centraux ont commencé à augmenter les taux d'intérêt pour tenter de réduire l'offre de devises à l'économie, croyant que le krach économique qui s'ensuivrait forcerait les prix à baisser.

- En 2007, les banquiers centraux ont connu un succès si spectaculaire que l'économie s'est retrouvée en chute libre, avec des actifs auparavant sûrs - tels que les désormais tristement célèbres prêts hypothécaires à risque - qui n'avaient plus aucune valeur.
- Les banques ont cessé de faire confiance à la valeur déclarée des actifs des autres banques et ont donc cessé de prêter, provoquant l'effondrement de l'ensemble du système.
- Les banques les plus vulnérables se sont effondrées, laissant toutes les autres détenir des "actifs" de moins en moins valables.

Les seules différences aujourd'hui sont la cause du choc de l'offre - les blocages et les sanctions économiques autodestructrices - et le fait que les banques centrales ont passé les 15 dernières années à préparer le terrain pour un effondrement encore plus important en raison de l'assouplissement quantitatif et des taux d'intérêt proches de zéro qui ont gonflé les bulles d'actifs dans tous les domaines. En effet, sur le papier du moins, les banques comme la SVB, du fait de leur focalisation sur l'investissement dans le monde réel - ou du moins dans le monde technologique - étaient censées fournir une sorte d'antidote à la recherche improductive de rentes encouragée par les banques centrales.

On peut donc dire que **les banquiers centraux sont complices de la crise bancaire en cours** pour trois raisons :

- En tant que régulateur bancaire, ils n'ont pas su détecter ou rectifier les erreurs de gestion.
- En tant que responsables de facto de la politique monétaire, ils ont créé la crise en augmentant les taux beaucoup trop rapidement.
- Et, toujours en tant que décideurs politiques de facto, ils ont créé les conditions qui ont rendu l'économie au sens large si vulnérable aux chocs du côté de l'offre.

Comme cela s'est produit au lendemain du krach de 2008 - bien que cette fois-ci ce soit le roi et non la reine d'Angleterre qui exigera de savoir pourquoi personne ne l'a vu venir - les banquiers centraux et **les économistes** baisseront la tête, traîneront les pieds et marmonneront quelque chose à propos des cygnes noirs. **Et une fois de plus, ils devraient être démasqués comme des menteurs !** Car beaucoup de gens l'ont vu venir. En effet, l'ensemble de la politique monétaire et économique occidentale de ces 15 dernières années a été une catastrophe annoncée. Et même à plus court terme, l'inversion synchronisée des courbes de rendement dans les économies occidentales a indiqué à tous ceux qui étaient prêts à écouter que quelque chose de très, très grave allait se produire - à cet égard, SVB et Credit Suisse ne sont que les signes avant-coureurs - et que - pour des raisons très désagréables - il est plus probable que nous finissions l'année 2023 avec une déflation et des taux d'intérêt négatifs qu'avec l'"atterrissage en douceur" promis.

Comme je le déplore dans mon dernier livre :

"On aurait pu souhaiter que la reine d'Angleterre possède encore un certain pouvoir féodal résiduel qui lui aurait permis de faire emmener toute la cabale des banquiers centraux et des économistes à la Tour de Londres, et de faire décapiter au moins quelques-uns d'entre eux pour leurs péchés. Mais l'ironie suprême de 2008 et de ses suites, c'est que non seulement ils ont échappé au châiment, à l'exception de quelques banquiers islandais, mais qu'ils ont été remis aux commandes pour superviser la reprise".

Le fait que les banquiers centraux et les économistes soient aveugles en matière d'énergie et que, même aujourd'hui, la plupart d'entre eux ne sachent pas d'où vient la monnaie pourrait constituer une sorte de carte de sortie de prison si ce n'était du fait qu'au lendemain de 2008, ils n'ont rien fait pour détromper le grand public sur l'idée qu'ils savaient d'une manière ou d'une autre ce qu'ils faisaient. En effet, compte tenu de la complexité de l'économie mondiale moderne, ils auraient même pu avouer qu'il est impossible pour quiconque d'être aux commandes. Mais après avoir accepté les salaires à six ou sept chiffres qui vont avec le travail, cette fois-ci, nous devons tout simplement leur demander des comptes. Comme le dit le vieil adage : *"Trompez-nous une fois, vous aurez honte. Trompez-nous deux fois, nous aurons honte".*

.Que sont les superbactéries et quel est leur lien avec le dépassement écologique ?

Erik Michaels 22 mars 2023



Problèmes, difficultés et technologie

Ce blog couvre de nombreux aspects différents du dépassement écologique en se concentrant sur le changement climatique, la charge polluante et le déclin de l'énergie et des ressources. Les domaines d'intérêt spécifiques comprennent également l'anthropocentrisme, l'orgueil démesuré, la dissonance cognitive et le biais d'optimisme.



Vue sur l'océan Atlantique depuis Fort Macon (Caroline du Nord)

Je vais essayer quelque chose de nouveau. Commençons par de la musique et une vidéo pour nous mettre dans l'ambiance de cet article. Quand j'étais jeune, les Who étaient un groupe de rock emblématique, et cette chanson met en évidence l'illusion du pouvoir et/ou de la célébrité et la façade derrière laquelle les gens ont tendance à se cacher - comme le chante Pete Townshend, "It's a put-on" (c'est une mise en scène). La civilisation qui s'appuie sur l'utilisation de la technologie présente également cette même façade.

Avez-vous réfléchi à la maladie ? Avez-vous tendance à associer la maladie au changement climatique ou au dépassement ? Combien de fois voyez-vous un "*remède contre le cancer*" ou une publicité pour un nouveau médicament ?

La maladie est un autre symptôme du dépassement écologique. La maladie a toujours existé et existera toujours. C'est l'une des rétroactions négatives qui permettait de maintenir notre nombre en équilibre avec le reste de la nature, et que l'utilisation de la technologie a en grande partie rendue inefficace. Ce phénomène est traditionnellement considéré comme positif et comme faisant partie du "progrès humain" global, qui est en réalité un mythe. Le problème de cette vision est qu'elle ignore les qualités négatives de toute cette technologie, qui a contribué à créer la situation de dépassement dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. L'une de ces qualités négatives est également liée à la façon dont la charge polluante, autre symptôme du dépassement, contribue à créer des facteurs de stress supplémentaires pour les maladies.

Tout le monde entend souvent parler du cancer et du battage médiatique autour des remèdes, des médicaments et des traitements. Nombreux sont ceux qui considèrent la technologie comme une bonne chose, mais l'utilisation de la technologie augmente le dépassement, et le dépassement produit également une charge polluante, qui est à la base même du cancer. Plus de polluants, c'est plus de cancer, tout simplement. Par conséquent, l'idée même de réduire le cancer ou de lui trouver un remède alors que le dépassement écologique continue d'augmenter relève de la pure fantaisie. Essayer de mettre en évidence les symptômes du dépassement, puis pointer du doigt le

problème fondamental qui est à l'origine de ces problèmes, voire du dépassement lui-même, a été une expérience qui m'a permis de faire preuve d'humilité.

On m'a qualifié de "malthusien" et on m'a accusé de vouloir "*vivre comme Adam et Eve*" ou comme un "*homme des cavernes*", on m'a accusé de "*baisser les bras*" ou toute autre liste de dénigrements et d'agressions verbales. Je dois choisir d'en rire, car cela en dit plus long sur la personne qui fait ces commentaires que sur moi. **Attaquer le messager est assez courant lorsque quelqu'un n'aime pas le message qu'il entend.** Il est assez ironique de constater que je n'aime pas plus le message qu'eux, mais que je ne le nie pas comme ils le font. Leur espoir est manifestement de me discréditer d'une manière ou d'une autre, mais leurs commentaires ne changent rien aux faits que je divulgue ; il s'agit donc d'une perte de temps tout à fait improductive et inadaptée de leur part.

Le cancer n'est qu'une maladie parmi d'autres. Il ne représente donc qu'une part d'un immense gâteau. Certaines maladies ont temporairement cessé d'inquiéter la société grâce à l'utilisation mondiale des vaccins. D'autres nous ont accompagnés et continueront à le faire jusqu'à ce que nous disparaissions. Certaines, comme le cancer, augmentent en fréquence, en gravité ou les deux, tandis que d'autres ne sont pas encore devenues aussi préoccupantes que des maladies telles que le COVID-19. Quoi qu'il en soit, en raison d'une multitude de facteurs tels que l'évolution de l'utilisation des sols, le changement climatique et le déclin de l'énergie et des ressources, les maladies sont appelées à augmenter de manière exponentielle, tout comme les autres problèmes (et ce lien ne met en évidence que les plus importants) qui commencent à être pris en compte par la société.

Le problème majeur des maladies est en partie lié à l'apparition d'une résistance aux technologies existantes telles que les antiviraux, les antibiotiques, les antifongiques et de nombreux médicaments que nous utilisons généralement pour traiter ces maladies. À mesure que la population augmente, les réservoirs de vecteurs de maladies se multiplient. À mesure que la population augmente, le nombre d'espèces sauvages diminue, ce qui réduit la biodiversité et accroît la probabilité que les maladies se développent plus rapidement dans les réservoirs qui subsistent. La résistance aux antimicrobiens n'est malheureusement pas une plaisanterie, ce qui rend le traitement de ces maladies de plus en plus difficile. Il s'agit d'une menace majeure pour la santé humaine, qui démontre qu'en continuant à émettre de plus en plus d'aérosols et à créer davantage de poussière par nos comportements (activités industrielles), nous facilitons la tâche aux agents pathogènes qui veulent s'attaquer à nous.

Mais cela ne se limite pas aux bactéries, souvent appelées "superbactéries", il y a aussi les problèmes croissants causés par les champignons parmi nous. Au-delà de la dramaturgie télévisuelle, l'émission démontre qu'il existe bien d'autres problèmes que ceux que l'on peut voir à l'œil nu et qui nous affecteront à mesure que le temps passe.

En ce qui concerne les virus, la pandémie de COVID-19, qui est toujours d'actualité, nous a montré que quelque chose d'invisible peut provoquer un effondrement majeur de la société d'une manière que nous n'avions pas envisagée auparavant. Ce que beaucoup de gens ont supposé être causé par la pandémie (problèmes de chaîne d'approvisionnement) était en fait enraciné bien avant le début de la pandémie, causé à la fois par la pandémie mais surtout par un manque de surplus d'énergie comme le démontre cet article que j'ai écrit en janvier 2021. Ces problèmes sont toujours d'actualité et leurs effets sont visibles quotidiennement dans les épiceries et autres grandes surfaces. Ces problèmes continueront de s'aggraver en raison du déclin des réserves d'énergie à l'échelle mondiale, ce qui entraînera et exacerbera les pénuries de minéraux et de métaux, qui commenceront à faire tomber les dominos en grand. **En raison de la pénurie de gaz naturel causée par la guerre en Ukraine, de nombreuses usines de fabrication et d'engrais ont fermé leurs portes en Europe.** Cela entraînera des hausses de prix et peut-être même l'absence totale de certaines cultures cette année sur le marché. De nombreuses cultures sont touchées par les inondations, la sécheresse, les phénomènes météorologiques extrêmes et les problèmes de la chaîne d'approvisionnement, ce qui fera que les rayons des épiceries seront encore plus vides plus tard dans l'année.

Le COVID-19 a été, à toutes fins utiles, un bon test pour la prochaine pandémie virale, et la grippe aviaire est probablement l'un des principaux candidats. La grippe aviaire H5N1, également connue sous le nom de grippe

aviaire, ne constitue pas encore une menace majeure. Mais la maladie est préoccupante car elle commence à se propager chez les mammifères et la principale inquiétude est que des mutations pourraient permettre au virus de se propager plus facilement entre les humains. Bien qu'elle ne soit pas facilement transmissible entre humains à l'heure actuelle, la maladie fait des ravages chez d'autres animaux dans le monde entier. De nombreux articles ont été publiés récemment, alors que la grippe aviaire est relativement répandue depuis un an et demi ou deux, dont celui-ci sur le zoo de Toronto.

Maintenant, il s'agit de quelque chose de complètement différent. Pour changer un peu d'ambiance, voici une autre vidéo d'un autre groupe, également emblématique des années 1980. Bien que les maladies soient en augmentation, il y a beaucoup d'autres choses à prendre en considération. Une chose en particulier me préoccupe depuis peu : le déni de la réalité. Je parie que la plupart de mes lecteurs comprendront assez bien l'article suivant. Il a été écrit par Robert Dupuis, et met en évidence **notre orgueil et notre incompréhension du monde qui nous entoure**, que souvent seule l'expérience enseigne, je cite :

"Quand on comprend : (La connaissance n'est rien quand on ne la comprend pas.)

Les philosophies de la pensée humaine.

La psychologie du comportement humain.

La sociologie des activités humaines.

La théologie et les croyances humaines.

L'histoire de l'humanité.

La cupidité qui contrôle le monde.

Comment le capitalisme est un monstre créé par l'homme.

Comment la foi a ralenti l'évolution humaine.

La politique est une négociation de conneries.

Que la politique est une question de pouvoir, pas de personnes.

Que les défauts et les imperfections humaines ne sont pas des péchés.

Que ce que l'on nous enseigne est le fruit de décennies de lavage de cerveau des générations qui nous ont précédés.

Que nous sommes toujours des esclaves (avec un salaire).

Que la police et l'armée sont là pour protéger et aider les riches à contrôler les masses.

Que les produits chimiques présents dans l'air, l'eau et la nourriture ont affecté notre cerveau tout au long de notre vie.

Que la violence engendre la violence... et que le monde n'a jamais été aussi violent.

La violence à la télévision et dans les films nous rend insensibles.

Que nous ne vivons pas notre vie mais que nous jouons un rôle dans un système pourri.

Que la technologie nous prive complètement de notre humanité.

Que l'exploration de l'espace extra-atmosphérique revient à fuir notre moi intérieur.

Que les hommes et les femmes sont égaux, quoi qu'en disent la religion et le patriarcat.

Qu'on nous a lavé le cerveau en nous faisant croire que la technologie est une bonne chose. Ce n'est pas le cas. Elle nous détruit.

Que la majeure partie de l'humanité est encore primitive et contrôlée par quelques-uns.

Que la majeure partie de l'humanité est encore guidée par des instincts animaux.

Que la télévision, le cinéma, le sport, la mode et sont des outils de lavage de cerveau.

Que tout l'argent investi dans l'espace aurait pu sauver la terre.

Que vivre plus longtemps n'est pas vivre mieux quand cela tue notre humanité.

Que la guerre est avant tout un business.

L'abrutissement des enfants par Snapchat, Twitter, Instagram, Tik Tok et autres.

Que les médias font partie du système.

Que la plupart des nouvelles<dans les médias de masse> sont sans importance par rapport à ce qui se passe.

Que la liberté dans ce système est une illusion.

Que la technologie a privé les enfants de leur jeunesse.

La différence entre les faits et les opinions.

Les mensonges, l'hypocrisie, la tromperie, les abus.

L'ignorance, la naïveté, le manque d'éducation.

Le besoin et l'abus de leadership.

Que tout est interconnecté.

Que les humains sont une espèce imparfaite et un danger pour la planète.

Que l'humanité est trop stupide pour apprendre des erreurs du passé.

Que l'exploitation des ressources terrestres (pétrole, gaz) est un suicide collectif.

Que le changement climatique détruit les cultures et provoquera une pénurie de nourriture.

Que des dirigeants stupides et cupides ne montrent pas la voie.

Que des dirigeants religieux stupides ne montrent pas la voie.

La fonte des glaces et le réchauffement de la planète sont exponentiels.

Que le système n'est pas viable et qu'il est sur le point de s'effondrer.

Que la connaissance est une épée à deux tranchants.

Les contradictions dans les paroles et les actions des gens.

Que le gouvernement est un jeu de pouvoir et non un service au peuple.

Que le système est une atrocité inhumaine et égoïste.

Que la disparition de la glace de mer rendra le réchauffement climatique incontrôlable.

Le réchauffement climatique est maintenant en mode exponentiel.

Que la fonte des glaciers inondera bientôt le monde.

Que le système ne vous apprendra jamais à le vaincre.

Que le showbiz, le sport professionnel et la mode sont des outils de contrôle du système.

Que l'ingéniosité humaine n'est en fait qu'une stupidité justifiée.

Je pourrais continuer encore et encore.

Qu'il n'y a pas d'autre conclusion que nous sommes foutus en tant qu'espèce et que nous avons foutu le monde en l'air".

J'ai vu cette phrase et je l'ai trouvée plutôt appropriée au monde d'aujourd'hui. C'est la preuve que les choses ne sont pas toujours ce qu'elles semblent être. Puisqu'il est trop facile de voir toutes ces qualités négatives, je veux aller chercher les bonnes choses qui rendent la vie à la fois complète et digne d'être vécue. C'est là que la chanson suivante, également interprétée par Pete Townshend, peut nous inspirer. L'essentiel, en ce qui concerne tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés, c'est que nous devons les affronter. Le marchandage, le déni et les autres tentatives inadaptées pour y faire face ne fonctionneront pas. Nous devons trouver les qualités positives et les vivre dans la mesure du possible. Elles sont là aussi, il suffit de les chercher. L'important est de rester attaché à ces idéaux. Jusqu'à la prochaine fois, vivez maintenant !

▲ [RETOUR](#) ▲

.Contemplation du jour : L'effondrement arrive CXI

Steve Bull 22 mars 2023



Steve Bull (<https://olduvai.ca>)

Mar 22 · 3 min read · Listen



Teotihuacan, Mexique (1988). Photo de l'auteur.

Cette contemplation a été suscitée par un excellent article d'Erik Michaels de Problems, Predicaments, and Technology (un site qui vaut la peine d'être exploré), et constitue mon commentaire en réponse à cet article.

Excellentes idées, Erik.

J'ai également constaté que la grande majorité des personnes qui postent et commentent sur les sites/pages consacrés à la décroissance tendent vers une version considérablement édulcorée de ce qui doit probablement se produire si nous voulons être en mesure d'atténuer, ne serait-ce que de façon marginale, les conséquences de notre dépassement écologique.

Parfois, il s'agit de prendre aux "favorisés" pour redistribuer aux "défavorisés" ; parfois, il s'agit de technologies "propres/vertes" ; parfois, il s'agit de réduire notre consommation ; parfois, il s'agit de remplacer le "capitalisme" par un système économique plus équitable ; parfois, il s'agit de... la liste est longue.

Mais il est rarement, voire jamais, question de ~~la mesure dans laquelle nos systèmes doivent changer~~ pour avoir un impact notable sur notre trajectoire. Ces voix sont non seulement ignorées/refusées pour la plupart, mais aussi attaquées avec mépris dans certains cas. Mes articles sur la contemplation, par exemple, ont été jugés trop radicaux pour que certains les autorisent sur leur site ou leur page ; dans d'autres cas, les abus ad hominem abondent, car je suis perçu comme un suppôt de Big Oil ou comme un opposant au progrès humain.

Mais c'est peut-être comme **Arthur Schopenhauer** l'a déclaré : "*Toute vérité passe par trois étapes. D'abord, elle est ridiculisée. Deuxièmement, elle est violemment combattue. Troisièmement, elle est acceptée comme une évidence*".

L'idée que nous sommes complètement et totalement fous n'est pas une idée que beaucoup de gens souhaitent envisager. Et tous les mécanismes psychologiques dont nous disposons pour lutter contre les pensées anxiogènes se déclenchent fortement face à un tel pronostic - en particulier le déni de la réalité.

L'idée d'une adoption et d'une diffusion à grande échelle des **véhicules électriques** et des technologies de collecte d'énergie non renouvelable et renouvelable en est un parfait exemple. Et comme je le souligne dans ma dernière Contemplation, et comme vous en discutez, le marchandage autour de ces technologies consiste à nier : le rôle des combustibles fossiles dans leur production ; les limites minérales imposées par l'existence sur une planète finie ; la destruction des systèmes écologiques qui est effectuée pour les produire.

Nos élites élaborent des récits selon lesquels les industries qu'elles contrôlent ou dont elles tirent profit peuvent nous "sauver", et les masses les avalent en tentant de réduire leur dissonance cognitive. Et, malheureusement, de

nombreux membres du mouvement de la "décroissance" semblent faire partie de ceux qui veulent faire ce qui est "juste", mais qui sont égarés par des scénarios erronés.

Comme je le conclus dans une Contemplation à venir [maintenant publiée] : "...il n'est peut-être pas surprenant non plus que les singes dominants qui racontent des histoires dans nos grandes sociétés complexes aient élaboré des récits selon lesquels les institutions qu'ils contrôlent/dirigent/influencent sont toutes-puissantes et puissantes ; peu importe ces limites biogéophysiques et leurs conséquences désagréables là-bas, notre technologie et notre ingéniosité régneront en maître, quel que soit le problème rencontré". Que les critiques et les opposants aillent au diable !

Tenez, prenez déjà la pilule bleue..."

▲ [RETOUR](#) ▲

.Ornithologie accidentelle

Simon Sheridan 18 mars 2023



Dans *le Déclin de l'Occident*, Spengler affirme qu'un grand homme d'État devrait être comme un jardinier qui prend soin de son pays afin de s'assurer que ses "plantes" grandissent en bonne santé et en force. Cela semble pittoresque et inoffensif, n'est-ce pas ? Mais à l'époque où il écrivait *L'heure de la décision*, Spengler qualifiait ses concitoyens de "vermine humaine" et d'"insectes humains". Que fait l'homme d'État jardinier des nuisibles qui gâchent son jardin ? Le XXe siècle a apporté une réponse détaillée à cette question.

L'un de ces hommes d'État jardiniers était le président Mao, qui a apparemment pris la question au pied de la lettre en 1958 en déclarant "*les quatre parasites*" qui devaient être complètement exterminés sous son commandement : les moineaux, les rats, les moustiques et les mouches. Apparemment, les moineaux mangeaient trop de blé et réduisaient les récoltes, ce qui rendait le Grand Bond en avant moins important qu'il n'aurait dû l'être. Mao a ordonné que les oiseaux soient tués en masse. On estime que les Chinois, qui se déplaçaient souvent en groupe, ont tué des dizaines de millions de moineaux.



Les enfants chinois étaient encouragés à sortir et à tuer des moineaux

À l'insu de Mao, les moineaux se nourrissent de sauterelles. En se débarrassant des moineaux, on augmente donc la population de sauterelles. La théorie veut que la principale cause d'un essaim de sauterelles soit la surpopulation. Que ce soit vrai ou non, c'est ce qui s'est passé en Chine dans les années qui ont suivi 1958. Des invasions de criquets ont immédiatement suivi l'abattage des moineaux et ont entraîné une famine qui a tué des dizaines de millions de personnes. Se rendant compte de son erreur, Mao a retiré les moineaux de la liste des quatre nuisibles et les a remplacés par des punaises de lit. Apparemment, la liste devait comporter quatre éléments. Les moineaux n'ont probablement jamais été un problème, sauf dans l'esprit d'un dictateur fou qui croyait à sa propre propagande.

Mais Mao n'était pas le seul à croire à cette propagande. Si tant de moineaux ont pu être tués, c'est uniquement parce que beaucoup d'autres personnes y croyaient aussi. De nos jours, nous connaissons bien les idées qui "deviennent virales". Le concept de contagion est également réapparu cette semaine dans

le contexte des marchés financiers. Apparemment, la faillite de la **Silicon Valley Bank** représentait un "risque de contagion" pour l'ensemble du secteur bancaire. Tout comme les sauterelles peuvent se transformer en criquets et détruire les récoltes, les institutions financières et les titulaires de comptes individuels peuvent se transformer en

mode panique et détruire une banque. Peut-être que nos technocrates de la finance n'ont pas bien entretenu leur jardin.

Il n'y a pas qu'entre humains que les "informations" peuvent devenir virales. J'ai une histoire sur la "*contagion de l'information*" qui est basée sur le jardinage dans la vie réelle. Comme j'aime bien raconter une bonne histoire de jardinage, je vais la partager avec vous.



Si j'établissais ma propre liste des "quatre parasites" inspirée de Mao, les loriquets arc-en-ciel figureraient en tête de liste.

La bataille s'est déroulée à environ trois mètres de l'endroit où je suis en train de taper ce billet. Vous pouvez voir une photo de la vue depuis mon bureau d'ordinateur à gauche. Le bureau donne sur un poirier et, bien que le contraste de la photo ne soit pas très fort, vous devriez pouvoir voir l'ennemi au milieu de la photo en train de croquer quelques poires.

L'arbre est un cultivar de Joséphine de Malines, apparemment nommé d'après la femme de celui qui l'a cultivé pour la première fois. Je l'ai acheté comme plant il y a presque dix ans. Je me promenais dans une pépinière quelques jours avant Noël et j'ai remarqué qu'il était à moitié prix. La raison de cette réduction était probablement que la plantation d'un arbre à cette époque de l'année n'est pas idéale, car la plante n'a pas le temps de s'enraciner correctement, ce qui limite sa capacité à absorber de l'eau. Quelques jours consécutifs à plus de 40 degrés, ce qui est rare mais pas impossible en plein été à Melbourne, peuvent tuer un arbre nouvellement

planté. J'ai pris le pari et il a été payant. L'arbre s'est fortement développé et produit maintenant des centaines de poires au cours d'une bonne saison.

Le Josephin a connu sa première saison de fructification vraiment importante à l'automne 2020. Nous savons tous ce qui s'est passé cet automne-là. À partir de la mi-mars, j'ai commencé à travailler à domicile avant la fermeture officielle de Corona. Par conséquent, je passais mes journées à surplomber le poirier. C'est de cette position que je m'apprêtais à faire des recherches ornithologiques accidentelles.

Ni le Joséphin ni aucun des autres arbres fruitiers que j'avais plantés à la même époque n'avaient attiré l'attention des ravageurs avant mars 2020. Rétrospectivement, j'ai eu beaucoup de chance. Je pense que c'était la phase du jardin d'Eden où je n'avais rien à faire d'autre que de cueillir les fruits et de les manger. Cela était sur le point de changer. Mais le "péché originel" n'a pas été déclenché par un serpent et un pommier, mais par la poire Joséphine et l'humble merle des banlieues.



Les merles figureraient au bas de ma liste des "quatre nuisibles"

Nous avons tendance à penser que les animaux agissent entièrement par instinct. Mais même les oiseaux doivent apprendre ce qu'ils peuvent manger et ce qu'ils ne peuvent pas manger en procédant par essais et erreurs. La première fois que j'ai essayé de donner des tomates à mes poules, elles ont levé le bec et se sont éloignées. Mais maintenant qu'ils ont appris à quel point les tomates sont savoureuses, ils se chamaillent pour savoir qui aura la première bouchée.

Il en va de même pour les merles qui, comme les poules, sont des mangeurs opportunistes. Les merles forment des couples monogames et le mâle défend généralement un territoire. C'est pourquoi, dans les banlieues, on ne voit généralement que quelques merles : le mâle, la femelle et les enfants dont ils s'occupent encore. Vers l'âge d'un an, les plus jeunes s'envolent pour fonder leur propre famille ailleurs. En raison de ces comportements et de leur courte durée

de vie (environ 2 ans en moyenne), tout ce qu'un merle apprend sur ce qui est comestible ou non ne sera pas transmis à d'autres merles. L'information ne devient pas "virale" dans le monde des merles.

Je pense que c'est pour ces raisons qu'avant 2020, le couple de merles qui traînait dans mon jardin ne s'intéressait pas au poirier. Puis deux choses ont changé. Premièrement, le poirier a eu une récolte exceptionnelle en 2020. Deuxièmement, j'ai commencé à élever des poules en liberté dans mon jardin. Tous les arbres fruitiers laissent normalement tomber des fruits sur le sol avant qu'ils ne soient mûrs. Avant 2020, j'aurais ramassé les poires tombées au sol et les aurais mises au compost. Mais maintenant que les poules étaient là, je les ai laissées manger les poires tombées au sol.



Normalement amis du jardin parce qu'ils mangent beaucoup d'insectes, même les mangeurs de miel peuvent basculer du côté obscur et devenir des ennemis mangeurs de poires

Ce que je n'avais pas prévu, c'est que les merles verraient ce que font les poules et se joindraient à la fête. Nous avons là un exemple de contagion de l'information entre espèces, également connue sous le nom **d'apprentissage**. Les merles avaient appris des poules que les poires sur le sol pouvaient être mangées. Plus tard, j'ai vu la même chose se produire lorsque les guêpiers de New Holland se sont joints à la fête et ont commencé à manger les poires pour la première fois.

Au début, je n'étais pas trop préoccupé par le fait que les merles mangent les fruits sur le sol. Mais, contrairement aux poules, les merles peuvent voler, ce qui signifie qu'ils peuvent monter dans l'arbre et manger les fruits qui sont encore en train de mûrir. Je me suis demandé combien de temps il faudrait aux merles pour regarder au-dessus de leur tête et se rendre compte

que les fruits dans l'arbre étaient les mêmes que ceux sur le sol.

Étonnamment, il leur a fallu trois semaines pour s'en rendre compte. Nous étions alors dans la première semaine d'avril, c'est-à-dire exactement au moment où les poires Joséphine commencent à être mûres pour la cueillette. Comme je n'avais jamais eu de problèmes avec les parasites avant cela, je ne possédais pas de filet anti-oiseaux. Et comme il s'agissait d'un huis clos, il n'a pas été facile de se procurer des filets. Que faire ?

Heureusement, les merles sont facilement effrayés. En fait, ce sont plus des poules que des poulets. Je me suis rendu compte qu'en frappant fort dans mes mains, je pouvais les faire fuir du poirier. Ce n'est pas une méthode de dissuasion des nuisibles que je recommanderais, mais je n'avais rien de mieux à faire à ce moment-là, étant donné que nous étions enfermés. J'ai décidé de transformer l'affaire en expérience. Pourrais-je "apprendre" aux merles à ne plus s'attaquer aux poires ? Après tout, si un merle continue à voler vers l'arbre mais qu'il est effrayé avant de pouvoir manger quoi que ce soit, on pourrait penser qu'au bout d'un certain temps, il abandonnerait.

La réponse à cette expérience ornithologique particulière est que, non, les merles n'ont pas abandonné. Je n'ai pas réussi à leur "apprendre" et j'ai donc passé tout le mois d'avril et le début du mois de mai à les éloigner de l'arbre. Heureusement, ce n'était pas un si grand effort, car il n'y avait que trois merles et l'opération était une distraction bienvenue par rapport à la folie du monde à cette époque. De plus, cela m'a permis de manger la plupart des poires de l'arbre. C'est délicieux !

Ironiquement, les merles étaient devenus presque aussi bornés que nous, les humains. Ils étaient devenus obsédés par les poires. Un tel comportement n'est pas rare chez les oiseaux. Même les poules, qui sont normalement très passives et faciles à vivre, peuvent poursuivre un objectif avec détermination et vigueur une fois qu'elles s'y sont mises. Nous, les humains, ne sommes pas différents, bien sûr. Comment savoir si le moment est venu d'abandonner un objectif ? Normalement, c'est lorsque la douleur a été supérieure au plaisir pendant une période suffisamment longue. Mais dans mon expérience, le merle n'a pas souffert, il a seulement été frustré dans son ambition. Pendant ce temps, les poires juteuses restaient là, sur l'arbre, sans protection. Le merle a donc continué à essayer.

Il est évidemment impossible de savoir exactement ce qui se passe dans la tête d'un merle. Mais je pense que les

merles fonctionnent presque exclusivement à l'instinct. Ils entendent un claquement fort et s'envolent. Ce qu'ils ne semblent pas faire, c'est se faire une idée de l'intention de l'homme qui applaudit. À cet égard, ils ne sont pas aussi intelligents que les poulets. Les poules peuvent apprendre à lire si vous êtes de bonne humeur et susceptible de leur donner de délicieux restes de cuisine ou si le fait qu'elles viennent de déterrer la moitié de votre potager à la recherche de vers de terre vous a mis de mauvaise humeur. Ils comprennent les intentions humaines.



"Hé, mon frère, j'ai trouvé ce poirier génial"

Il en va de même pour le second "ravageur" qui est apparu pour la première fois dans mon jardin en 2021 : les loriquets arc-en-ciel susmentionnés. Comme les poules, ils comprennent les intentions de l'homme et prennent les mesures appropriées, comme se cacher de l'autre côté de l'arbre et essayer de rester silencieux pour que l'homme ne sache pas qu'ils sont là. Mais c'est leur sociabilité qui constitue le véritable problème et qui différencie qualitativement les loriquets des merles en tant que nuisibles.

Comme je l'ai mentionné plus haut, il n'y a jamais que quelques merles dans une zone donnée parce que le mâle chasse les autres qui s'aventurent sur son territoire. Pour cette raison, les informations ne peuvent pas se propager parmi les merles. De plus, même si j'avais laissé les trois merles de mon jardin manger autant de poires de l'arbre qu'ils le souhaitent, j'en aurais quand même eu quelques-unes pour moi, car les fruits ne sont qu'une source de nourriture pour un merle et, d'après mes observations ultérieures, ils ne mangent qu'environ une poire par jour si on leur laisse la liberté de le faire. Je n'ai donc jamais eu à craindre de "contagion" de la part des

merles.

Il n'en va pas de même pour les loriquets arc-en-ciel. Les loriquets ne sont ni territoriaux ni compétitifs en ce qui concerne la nourriture. Au contraire, dès qu'un couple de loriquets a trouvé une source de nourriture, d'autres loriquets viennent se joindre à eux. Les loriquets se déplacent en groupe sur de grandes distances (jusqu'à 50 kilomètres de leur site de repos). Cela signifie que vous pouvez rentrer chez vous un jour et trouver une centaine de loriquets dans un arbre. En outre, les loriquets passent la majeure partie de la journée à manger et, contrairement aux merles, ils sont spécialement adaptés à la consommation de fruits et peuvent atteindre des fruits difficiles d'accès en se suspendant la tête en bas.



*Manger la tête en bas ?
Pas de problème.*

Cela signifie que les informations peuvent devenir virales au sein de la population de loriquets. Un poirier de jardin devient la coqueluche de la semaine et même un arbre qui produit des centaines de fruits peut être totalement dépouillé en une journée par une meute de loriquets venus de plusieurs kilomètres pour faire une fête de la poire géante. De plus, les loriquets vivent en moyenne jusqu'à 20 ans et ils se souviennent de l'endroit où se trouve la nourriture, ce qui signifie qu'une fois qu'ils ont trouvé un arbre fruitier, ils reviendront l'année suivante et l'année d'après. En revanche, en raison de sa courte durée de vie, le merle est susceptible de mourir avant la prochaine saison de fructification et d'emporter avec lui ses connaissances sur la façon de manger des poires.

Les humains sont-ils plus proches des merles ou plus proches des loriquets ? Il semble que nous puissions être l'un ou l'autre. Les Chinois et les Japonais se sont davantage comportés comme des merles lorsqu'ils ont fermé leurs frontières aux étrangers au XVII^e siècle. Les Grecs de l'Antiquité avaient une mentalité insulaire similaire. Mais aujourd'hui, nous vivons dans un monde de loriquets où les informations peuvent voyager sur de longues distances et sont facilement partagées. Par conséquent, nous nous comportons davantage comme des loriquets. Il n'est donc pas surprenant que nos politiciens-jardiniers soient terrifiés par la contagion.

.Le scandale du gazoduc de Trudeau

Andrew Nikiforuk 20 mars 2023 TheTyee.ca

La manipulation éhontée ne peut pas excuser le gâchis en plein essor et la "machine à réchauffer le monde" appelée TMX.



Des Vancouvérois manifestent en 2018 après que Trudeau a promis 4,5 milliards de dollars pour acheter l'expansion du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan. Le coût public a bondi à 30,9 milliards de dollars.

Photo par Darryl Dyck via La Presse Canadienne.

Première règle éthique : si vous voyez une fraude et que vous ne dites pas "fraude", vous êtes un fraudeur. - Nassim Nicholas Taleb

Le transfert de milliards de dollars des Canadiens ordinaires vers les riches compagnies pétrolières se poursuit sans relâche.

Comme l'avait prédit The Tyee l'automne dernier, le coût de l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, dont le budget est démesurément élevé, a encore augmenté de 44 %, passant de 21,4 milliards de dollars à 30,9 milliards de dollars.

Préparez-vous. Les coûts vont probablement encore augmenter parce que l'élargissement à quatre voies du pipeline de 980 kilomètres de long, qui transportera le bitume d'Edmonton à Burnaby, n'est achevé qu'à 80 %.

La Trans Mountain Corp. a bien sûr imputé les dépassements de coûts aux suspects habituels : l'inflation mondiale, les défis de la chaîne d'approvisionnement et, tenez-vous bien, "un terrain et une géographie difficiles".

En 2019, même la Société de développement des investissements du Canada, qui supervise la Trans Mountain Corporation, a reconnu que les coûts d'une expansion très risquée de l'oléoduc pourraient s'emballer en raison d'un "terrain difficile" et de "risques de dépassement de coûts".

Robyn Allan, la brillante économiste indépendante qui a prédit cette triste débâcle, n'a pas été impressionnée par les dernières révélations de la société :

"Ce n'est rien de moins qu'un désastre et je suis toujours choquée qu'Ottawa puisse présenter un gâchis comme étant bon pour l'économie, et une machine à réchauffer la planète comme quelque chose que les Canadiens devraient être heureux de payer", a déclaré Mme Allan, qui a dirigé l'Insurance Corporation

of British Columbia (Société d'assurance de la Colombie-Britannique).

Si vous avez perdu le fil des dépassements de coûts, voici une brève chronologie :

En 2013, Kinder Morgan a d'abord promis de doubler le gazoduc pour 5,4 milliards de dollars. Face à l'escalade des coûts du projet, elle a renoncé et vendu au gouvernement canadien en 2018.

Trudeau a alors promis de construire le projet pour 7,4 milliards de dollars. Ce chiffre, comme l'avait prévenu Allan, a rapidement gonflé pour atteindre 12,6 milliards de dollars en 2020. L'année dernière, il a grimpé à 21,4 milliards de dollars. Aujourd'hui, il s'élève à 30,9 milliards de dollars.

"Pendant ce temps, les producteurs de pétrole de l'Alberta s'emparent des gains financiers grâce à des péages subventionnés, sans rendre de comptes ni présenter d'excuses", a fait remarquer M. Allan.

La Fédération canadienne des contribuables, un groupe dont le soutien financier et les membres sont obscurs mais qui se présente dans les médias comme le défenseur des deniers publics, est censée dénoncer des fiascos aussi flagrants. Pourtant, elle n'a pratiquement rien dit sur cette hémorragie de fonds publics.

Mais Mme Allan s'est montrée inflexible. Elle a averti à plusieurs reprises que le mégaprojet controversé n'a jamais été financièrement viable et que c'est la véritable raison pour laquelle Kinder Morgan, une société texane endettée, a astucieusement vendu le projet au gouvernement Trudeau, qui n'a pas fait preuve de la diligence requise.

Elle a également fait valoir que si des sociétés de bitume telles que Suncor et Cenovus souhaitaient étendre l'oléoduc, elles auraient dû en assumer le risque et le financer elles-mêmes. Où est la libre entreprise quand on en a besoin ?

Mais pourquoi les mineurs de bitume feraient-ils cela si un gouvernement crédule non seulement achète et construit cette foutue expansion pour eux, mais offre de subventionner les péages, les fixant à un niveau si bas qu'aucun recouvrement raisonnable des coûts ne pourra avoir lieu de notre vivant ?

Allan n'est pas le seul à avoir mis en garde contre les défaillances du projet.

L'Institute for Energy Economics and Financial Analysis a également conclu l'année dernière que les Canadiens ne verraient jamais le retour de leurs milliards parce que les péages ont été fixés à un niveau trop bas pour que les coûts puissent être recouvrés.

Le Bureau du directeur parlementaire du budget a été tout aussi direct dans son rapport de 2022. Compte tenu de l'escalade des coûts, il a conclu que *"la décision prise par le gouvernement en 2018 d'acquérir, d'étendre, d'exploiter et finalement de céder les actifs de Trans Mountain se traduira par une perte nette pour le gouvernement fédéral"*.

L'année dernière, Allan, exaspéré, a rédigé un autre rapport détaillé sur les pertes croissantes pour les contribuables. Ce rapport a été publié par West Coast Environmental Law.

"Je savais que les coûts de construction allaient encore augmenter et, soyons clairs, la principale raison de cette augmentation scandaleuse est la mauvaise gestion flagrante du projet par Trans Mountain, le CDEV et le gouvernement fédéral" a déclaré M. Allan au journal The Tyee.

"Une augmentation de près de 45 % est stupéfiante si l'on considère que le projet était déjà bien avancé et que

les coûts auraient dû être relativement fixes lorsque Trans Mountain a annoncé l'année dernière qu'ils avaient grimpé en flèche pour atteindre 21,4 milliards de dollars", a-t-elle ajouté.

En annonçant sa mauvaise nouvelle le 10 mars (un vendredi bien sûr), la Trans Mountain Corp. a tenté d'atténuer le choc en présentant une "évaluation de l'impact économique" réalisée par le cabinet d'experts-comptables Ernst & Young LLP.

Avant d'ouvrir ce rapport élogieux de cinq pages, les lecteurs doivent savoir qu'Ernst & Young est l'un des quatre grands cabinets qui assurent la comptabilité des gouvernements et des entreprises dans le monde entier.

Il faut également savoir qu'il a récemment été le comptable de trois grandes entreprises : NMC Healthcare, le plus grand fournisseur privé de soins de santé des Émirats arabes unis, Luckin Coffee Inc. la plus grande chaîne de cafés de Chine, et Wirecard, une société de paiement allemande. Malgré les rapports élogieux **d'Ernst & Young**, ces trois entreprises ont explosé dans des scandales financiers majeurs.

La Haute Cour de justice britannique, qui a accordé 11 millions de dollars à un dénonciateur d'Ernst & Young dans le cadre d'un procès connexe en 2020, a noté que le comportement d'EY avait mis l'entreprise "en infraction avec les principes d'intégrité, d'objectivité et de comportement professionnel".

L'année dernière, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a infligé une amende de 100 millions de dollars à la société pour un comportement frauduleux.

"Il est tout simplement scandaleux que les professionnels chargés de détecter les tricheries des clients aient triché lors d'examens d'éthique", a déclaré Gurbir S. Grewal, directeur de la division chargée de l'application de la loi à la SEC. "Et il est tout aussi choquant qu'Ernst & Young ait entravé notre enquête sur cette mauvaise conduite".

Le National Whistleblower Center des États-Unis a récemment conclu que les quatre grands auditeurs mondiaux, dont Ernst & Young, n'étaient guère incités à rester compétitifs en démontrant des capacités d'audit efficaces.

Voilà donc quelques informations sur le comptable que Trans Mountain a engagé pour produire un rapport "indépendant".

Ce rapport défie l'entendement. Il affirme que l'utilisation de 30 milliards de dollars de recettes fiscales a permis de payer de nombreux salaires, de créer des emplois <du communisme> et de contribuer au PIB. Par conséquent, nous devrions tous être heureux.

Fait étonnant, le rapport ne mentionne pas l'historique des dépassements de coûts persistants ou l'absence de contrôle des coûts. Apparemment, il n'y a pas de problème de comptabilité lorsqu'un gouvernement promet de construire un oléoduc pour 7,4 milliards de dollars et qu'il finit par dépenser plus de 30 milliards de dollars pour ce gâchis.

Aucune entreprise privée ne considérerait une budgétisation aussi bâclée comme une réalisation glorieuse en matière de dépenses pour les salaires et les emplois.

Il est intéressant de noter que le rapport d'EY ne mentionne pas les dettes de plusieurs milliards de dollars des mines de bitume du Canada.

L'oléoduc développera l'exploitation des sables bitumineux et accélérera ainsi la production de déchets miniers toxiques stockés sur plus de 300 kilomètres carrés dans des bassins de décantation qui se déversent dans les eaux souterraines et dans la rivière Athabasca depuis des décennies.

Le nettoyage de ces déchets mortels et des autres infrastructures coûtera officiellement 33 milliards de dollars,

mais d'autres calculs crédibles estiment que le chiffre réel est plus proche de 130 milliards de dollars. Or, en septembre 2022, l'industrie n'avait mis de côté qu'un milliard de dollars pour cette tâche.

Pourquoi Ernst & Young ne mentionnerait-il pas le lien entre l'oléoduc et ce passif gênant ?

"Le rapport d'EY est tout simplement ridicule", conclut M. Allan. Il nous dit que si un projet passe de 5,4 milliards de dollars à 30,9 milliards de dollars, c'est en quelque sorte pour mieux pour l'économie. Ils devraient avoir honte.

Le dernier mot revient à Mme Allan. Rappelons-nous qu'elle nous avait prévenus que Kinder Morgan n'était pas un acteur honorable. Elle nous a prévenus que le rachat était scandaleux et que le gouvernement avait surpayé une vieille infrastructure rouillée qui ne valait qu'un milliard de dollars. Elle nous a également avertis que les péages avaient été fixés à un niveau trop bas par les soi-disant régulateurs. Elle nous a mis en garde contre les dépassements de coûts et d'autres pratiques comptables douteuses du gouvernement canadien.

Voici donc la conclusion d'Allan, et ne dites pas qu'on ne vous l'a pas dit. **"Trans Mountain n'est ni rentable ni commercialement viable. Par définition, il ne peut donc pas avoir d'impact positif et représente un énorme gouffre économique financé par les contribuables."**

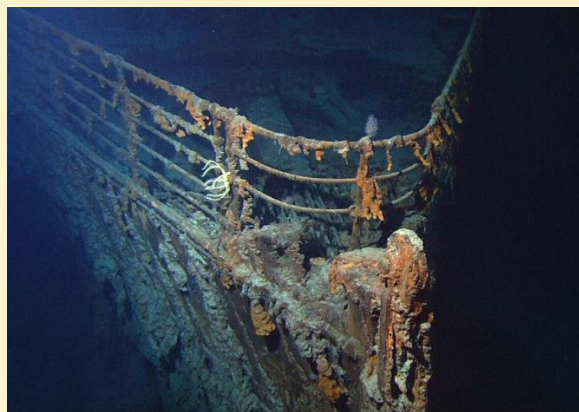
"Peu importe le nombre de consultants payés par Ottawa pour faire croire à une autre histoire. La vérité, c'est que ce projet ne peut en aucun cas profiter aux Canadiens ou à l'économie canadienne."

▲ [RETOUR](#) ▲

.Intermezzo allégorique

Par James Howard Kunstler – Le 6 mars 2023 – Source [Clusterfuck Nation](#)

» Si, toutefois, comme l'a suggéré Pareto [...], une élite dirigeante est inévitable, alors nous sommes certainement sous le joug des mauvaises élites. La question de savoir si une alternance des élites peut être achevée à temps pour sauver le système économique mondial de la ruine et la majorité de la misère et d'un véritable esclavage est une question non moins urgente. » – Michael Rectenwald



RMS Titanic

Imaginez qu'un soir d'avril 1912, le capitaine du RMS Titanic ait annoncé un grand bal au cours duquel les passagers masculins étaient invités à porter les vêtements de leurs femmes et vice-versa..... C'était à peu près l'état de la civilisation occidentale à l'approche du printemps 2023 : préoccupée par des bêtises en attendant l'iceberg.

Mais qui aurait cru que le **nauffrage de la civilisation** se produirait avec une ornementation comique aussi fantastique ? Des hommes, plus que de simples costumes, se faisant passer pour des femmes... l'incompétence honorée, fêtée, voire adorée... l'intellect réduit à l'anti-pensée... tout ce qui a de la valeur jeté par-dessus bord

dans une étrange cérémonie post-moderne de potlatch de moralité tordue... ? Mais l'heure est tardive, la fête touche à sa fin, et l'iceberg est touché. Pour le reste de l'histoire, vous devrez vous accrocher à quelques objets de valeur, dont votre vie, pendant que les canots de sauvetage seront mis à l'eau.

À partir de là, les choses deviennent assez intéressantes. Et à partir de là, personne n'est vraiment en charge. Le vide de direction dans lequel nous avons vécu devient impossible à ignorer, et la nature (on dit qu'elle a horreur du vide). **Pour l'instant, ce sont les circonstances qui commandent, pas les personnalités.**

Ne cherchez pas plus loin que le fiasco en Ukraine, conçu par les génies du service extérieur américain dans un exercice stupide visant à montrer au monde qui est qui et à quoi il est bon. Et, rappelez-moi : quelle était l'idée de base ? Paralyser et ligoter la Russie au point que son peuple renverse le seul chef d'État rationnel de la chrétienté, un personnage qui fait passer les présidents, les chanceliers et les premiers ministres de la société occidentale pour une troupe de mandrills bafouilleurs, aux visages peints et aux fesses bleues, les clowns de la géopolitique.

Quelque chose me dit que cette bande n'atteindra pas les canots de sauvetage. Ils resteront sur le pont, agrippés à des bouteilles de scotch single malt, à chanter *Don't Cry for me Argentina* au son de l'orchestre, tandis que tout le méchant colosse glissera sous les vagues vertes teintées de clair de lune. Tout cela pour dire que **l'époque périlleuse et déconcertante dans laquelle nous vivons arrive à son apogée. Les événements se préparent maintenant, des choix doivent être faits, des vérités vont émerger, personne ne sera épargné,** faites attention à vos amis.

Nous attendons que les marchés financiers, les banques et l'argent explosent, comme le ferait un moteur immergé dans l'eau. Cela ne peut pas ne pas arriver, bien que tous les dispositifs connus aient été déployés pour sauver les apparences. La crédibilité de la finance a été jetée par-dessus bord il y a longtemps. Les capitaux s'agitaient dans les cales tandis que le navire se soulevait et tanguait dans les eaux en colère, et il fallait bien qu'ils aillent quelque part. Le prochain tournant sera lorsque vous chercherez où il est allé et que vous découvrirez, à votre grand dam, que le capital a tout simplement... disparu ! Par un tour de passe-passe de la physique, il a disparu... s'est transformé en une sorte d'anti-matière... est tombé dans un trou noir (peut-être déchiré par cet iceberg), ou dans les cheminées, comme s'il n'avait jamais été là.

Quand cela arrivera notre attention collective sera enfin galvanisée comme par aucun choc auparavant. Quand le capital sera vraiment parti, transmuté en un tas de rien, le temps de rester là à faire des grimaces et à se plaindre sera terminé. D'ailleurs, c'est ainsi que le monde se termine pour le vide connu sous le nom de « *Joe Biden* » et le parti du chaos qu'il est censé représenter. Le chaos, nous serons stupéfaits de l'apprendre, n'est pas votre ami, n'est pas la solution à quoi que ce soit, et encore moins à une politique qui se débat dans des canots de sauvetage sur des eaux froides, sombres et profondes à mille lieues de la terre ferme. De plus, aucun bateau ne viendra à la rescousse. Devinez pourquoi ils ont mis des rames dans les bateaux. Préparez-vous à souquer ferme, mes amis !

Oui, nous sommes en mer maintenant, sans boussole. Pourtant, les étoiles scintillent au-dessus de nous, et certains à bord peuvent lire ce qu'elles disent et ce qu'elles indiquent. Si la sécurité et la santé mentale ne nous trouvent pas, peut-être pouvons-nous tirer ensemble vers l'endroit où elles attendent. Mon Dieu, la route va être longue, mais ayez un peu de foi – vous vous souvenez de ce que c'est ? (C'est la conviction que tous ensemble, nous avons une relation significative avec l'existence). Même si vous êtes trop épuisé mentalement pour y croire, agissez comme si c'était le cas. Ou, en langage post-moderne, faites semblant jusqu'à ce que vous y arriviez.

Tu ne pensais pas que ça arriverait quand tu as signé pour le voyage ? Je pense que oui. Vous étiez confortablement installé un soir d'hiver dans la mini-McMansion, sur le canapé rembourré, en train de vous divertir avec des inepties sur Netflix, en mangeant des morceaux de fromage au micro-ondes... quand votre femme a dit : « *Hé, réservons une croisière !* » Ça semblait être une bonne idée à l'époque, ce que tout dans les annales de l'histoire est et était. Et maintenant, regardez où vous êtes !

.Comment faire durer la guerre en menaçant les dirigeants ennemis de poursuites pénales ?

Ugo Bardi Lundi 20 mars 2023



En commentaire à [la récente décision de la Cour pénale internationale \(CPI\) de La Haye d'émettre un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine](#), je propose ici un extrait du chapitre intitulé " Le mauvais côté de l'effondrement " de mon livre, " Avant l'effondrement " (2019). Dans cet ouvrage, je soutiens qu'il existe un moyen de réduire l'impact de l'effondrement systémique que j'appelle la " stratégie de Sénèque ", qui consiste à accepter un déclin inévitable afin d'adoucir un krach ultérieur. Inversement, il existe aussi une stratégie "anti-Seneca" qui consiste à forcer le système à résister au déclin à tout prix. Le résultat est que l'effondrement est retardé mais, lorsqu'il survient, il est plus rapide et désastreux. Elle peut être appliquée dans un conflit militaire lorsque l'objectif est la destruction totale de l'ennemi. Elle consiste à faire comprendre aux chefs ennemis qu'ils seront traités comme des criminels s'ils se rendent afin qu'ils continuent à se battre jusqu'au bout. Elle a été appliquée par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale, comme je l'explique brièvement ici.

Extrait de "Before Collapse", d'Ugo Bardi, Springer 2019 (*)

En matière militaire, il existe une stratégie "anti-Sénèque" qui consiste à ignorer le principe de l'effort minimum de Sun Tzu et à poursuivre la guerre jusqu'à la défaite militaire complète, voire l'anéantissement, de l'ennemi. Ce plan peut être fondé sur des considérations idéologiques, politiques ou religieuses qui amènent l'une des parties ou les deux à penser que l'existence même de l'autre est une menace mortelle qui doit être éliminée par la force. Dans l'Antiquité, la haine religieuse a conduit à l'extermination de populations entières, et il existe une déclaration assez connue qui pourrait avoir été prononcée après la chute de la ville albigeoise de Béziers, dans le sud de la France, en 1209. On raconte que le légat du pape qui se trouvait avec les troupes catholiques attaquantes s'est vu demander ce qu'il fallait faire des citoyens, qui comprenaient certainement des catholiques et des hérétiques albigeois. La réponse fut : "Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens".

Cette guerre, comme la plupart des guerres modernes, était une "guerre d'identité" où l'ennemi n'est pas seulement perçu comme un adversaire, mais comme une entité maléfique à détruire. Ces guerres ont tendance à être brutales et se poursuivent jusqu'à l'extermination totale du camp perdant. Dans certains cas, cependant, les guerres se prolongent simplement parce qu'elles sont rentables pour certaines personnes et entreprises des deux camps.

Un exemple possible de ce type de stratégie "anti-Seneca" est la campagne lancée aux États-Unis en 1914 pour fournir de la nourriture à la Belgique pendant la Première Guerre mondiale. Cette campagne est normalement décrite comme un grand succès humanitaire, mais dans le récent livre *Prolonging the Agony* (2018), les auteurs, Docherty et Macgregor, suggèrent que l'effort de secours n'était qu'une façade pour la véritable tâche de l'opération : fournir de la nourriture à l'Allemagne afin que l'armée allemande puisse continuer à se battre jusqu'à ce qu'elle soit complètement détruite. Cette interprétation semble relever principalement de la spéculation, mais nous ne pouvons ignorer que la Belgique était occupée par l'armée allemande à l'époque, et que l'on pouvait donc s'attendre à ce qu'au moins une partie des denrées alimentaires envoyées là-bas finisse entre les mains des Allemands.

Un événement plus inquiétant s'est produit pendant la Seconde Guerre mondiale. En septembre 1943, après la capitulation de l'Italie, il devait être clair pour tout le monde dans les deux camps que les Alliés avaient gagné la guerre ; ce n'était qu'une question de temps pour qu'ils terminent le travail. Dès lors, qu'est-ce qui aurait pu empêcher le gouvernement allemand de suivre l'exemple de l'Italie et de décider de se rendre, voire de chasser Hitler, comme le gouvernement italien l'avait fait avec Mussolini ? Nous ne savons pas si certains membres de la direction allemande ont envisagé cette stratégie, mais il semble clair que les Alliés ne les ont pas encouragés. Un mois après la capitulation de l'Italie, en octobre 1943, Roosevelt, Churchill et Staline ont signé un document connu sous le nom de "*Déclaration de Moscou*". Ce document stipule, entre autres, que :

Au moment de l'armistice accordé à tout gouvernement qui pourrait être mis en place en Allemagne, les officiers allemands, les hommes et les membres du parti nazi qui ont été responsables des atrocités, des massacres et des exécutions susmentionnés ou qui y ont pris part seront renvoyés dans les pays où leurs actes abominables ont été commis ... et jugés sur place par les peuples qu'ils ont outragés.

... il est certain que les trois puissances alliées les poursuivront jusqu'aux extrémités de la terre et les livreront à leurs accusateurs pour que justice soit faite. ... Ils seront punis par décision commune du gouvernement des Alliés.

Quel est l'intérêt de diffuser ce document qui menace d'extermination les dirigeants allemands, sachant qu'il sera lu aussi par les Allemands ? Les Alliés semblent vouloir s'assurer que les dirigeants allemands comprennent qu'il n'y a plus d'espace pour négocier un armistice. La seule issue qui restait aux militaires allemands était de prendre la situation en main et de se débarrasser des dirigeants que les Alliés avaient juré de punir. C'est probablement la raison de la tentative d'assassinat perpétrée contre Adolf Hitler le 20 juin 1944. Elle échoua, et nous ne saurons jamais si elle aurait permis d'écourter la guerre.

Peut-être en réaction au coup d'État contre Hitler en Allemagne, quelques mois plus tard, le 21 septembre 1944, les Alliés ont diffusé publiquement un plan pour l'Allemagne d'après-guerre qui avait été approuvé à la Conférence de Québec par les gouvernements britannique et américain. Ce plan, connu sous le nom de "*plan Morgenthau*", a été proposé par Henry Morgenthau Jr, secrétaire au Trésor des États-Unis. Il prévoyait, entre autres, la destruction complète de l'infrastructure industrielle allemande et la transformation de l'Allemagne en une société purement agricole, avec un niveau technologique proche du Moyen-Âge. S'il avait été mis en œuvre comme prévu, ce plan aurait tué des millions d'Allemands, car l'agriculture allemande n'aurait pas été en mesure de subvenir aux besoins de la population allemande. Le plan a été initialement approuvé par le président américain Franklin Delano Roosevelt.

Contrairement à la déclaration de Moscou, qui visait à punir les dirigeants allemands, le plan Morgenthau prévoyait de punir l'ensemble de la population allemande. Là encore, les auteurs du plan ne pouvaient ignorer que leur plan était visible pour les Allemands et que le gouvernement allemand s'en servirait comme outil de propagande. Le gendre du président Roosevelt, le lieutenant-colonel John Boettiger, a déclaré que le plan Morgenthau "valait trente divisions pour les Allemands". Le soulèvement général des dirigeants américains contre ce plan a conduit le président Roosevelt à le désavouer. Mais c'est peut-être l'une des raisons qui ont poussé les

Allemands à se battre comme des rats acculés jusqu'à la fin.

Quelle était donc l'idée derrière le plan Morgenthau ? Comme vous pouvez l'imaginer, cette histoire a donné lieu à un certain nombre de théories du complot. L'une de ces théories propose que le plan n'ait pas été conçu par Morgenthau lui-même, mais par son secrétaire adjoint, Harry Dexter White. Après la guerre, White a été accusé d'être un espion soviétique dans le cadre de l'enquête Venona, une opération de contre-espionnage américaine lancée pendant la Seconde Guerre mondiale, prélude aux célèbres "chasses aux sorcières" menées par le sénateur Joseph McCarthy dans les années 1950. Selon une interprétation ultérieure, White aurait agi sur instruction de Staline lui-même, qui souhaitait que les Allemands souffrent tellement de l'occupation alliée qu'ils accueilleraient favorablement une intervention soviétique. Il va sans dire qu'il ne s'agit là que de spéculations, mais comme ce chapitre traite du côté maléfique de l'effondrement, cette histoire s'y intègre très bien.

Rien ne prouve que le plan Morgenthau ait été conçu par des personnes malveillantes se réunissant en secret dans une pièce enfumée. Au contraire, il présente une certaine logique si on l'examine du point de vue des personnes engagées dans l'effort de guerre contre l'Allemagne dans les années 1940. Ils avaient vu l'Allemagne reconstruire son armée et relancer son effort de guerre pour conquérir l'Europe, 20 ans seulement après avoir été vaincue d'une manière qui semblait définitive, en 1918. Il n'est pas surprenant qu'ils aient voulu s'assurer que cela ne puisse pas se reproduire. Mais, d'après leur expérience, il ne suffisait pas de vaincre l'Allemagne pour obtenir ce résultat : aucun traité de paix, aussi dur soit-il pour les perdants, ne pouvait l'obtenir. Le seul moyen de mettre un terme définitif aux ambitions de conquête des Allemands était la destruction complète des forces armées allemandes et l'occupation de toute l'Allemagne. Pour cela, les forces allemandes devaient se battre comme des rats acculés. Et il semble raisonnable que si l'on veut qu'un rat se batte de cette manière, il faut d'abord l'acculer. Le plan Morgenthau ne laissait aucun espoir aux Allemands, si ce n'est celui d'une lutte désespérée jusqu'au dernier homme.

Nous ne savons pas si les personnes qui ont conçu le plan l'ont envisagé en ces termes. Les documents dont nous disposons semblent indiquer qu'il existait un fort sentiment parmi les membres du gouvernement américain pendant la guerre quant à la nécessité de punir l'Allemagne et les Allemands, comme le décrit, par exemple, le livre de Beschloss intitulé *The Conquerors* (Les Conquérants). Quoi qu'il en soit, le plan Morgenthau n'a heureusement jamais été officiellement adopté et, en 1947, les États-Unis sont passés de la destruction de l'Allemagne à sa reconstruction par le biais du plan Marshall.

Il y a eu d'autres cas de guerres où l'on n'a pas essayé d'appliquer la sage stratégie proposée par Sun-Tzu, qui suggère de toujours laisser à l'ennemi un moyen de s'échapper. De nos jours, les guerres semblent devenir de plus en plus polarisées et destructrices, tout comme le débat politique. Une fois qu'une guerre a commencé, la seule façon de la conclure semble être l'effondrement complet de l'ennemi et l'extermination de ses dirigeants. Le rire de la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, à l'annonce de l'assassinat du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, en 2011, illustre bien la brutalité de ces affrontements. Il est difficile de voir comment la tendance pourrait être inversée tant que le système international actuel d'interaction entre les États qui l'a créé ne s'effondrera pas. Au moins, il devrait être clair que la stratégie anti-Sénèque est un moyen particulièrement inefficace de gagner des guerres.

(*) Il s'agit d'un texte légèrement édité à partir d'une première version du livre.

▲ [RETOUR](#) ▲

Baisse de l'aide publique au développement

Par biosphere, 20 mars 2023



Dans un compte-rendu de colloque, « Malthus hier et aujourd'hui » (1984), le politicien sénégalais Landing Savané affirmait :

« L'aide internationale est comparable à la Loi des pauvres puisqu'elle bloque la nécessité de développer la production locale et d'assurer l'autosuffisance alimentaire. On voit mal comment il serait soutenable de fournir en permanence des aides toujours croissantes à une population dont la croissance provoquerait la dégradation des sols sur lesquels elle vit, et donc une diminution de ses propres ressources. »

Depuis, on a laissé la situation démographique se détériorer jusqu'à ce que dans plusieurs pays comme l'Égypte ou le Nigeria on ait atteint le point de non retour. De toute façon pour différentes raisons, idéologiques et/ou financières, l'aide publique au développement bat de l'aile, que ce soit en Suède ou dans d'autres pays. Il faudra recentrer les efforts sur l'essentiel, c'est souvent trop tard.

Anne-Françoise Hivert : *« Le royaume scandinave était l'un des seuls pays au monde à consacrer plus de 1 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement (APD). Fixé en 1962 par les députés, l'objectif avait été atteint treize ans plus tard. Au pouvoir depuis octobre 2022, la coalition de droite et d'extrême droite a décidé d'y renoncer. Les associations s'inquiètent des rééquilibres qui fait la part belle à l'Ukraine. Le budget suédois de l'APD met l'accent sur la promotion des intérêts suédois ; ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le ministre de l'aide publique au développement est aussi chargé du commerce extérieur. Les priorités changent, la droite et l'extrême droite annoncent leur intention de faire de l'aide « un outil pour lutter contre l'immigration irrégulière ». Le climat et l'environnement sont aussi concernés par les restrictions. Les fonds alloués à l'aide humanitaire, en revanche, augmentent. « Nous voulons voir plus de paquets alimentaires et moins de conférences », résumait un ministre en décembre 2022. On privilégie le court terme au nom de l'efficacité,«*

Le point de vue des écologistes malthusiens

Pour la France, il serait urgent d'augmenter fortement la part de l'aide publique au développement à destination du planning familial. Ainsi l'association Démographie Responsable demande que 25 % de l'APD y soit consacré. La maîtrise de la fécondité est en effet un accompagnant obligé de la production de nourriture, sinon il y a une course sans fin entre croissance démographique et ressources vivrières comme l'avait montré Malthus. C'est d'autant plus urgent que ce sont souvent les cultures d'exportation qui sont aidées de façon préférentielle, ce qui détériore la capacité d'autonomie alimentaire des pays concernés.

« Laissez les pauvres tranquilles ». Cette phrase est de Gandhi qui, lui, connaissait bien ce dont les pauvres réellement avaient besoin. Il savait notamment que les pauvres avaient rarement les besoins socialement préfabriqués que leur créaient les pays riches. Ils n'avaient pas besoin de technologies, de produits, de « services » et de gadgets de toutes sortes qui les rendaient systématiquement dépendants des autres pays. Comme le dit un proverbe tswana : « Là où il n'y a pas de richesse, il n'y a pas non plus de pauvreté. »

Dans l'Afrique traditionnelle, on considérait comme pauvre non pas celui qui manque de moyens matériels, mais celui qui n'a personne vers qui se tourner, devenant ainsi un orphelin social, un pauvre en relations. Mais dans des pays surpeuplés, l'idéal n'est plus accessible.

Le GIEC, un organisme (in)contestable ?

Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a été créé en 1988 sous l'égide de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'idée était d'avoir une coproduction des connaissances entre la science et la politique. Le 20 mars 2023, le GIEC a publié un rapport de synthèse.

Kari De Pryck : « Le GIEC s'est imposé avec le temps comme la voix du climat. Sa légitimité s'est construite

grâce à la force de ses arguments scientifiques, mais aussi grâce à sa capacité à mettre en place l'interface entre sciences et politique. il a guidé les négociations climatiques : la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques [qui organise les COP] a été établie en 1992 sur la base de ses conclusions. Il a donné de la légitimité au débat sur la sobriété en France. Longtemps accusé d'être alarmiste, le GIEC est en réalité assez conservateur : la recherche d'un consensus entre scientifiques entraîne une tendance à se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun. Son influence réelle reste à nuancer.

En effet l'expertise ne peut résoudre un problème qui reste une question politique, sociale, économique et éthique des plus complexes. Les 195 Etats membres de l'OMM et du PNUE ont aussi un rôle majeur : ils déterminent le programme des groupes de travail, élisent les membres du bureau, proposent des listes d'auteurs et approuvent ligne par ligne, en collaboration avec les scientifiques, les résumés à l'intention des décideurs. Lors de l'approbation de ces résumés, les scientifiques ont le dernier mot sur les contenus tant qu'ils ne remettent pas en question les intérêts des grandes puissances. Les passages controversés sont supprimés, ce qui arrive régulièrement. On se retrouve souvent avec des conclusions très globales, alors qu'il y a d'énormes asymétries entre pays et acteurs en termes d'impacts et de responsabilités. Le résumé peine à évoquer une sortie claire des énergies fossiles [charbon, pétrole et gaz, principales causes du réchauffement]. Il ajoute trop souvent le terme de « unabated », ce qui signifie sans dispositifs de captage ou de stockage de carbone (CCS). Cela permettrait de poursuivre l'usage des énergies fossiles avec le CCS.

Son modèle d'organisation a été reproduite pour la biodiversité – avec la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (Ipbes). »

Le point de vue des écologistes

Klaatu Vanuatu : Karl de Pryck est une politologue intervenant sur le troisième volet du rapport, celui consacré à la remédiation, qui est celui engendrant le plus de polémique. Le volet 1 du rapport qui est le constat scientifique est fondé sur les sciences dures.

Raphou : En ce qui concerne le changement climatique, on ne peut pas parler de grandes puissances : il faudrait dire les grandes impuissances.

Antispécisme : Le GIEC a été la cible de groupes climatosceptiques, qui l'ont accusé d'avoir truqué des données ou fait des erreurs. Qu'on se rassure, toutes les stratégies sont permises pour ces négationnistes, idiots nombrilistes en tout genre, conditionnés par des dominants de tout poil, qui font passer leur intérêt personnel avant toute autre question. On se demande où est la place de la science avec ces animaux aussi crétins, violents et cyniques qui forment une bonne partie de l'humanité.

HadGEM3 : Même au sein du groupe I, il y a des discussions sans aucune interventions des États mais entre labos scientifiques. C'est un peu normal car il y a 34 modèles couplés d'évolution du climat et bien que tous aillent vers un réchauffement, ils ne donnent pas la même augmentation de température. Ainsi pour le scénario le plus vraisemblable SSP2-4.5, la valeur médiane des modèles est de 3°C à l'horizon 2100, le modèle le plus optimiste donne 2.1 °C et le plus pessimiste 4.2 °C. Je n'en connais qu'un dans tous les détails pour y contribuer, et il donne 3.8 °C (HadGEM3-GC31). Personnellement je pencherais vers le scénario SSP3-7.0, qui envisage des tendances de développement plus pessimistes, avec peu d'investissements dans l'éducation ou la santé, une croissance démographique rapide et des inégalités croissantes. Dans ce scénario, le modèle que je connais très bien prévoit une augmentation de température de 5.6 °C à l'horizon 2100. L'adaptation est alors impossible.

Ours : L'approche par compromis est certes louable et bien adaptée à un réchauffement de 1.5, voire 2°C. Mais désormais la trajectoire est à +3 voire +4°C avec le passage de plusieurs points de basculement et des rétroactions positives majeures. Les résultats des modèles sont alors nettement plus divergents et le plus petit

dénominateur commun sous estime gravement la réalité des changements probables. Il est considérablement plus difficile de communiquer dans un tel contexte, mais il est essentiel de mettre en évidence l'ampleur du chaos à venir.... Les climato-sceptiques téléguidés par les compagnies pétrolières et leurs petits intérêts nous ont fait perdre 20 ans et nous ont condamné à ne jamais atteindre les scénarios SSP1-1.9 et SSP1-2.6 ! Donc oui, comme 8 milliards de victimes potentielles, j'ai un problème avec ces négationnistes. Les plus obtus se sont transformés en climato-réactionnaires décidés à ne rien changer, ils nous emmènent au chaos. Le scénario SSP2-4.5 a été beaucoup moins étudié que les deux précédents, les scientifiques étant convaincus que ces objectifs de réduction à 1.5 ou 2°C pourraient être atteints. Hélas, plus la situation s'écarte de la situation préindustrielle, plus les prévisions sont délicates et plus l'adaptation sera difficile !

le sceptique : L'échec du GIEC est l'énergie, cette instance n'a pas compris assez tôt que le niveau de disponibilité énergétique d'une société moderne n'est pas une donnée réellement négociable.

baobab dégingandé : « L'énergie n'est pas une donnée négociable ». Vous voulez négociez avec qui ? Avec la réalité physique ? Aujourd'hui, nous n'avons aucune solution, aucune technologie, qui nous permette de nous affranchir de cette réalité physique. Nous sommes pris en étau entre l'épuisement des ressources naturelles, le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Du point de vue de la physique théorique et des ressources, l'humanité peut sans problème augmenter sa consommation d'énergie. Elle ne peut pas le faire en cessant de perturber les habitats et espèces peuplant la Terre ; mais là, ce n'est plus de la physique, c'est une discussion idéologique (respecter un écosystème plutôt qu'extraire une source énergie, ou inversement = aucune « loi » scientifique dans cette alternative, juste un problème classique de choix de société.

Mon propos sur le caractère « non négociable » de l'énergie n'est pas scientifique, c'est une conjecture empirique : si vous faites une théorie sociale et économique fondée sur l'idée que l'humain va se passer d'énergie abondante après y avoir goûté, vous avez de bonnes chances de foirer grave.

Segeste : Il y a plus de 2400 centrales à charbon dans 79 pays – pour un total de près de 2100 gigawatts (GW) et ce nombre est en croissance ! On pourra toujours y brûler les milliers de pages de rapports du GIEC

Guerres de l'eau en perspective

La Journée mondiale de l'eau, ce 22 mars 2023, marque l'ouverture de la Conférence des Nations unies sur l'eau, L'eau est l'enjeu majeur du XXI^e siècle. Aujourd'hui encore, une personne sur quatre dans le monde ne dispose pas d'un accès à l'eau potable et une personne sur trois est privée de toilettes, Aux enjeux d'accès à l'eau potable s'ajoutent les nombreuses pressions exercées sur nos ressources en eau : pollution, surexploitation, agriculture intensive, gaspillage, accaparement et dérèglement climatique. Contrairement à d'autres secteurs, sa gestion ne fait l'objet d'aucun traité international.

Collectif de 3 ONG : « *Sans un réel sursaut de la communauté internationale, nous allons droit dans le mur : la moitié de la population mondiale subira des pénuries d'eau d'ici à 2050, Nos organisations – Action contre la faim, le Secours islamique France et Coalition Eau – attendent de cette conférence internationale des avancées concrètes pour construire une véritable gouvernance mondiale de l'eau. La gestion de cette ressource vitale est un enjeu de paix qui ne peut être ignoré. la mise en œuvre du droit humain à l'eau potable est aussi un enjeu de solidarité mondiale.* »

Le point de vue des écologistes

Passons rapidement sur le fait que le « secours islamique » qui signe cette tribune ferait mieux de se transformer en planning familial et distribuer pilules et préservatifs. Allons à l'essentiel. Il existe deux écoles de pensée : la première affirme que des guerres auront lieu au XXI^e siècle non seulement pour le pétrole, mais aussi à cause de l'eau. Un autre courant estime au contraire que la gestion commune de l'eau peut être un facteur de

pacification. L'histoire montre d'ailleurs que l'aménagement des ressources hydrauliques a été le point de départ du développement de nombreuses sociétés humaines, en particulier pour la Chine ancienne. Mais le Forum de La Haye en 2000 sur la sécurité de l'eau au XXI^e siècle n'a pas adopté la motion selon laquelle l'eau constitue un droit fondamental des humains pour laisser la porte grande ouverte à une gestion privée des ressources en eau potable. Le marché fixerait un prix au mètre cube ! En fait la difficulté consiste maintenant pour les humains à mettre au moins autant d'ingéniosité à apprendre à vivre de façon équilibrée avec des ressources limitées en eau qu'ils en ont mis à la maîtriser... pour la gaspiller.

Les humains se caractérisent par leur capacité de faire des détours pour mieux atteindre ses fins. Ils sont les seuls animaux capable de reculer pour mieux sauter. Ils passent en effet quelques heures à construire un seau au lieu de boire directement à la source, et ils accroissent ainsi leurs ressources. Ils peuvent aussi allonger ce détour de production en construisant une canalisation et ils obtiennent de l'eau à volonté. Un investissement en temps se transforme en capital technique, ce qui permet de capter de plus en plus d'eau. L'accroissement de la productivité ou production par heure de travail est basée principalement sur cet allongement du détour de production, ce qui permet d'améliorer le niveau de vie de la classe globale. Mais ce détour est devenu une fin en soi, il instaure une société capitaliste (beaucoup de capital technique pour peu de travail) qui économise la main d'œuvre et rend le chômage incompressible. De plus il facilite l'exploitation de la nature par les humains, un cours d'eau dévié par une canalisation, c'est la perturbation de tous les écosystèmes en aval et l'incitation au gaspillage d'une eau qui devient pourtant rare par une utilisation forcée.

Il nous faut raccourcir détour de production, boire directement à la source serait le mieux, mais à 8 milliards c'est devenu impossible. Et le sage de pointer du doigt la natalité ...

▲ RETOUR ▲

ENCORE ET TOUJOURS...

18 Mars 2023 , Rédigé par Patrick REYMOND

Je vais finir par me prendre pour Napoléon, à force d'en remonter à des bredins qui ont une excuse pour être totalement incompétents militairement parlant : ils n'ont été employé dans l'armée que toute leur vie. C'était pour une carrière, des sinécures et un poste dans un conseil d'administration, donc, on le voit, rien à voir avec un guerrier.

Qu'Adolf, simple caporal, ait su bien mieux que tous ces galonnés faire la guerre était humiliant pour eux, raison pour laquelle ils le détestaient. Bon, que des empereurs, tout aussi incompétent, qu'un Kronprinz fassent foirer tous les plans, c'était pas bien grave. Qu'un empereur n'ose arrêter la guerre en juillet 1914, c'était aussi péché véniel. Mais un caporal, fils de fonctionnaire de bas étage, n'ayant que survécu à 4 ans de guerre à un poste de courrier où la survie était de deux jours, c'était trop pour eux.

Donc, nous douraks de salons, disent que les russes perdent plus de monde que les ukrainiens, parce qu'ils sont à l'attaque, c'est du grand n'importe quoi.

Ils attaquent, comme Pétain en 1917 (Seconde bataille de Verdun, Bataille de la Malmaison étendue devant son succès au chemin des Dames), c'est à dire sous un déluge d'artillerie tellement impressionnant, tellement long, que les hommes sont cassés s'ils n'ont pas été tués, et peu en mesure de combattre. Les bombardements duraient plusieurs jours, 5 à 6. Personne n'est capable de combattre après une telle épreuve.

Le rapport des pertes dans ces deux offensives, c'était de 1 à 5, en faveur de l'assaillant, et par la suite, pendant la seconde guerre mondiale, celui-ci avait appris qu'il lui suffisait d'attaquer et d'obtenir une rupture très localisée du front, pour pouvoir procéder à des manoeuvres d'encerclement. Effectivement, la phase de rupture pouvait être meurtrière pour l'assaillant, mais une préparation massive d'artillerie pouvait aussi déblayer le terrain, sauf si, comme Heinrici, on faisait évacuer la première ligne lors du marmitage. Les russes excellaient

aussi dans l'art de la maskirovka, et les exemples de fausses lignes défensives sont légions.

Bien entendu, les douraks sont excusés de n'être pas au courant qu'une attaque peut être très meurtrière pour le défenseur, plus que pour l'attaquant. En effet, les offensives Pétain, datent simplement de 1917, ils n'ont pas été mis au parfum encore. Vous savez ce que c'est la bureaucratie, surtout militaire...

Apparemment, la fabrication de lignes fortifiées bat son plein en Ukraine. Parfois, ce sont des anciens wagons qui sont enterrés et couverts de béton qui sont utilisés. Solide, mais ne prenant pas en compte l'essentiel. Le type à l'intérieur ne peut moralement pas survivre à un pilonnage intensif, même s'il n'est pas touché. Au bout d'un certain temps, et le temps, les russes en ont, il craque sans aucun problème.

La vague humaine russe était déjà un mythe pendant la grande guerre patriotique, ceux-ci préférant laisser attaquer les T34 ou pratiquer l'infiltration des éclaireurs et francs tireurs sur un front très long.

Vladimir Poutine vient d'être inculpé par un tribunal de la Haye n'ayant pas juridiction, on est dans la posture et la morale. Belle manière de jeter du pétrole sur le feu. Et pour le contreproductif, chapeau.

Il va aussi être traumatisé, les "dirigeants mondiaux réfléchiront à deux fois avant de lui serrer la main". Bien entendu, sauf Assad, Xi, Modi, et bien d'autres. Cela illustre à merveille l'adage, disant que s'il est dangereux d'être l'ennemi des américains, il est mortel d'être leur ami.

Cela n'a une importance que si la Russie était battue militairement, que le régime s'effondrait et que le président soit remplacé par un pro-otan. Ces trois conditions, sont, totalement impossibles. Par contre, ils viennent de lui envoyer un message clair. Tu gagnes ou tu meurs. Tu meurs ou nous mourrons. On rentre dans le combat où les dirigeants sont aussi destinés à mourir, chose qui est arrivé à Kadhafi et Saddam Hussein. Mais difficilement. Leurs pays respectifs étaient petits, sans grands moyens, mais ils ont combattu longtemps, malgré leur peu de ressources. Preuve, là aussi, de l'incompétence militaire occidentale.

Les dirigeants occidentaux sont dans la même narrative qu'Hitler à la fin de la guerre. Leurs armes sont miracles et supérieures, leurs canons tirent plus loin et sont plus précis. Bref, un bel exercice d'auto intoxication. En réalité, que se passe-t-il ? Les fameux caesars tirent 6 obus en douce, en moins d'une minute et se carapotent aussi sec et le plus loin possible. Pour un soutien, c'est plutôt léger. Et non déterminant. Mais c'est plus un tir d'excuse qu'un tir réel.

On est, côté ouest collectif, rien que dans la com. En face, on est dans la guerre, avec les moyens de la faire.

[RETOUR ▲](#)



« Les banques sont toutes fragiles selon l'un des plus grands économistes suisses »

par [Charles Sannat](#) | 22 Mars 2023

INSOLENTIAE



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Les banques sont toutes fragiles.

La débâcle de Crédit Suisse illustre l'importance de la confiance des clients, elle rappelle aussi la vulnérabilité inhérente aux banques de dépôts, rappelle Charles Wyplosz, économiste au Graduate Institute de Genève et qui également le fondateur de l'Observatoire de la BNS, la banque nationale suisse qui est la banque centrale de nos amis helvètes.

Ce que vient de dire Charles Wyplosz, a été dit dans le quotidien de référence suisse Le Temps.

Bien évidemment que les banques sont fragiles, structurellement en réalité.

C'est le modèle économique même des banques qui les rend fragiles et pas uniquement la cupidité des méchants banquiers ou des vilains capitalistes !

LE TEMPS

SE CON

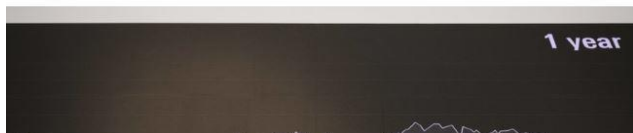
N CONTINU BLOGS VIDÉOS CHAPPATTE MULTIMÉDIA - ÉVÉNEMENTS EPAPER/PDF

Les banques sont toutes fragiles

OPINION ABONNE

Les banques sont toutes fragiles

OPINION. La débâcle de Credit Suisse illustre l'importance de la confiance des clients, elle rappelle aussi la vulnérabilité inhérente aux banques de dépôts, rappelle Charles Wyplosz, économiste au Graduate Institute de Genève



Par définition, génétiquement, une banque de dépôts récupère et collecte les dépôts des uns pour faire des crédits aux autres. Voilà le métier, particulièrement passionnant au demeurant, du banquier et à titre personnel j'ai pris beaucoup de plaisir comme banquier à financer des entreprises, de l'activité, des investissements et de l'activité profitable au plus grand nombre.

Par définition, la banque n'a jamais, jamais tout l'argent correspondant aux dépôts de ses clients. Elle utilise presque tout... moins les 10 à 12 % de réserves !

Par définition si tous les clients veulent récupérer leur argent en même temps, aucune banque, aucune n'a les moyens de répondre à ce besoin de liquidités immédiat. AUCUNE.

Par définition, quelle que soit la régulation mise en place aucune banque ne peut rembourser la totalité des dépôts en quelques jours et JAMAIS une banque ne sera en mesure de le faire.

Alors quand on vous dit que les banques sont solides, on raconte n'importe quoi, parce que la vérité, la réalité, le modèle économique lui-même des banques signifie qu'elles sont génétiquement fragiles.

Ce n'est ni bien, ni mal.

C'est ainsi et les banques ne sont pas tout à fait des entreprises comme les autres et leur fonctionnement n'est pas aussi simple que celui des autres entreprises.

Les banques sont fragiles et elles sont confiance-dépendantes !

Que vous ayez 10 % de fonds propres dans vos caisses, ou 15 % c'est-à-dire la capacité théorique à rembourser 10 ou 15 % des dépôts de vos clients ne change strictement rien à l'affaire. Vous pouvez même monter les fonds propres à 20 %. En cas de perte de confiance, il en manquera toujours 80 % ! Et encore faudrait-il pour cela que les fonds propres des banques ne soient pas placés dans des obligations d'États pouvant perdre de la valeur lorsque les taux remontent !

Vous l'avez donc compris.

Une banque est forcément fragile et dire l'inverse est aussi stupide que de dire que le feu ne brûlerait pas.

La force d'une banque ne vient que de la confiance qu'elle inspire et du sérieux de sa gestion.

Quand cela n'est plus suffisant, c'est l'Etat et les banques centrales qui viennent pallier éventuellement à la perte de confiance et qui vient boucler les fins de mois difficiles.

C'est alors le sauvetage !

Pour autant, ne soyons pas naïfs.

Sauver les banques de la faillite ne veut pas dire sauver votre épargne de la faillite de la banque !

Je vais vous expliquer pourquoi on peut résumer ainsi la situation actuelle et que c'est dans cette idée que réside le risque majeur pour votre épargne dans les prochains mois.

Comme vous le savez, la législation européenne sur le sauvetage des banques est très claire.

Mais avant reprenons la différence entre le « bail-in » et le « bail-out ».

C'est là que vous allez vous souvenir de vos cours d'anglais sur les prépositions avec nostalgie !

Tout sert à point à qui sait attendre !

Vous savez les « in » et les « out » qui vous rendaient malades... enfin, moi ça me rendait fou et je n'y comprenais rien. Aujourd'hui je comprends très bien.

Faisons donc un peu d'anglais de comptoir.

« In » = « dedans », alors que « out » = « dehors ».

Le bail-in c'est un renflouement de l'intérieur, tandis que le bail-out est un renflouement... mais de l'extérieur.

Le bail-in (sauvetage interne) conduit une banque à faire participer les créanciers (actionnaires, clients, etc.) à son sauvetage en cas de difficulté financière.

Le bail-out lui (sauvetage extérieur) désigne les cas où les sauveteurs viennent de l'extérieur comme quand par exemple l'Etat ou la banque centrale vient renflouer. C'est évidemment ce qui vient de se passer par exemple avec le Crédit Suisse où l'argent vient de la Banque Centrale suisse la BNS.

Il y a donc plusieurs manières ou façons de sauver une banque et en fonction de ce qui est choisi, on peut sauver une banque mais pas ses clients, pas ses actionnaires. Faites vos jeux !

Et en Europe nous aimons les « bail-in », les renflouements de l'intérieur où l'on fait payer les déposants au-delà de 100 000 euros.

Chypre et le naufrage de la Cyprus bank en a été un exemple resté même dans notre vocabulaire puisque cela a donné le mot « chyprer », pour se faire « chyprer son épargne » par exemple. Mais le bail-in a aussi été utilisé en Italie en 2015 pour sauver la Banca Romagna Cooperativa.

Et ce seuil des 100 000 euros c'est justement la garantie des dépôts européenne déclinée dans chaque pays membre.

Vous l'avez compris, **Sauver les banques de la faillite ne veut pas dire sauver votre épargne de la faillite de la banque !**

En France cette « déclinaison » est assurée par le Fonds de garantie des dépôts et de résolution, le FGDR. Le « R » de FGDR signifie résolution.

C'est un beau mot le terme de résolution.

Le problème c'est que pour « résoudre » la faillite d'une banque en Europe, le droit européen va vous garantir non pas 250 000 \$ comme aux Etats-Unis, mais seulement 100 000 euros. Tout ce qui dépassera ce montant sera emporté par la faillite.

Voilà une belle résolution bien définitive de votre épargne.

La législation européenne n'a pas été conçue n'importe comment.

L'idée de base du législateur européen était d'empêcher les Etats de faire faillite en raison de la faillite d'une banque et que la BCE la banque centrale européenne ne soit pas obligée de créer de la monnaie et donc de l'inflation ce qui rend malade nos amis Allemands. Cerise sur le gâteau, il faut éviter la faillite définitive de la banque.

Pour réussir ce triple objectif, il n'y a pas le choix.

Il faut limiter les sommes garanties. Limiter les sommes garanties c'est en réalité répartir les pertes !

D'où cette limite de 100 000 euros.

Il faut donc comprendre que le système a été conçu en Europe pour sauver les banques et éviter le risque d'effondrement systémique. Le système n'a pas été conçu pour sauver tous vos dépôts.

Sauver les banques de la faillite ne veut pas dire sauver votre épargne de la faillite de la banque.

Mais ce n'est pas tout.

Nous avons appris également que les banques centrales s'étaient lancées dans une action coordonnée comme nous l'apprend cet article du Figaro (source ici pour ceux qui veulent vérifier).

Ce que l'on vous explique dans cet article c'est que la FED va fournir autant de dollars aux autres banques centrales que nécessaire.

Cela avait été le cas lors de la faillite de la Lehman Brothers et les gens l'ont oublié mais la FED avait donné littéralement des milliers de milliards de dollars au monde entier pour sauver le système financier planétaire, en gros 20 000 milliards. Oui, vous avez bien lu. Les banques françaises avaient perçu des centaines de milliards de dollars de liquidités pour y faire face.

Cela permet à la BCE de faire face à la situation sans avoir à demander à l'ensemble des pays à commencer par l'Allemagne qui ne veut jamais rien entendre, de créer plus d'argent ! Ce sont les Américains et la FED qui s'en chargent à notre place, alors évidemment celui qui s'avise de parler d'indépendance européenne fera doucement rire tous ceux qui comprennent un tout petit peu ce qu'il se passe dans le monde.

La BCE ne fait rien, enfin pas grand-chose, elle donne des euros, mais l'essentiel des banques veulent des dollars ...

C'est la FED qui sauve les meubles pour le moment.

Si la BCE ne fait rien c'est pour deux raisons. la première c'est que c'est toujours plus difficile de faire en se mettant d'accord dans l'urgence.

La seconde c'est que vraisemblablement elle ne voudra pas faire comme la FED et « payer » forcément tous les dépôts.

Encore une fois, sauver les banques de la faillite ne veut pas dire sauver votre épargne de la faillite de la banque.

Ce n'est pas parce que la FED vient de sauver tous les dépôts de la SVB que la BCE en Europe fera la même chose.

Ce n'est pas certain, mais il existe une probabilité non négligeable pour qu'en cas de très grandes difficultés bancaires, la BCE ne sauve pas tous nos dépôts ni toute notre épargne et s'en remette aux règles de la protection des dépôts et des « bail-out européens » afin de maintenir les grands équilibres économiques, monétaires et politiques en Europe et au sein de la zone euro.

C'est pour cette raison que je viens de vous rédiger un flash Stratégies pour vous expliquer les mesures d'urgence à prendre pour protéger vos actifs financiers.

Je vous y détaille notamment, le fonctionnement précis du FGDR et je vous explique comment vous organiser pour protéger bien plus que les 100 000 euros légalement prévus. Vous pouvez faire mieux. Beaucoup mieux. Pour cela il faut comprendre parfaitement les règles d'indemnisation.

C'est ce que j'ai fait dans ce document accessible et disponible dans [vos espaces lecteurs ici](#).

Pour ceux qui ne font encore partie de notre communauté des Stratégistes, [vous pouvez vous abonner en cliquant ici](#). Vous aurez accès non seulement aux 12 prochains mois, mais aussi à plus de 85 dossiers édités depuis le début.

Le pire n'est jamais sûr, encore moins souhaitable, mais ne soyons pas naïfs.

Protégeons au maximum nos sous !

N'oubliez pas.

Sauver les banques de la faillite ne veut pas dire sauver votre épargne de la faillite de la banque.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Une baisse des marchés qui sera vicieuse selon Morgan Stanley



La dernière phase de la baisse des marchés sera « vicieuse », selon Morgan Stanley et rien que cette phrase est exquise et je ne pouvais pas ne pas vous en parler plus longuement.

« L'empressement de la Réserve fédérale à fournir des liquidités aux banques dans le cadre d'une crise de contagion ne devrait pas inciter les investisseurs à prendre des paris risqués, a déclaré Mike Wilson, directeur des investissements de Morgan Stanley. Au contraire, combiné à un resserrement croissant du crédit et à des estimations de bénéfices qui restent trop optimistes, les

marchés pourraient connaître une baisse spectaculaire ».

Comprenez par baisse spectaculaire un énorme mouvement de panique quand les marchés auront peur de ne pas avoir compris à temps que la récession était là et l'on parle bien évidemment de la récession des bénéfices, car les marchés ne regardent que les bénéfices et les dividendes qui en découlent.

« En fin de compte, nous pensons que c'est exactement la façon dont les marchés baissiers se terminent. Dans le cas présent, les prévisions de croissance des bénéfices sont beaucoup trop élevées compte tenu des vents contraires auxquels les entreprises sont confrontées et du fait que la Fed relève les taux d'intérêt pendant une période de contraction des bénéfices. »

Malgré les injections plus que massives de liquidités dans le système bancaire par les banques centrales, Morgan Stanley pense qu'en réalité cela n'aura pas d'effet dans l'économie réelle, et c'est fortement probable car c'est bien ce que nous avons vu ces 15 dernières années. Les liquidités restent essentiellement dans les bilans des banques à l'état d'écritures comptables pour équilibrer les actifs et les passifs du grand livre non pas de la vie... mais des comptes !

« Aucune de ces réserves ne se transmettra probablement à l'économie comme le font normalement les dépôts bancaires. Au contraire, nous pensons que la vitesse globale de l'argent dans le système bancaire est susceptible de chuter fortement et de plus que compenser toute augmentation des réserves, en particulier compte tenu de la nature temporaire et urgente de ces fonds ».

Ce sera donc vicieux et inattendu !

« C'est ainsi que les choses se passent toujours d'après notre expérience et c'est pourquoi la dernière partie de la baisse peut être vicieuse et fortement corrélée, c'est-à-dire que les prix chutent brutalement en raison d'une hausse de la prime de risque des actions qu'il est très difficile de prévenir ou de défendre dans un portefeuille »

Et bien, je suis assez d'accord avec cette analyse de Morgan Stanley et c'est pour cette raison que je ne suis toujours pas rentré sur les marchés boursiers en assumant parfaitement le risque de me tromper, car l'on peut toujours se tromper.

Charles SANNAT

Les images puissantes de la rencontre Poutine-Xi Jinping et les propos inquiétants pour le nouvel ordre mondial



Ce sont des images puissantes.

D'abord celles du protocole destiné à montrer la puissance de la Russie, pays millénaire qui a traversé les siècles.

Ensuite les propos « volés » et en réalité savamment distillés par les services russes et chinois où l'on entend le président chinois évoquer « un changement qui ne s'est pas produit depuis 100 ans arrive. Nous le ferons ensemble. »

Il est peu probable que ce changement consiste à donner les clefs respectives de leurs nations aux Etats-Unis d'Amériques.

N'oublions pas non plus les dernières paroles de Xi Jinping à Vladimir Poutine.

« S'il vous plaît, faites attention cher ami. »

Des paroles qui raisonnent comme un conseil alors que le monde entier, plongé dans le chaos assiste à un combat de titans pour la domination du monde.

Ce sont deux visions du nouvel ordre mondial qui s'affrontent.

Une vision unipolaire américaine et la vision multipolaire sino-russe.





Charles SANNAT

Les Etats-Unis protégeront davantage les dépôts des petites banques si nécessaire !



États-Unis : Le Trésor s'engage à protéger davantage les dépôts des petites banques si nécessaire

Selon l'agence Reuters si « le système bancaire américain se stabilise grâce aux mesures fortes prises par les autorités mais d'autres initiatives visant à protéger les déposants pourraient être nécessaires si les petits établissements subissent des retraits massifs d'argent qui risqueraient de faire boule de neige, a déclaré mardi la secrétaire d'Etat au Trésor ».

« Lors d'une conférence à l'American Bankers Association, Janet Yellen a indiqué que les décisions récentes du gouvernement américain pour protéger les dépôts non assurés dans deux banques en faillite et créer un nouveau programme de financement témoignaient d'un « engagement résolu à prendre les mesures nécessaires pour garantir que l'épargne des déposants et le système bancaire restent sûrs ».

« Des actions similaires pourraient être justifiées si des établissements plus petits subissaient des retraits massifs de dépôts présentant un risque de contagion », a-t-elle poursuivi, sans préciser ce qui pourrait suivre exactement.

Les propos de Janet Yellen visent évidemment encore une fois à rassurer les épargnants et c'est bien normal.

La crise de confiance qui se transforme en perte irrémédiable de confiance est toujours le pire des scénarios pour une banque.

En quelques heures une banque peut s'effondrer quand la confiance de ses clients et de ses prêteurs s'envole.

Il y a quelques jours un groupe de « petites » banques américaines demandaient le soutien de l'Etat fédéral pour garantir les dépôts, tous les dépôts.

C'est presque chose faite.

C'est en garantissant tous les dépôts soit dit en passant que les Etats éviteront les paniques bancaires et donc les faillites autoréalisatrices donc c'est une bonne idée préventive qui ne coûte pas cher tant qu'il n'y a pas à payer une faillite.

Charles SANNAT

Macron vient de mettre le feu. « Notre Maison brûle et nous regardons ailleurs » !



Cela se passe dans un restaurant.

Les gens y dînent tranquillement.

Dehors les feux de poubelles rougeoient et le pays flambe.

C'est une image saisissante par son contraste.

Le calme et la fureur.

Macron, pompier pyromane par ses outrances politiques, fait mine d'avoir été élu et d'être légitime lui que sa réélection « obligeait » au soir du front républicain voté par les gens de sensibilité de gauche en majorité.

Double trahison.

Macron en ce début de second mandat vient de répéter la même erreur mais encore plus vite que celle réalisée au moment des gilets jaunes.

C'est affligeant de naïveté politique.

Désormais Macron « dirige » un peuple qui le déteste profondément des gilets jaunes à la gauche.

Désormais Macron « dirige » un peuple qui souffre de l'inflation et des gamelles qui se vident.

Les dynamiques révolutionnaires prennent du temps et plus le point de départ est « confortable » plus la dynamique insurrectionnelle prend du temps à se mettre en place.

Tout est, désormais, presque en place pour que notre pays connaisse une conflagration d'ampleur historique.

Nos vedettes ne voient rien venir.

Le temps vient où il risque de leur falloir courir.

Avant la course il y aura toutes les provocations politiques pour entraîner une violence telle que Macron finira par s'octroyer les pleins pouvoirs à travers l'article 16.

Ce sera alors la fin des illusions de tous les benêts et les béats sur la véritable nature de ce régime et de ce président.

[RETOUR ▲](#)

« Pékin/Moscou. Xi Jinping en Russie »

par [Charles Sannat](#) | 21 Mars 2023

INSOLENTIAE



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Xi Jinping le président chinois est en visite d'état pour trois jours à Moscou où il va pouvoir s'entretenir longuement avec le président russe Vladimir Poutine.

Les Chinois sont toujours très diplomates et permettent toujours aux « adversaires » de garder la face.

Aussi, ce voyage selon les mots de Xi est un « voyage de paix », ce qui n'est pas totalement faux quand on sait que « celui qui veut la paix prépare la guerre ».



Cette visite est une information fondamentale et essentielle dans le grand combat géopolitique qui est en train de se jouer.

D'ailleurs les Américains ne s'y trompent pas comme le montre cette « une » du Washington Post :

As Xi visits Russia, Putin sees his anti-U.S. world order taking shape



By Robin Dixon

March 28, 2023 at 9:00 p.m. EDT



Chinese President Xi Jinping and Russian President Vladimir Putin enter a hall for talks at the Kremlin on June 5, 2020. Xi is due to arrive in Russia on Monday for a state visit. (Alexander Zamilionchikov/AP)

MOST F



1 Do
sh
Uk

2 Xi a
Rus
com
Ukr

3 Indi
for
498

4 Pen

Cela peut se traduire par « Alors que Xi visite la Russie, Poutine voit son ordre mondial anti-américain prendre forme ».

Les Américains ne sont pas du tout naïfs et savent très bien ce qu'il se passe.

Les Américains souhaitent un nouvel ordre mondial qu'ils dirigeraient.

La Russie et la Chine veulent un nouvel ordre mondial multipolaire dans lequel leurs voix pourront compter.

Alors, oui, si vouloir du multipolaire est être anti-américain, tous les autres pays du monde devraient l'être, car être libre est tout de même l'ambition politique la plus haute.

C'est ce combat de titans qui se joue actuellement et c'est pour cette raison que le monde est à feu et à sang.

Il s'agit de choix du mode du partage du monde et tant que les grands de ce monde ne seront pas d'accord, les petits mourront dans les tranchées pour le moment d'Ukraine, mais demain...

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Important. Les banques centrales lancent une action « coordonnée ».



Je vais vous expliquer ce qu'il faut voir au-delà des effets des annonces qui peuvent sembler rassurants.

« La Banque du Canada, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, la Banque centrale européenne, la Réserve fédérale et la Banque nationale suisse annoncent aujourd'hui une action coordonnée pour améliorer la fourniture de liquidités via les accords permanents de swap de liquidités en dollars américains », ont déclaré les banques centrales dans un communiqué commun.

Rappelons que les lignes de swap sont des accords entre deux banques centrales pour échanger des devises.

Elles permettent à une banque centrale d'obtenir des devises étrangères auprès de la banque centrale qui les émet et de les distribuer aux banques de son pays.

À partir de lundi et au moins jusqu'à la fin du mois d'avril, la Fed et d'autres banques centrales mettront à disposition des dollars sur une base quotidienne, et non plus hebdomadaire.

Cela signifie que toute grande banque opérant à l'échelle mondiale et pouvant déposer de bonnes garanties auprès de ces banques peut obtenir des dollars américains de sa banque centrale (la BCE, la BoE, la BOJ, la BoC et la SNB obtiennent leurs dollars de la Réserve fédérale) n'importe quel jour de la semaine ».

Alors en réalité, il n'y a là strictement rien de coordonné.

Pourquoi me direz-vous ?

Parce que si l'on y réfléchit bien, aucune banque centrale autre que la FED ne va intervenir.

Ce que l'on vous explique là c'est que la FED va fournir autant de dollars aux autres banques centrales que nécessaire. Cela avait été le cas lors de la faillite de la Lehmann Brothers et les gens l'ont oublié mais la FED avait donné littéralement des milliers de milliards de dollars au monde entier pour sauver le système financier planétaire, en gros 20 000 milliards. Oui, vous avez bien lu. Les banques françaises avaient perçu des centaines de milliards de dollars de liquidités pour faire face.

Cela permet à la BCE de faire face à la situation sans avoir à demander à l'ensemble des pays à commencer par l'Allemagne qui ne veut jamais rien entendre, de créer plus d'argent! C'est les Américains et la FED qui s'en chargent à notre place, alors évidemment celui qui s'avise de parler d'indépendance européenne fera doucement rire tous ceux qui comprennent un tout petit peu ce qu'il se passe dans le monde.

La BCE ne fait rien.

C'est la FED qui sauve les meubles pour le moment.

Tant que ça dure profitons-en !



Charles SANNAT

Il y a 20 ans, les USA envahissaient l'Irak et provoquaient des centaines de milliers de morts.



Il y a nos guerres, justes, enfin pas les nôtres, celles des Américains pour être plus juste, car en 2003, le dernier président de ce qui s'appelait encore la France et à qui il restait quelques miettes de souveraineté avait le courage de s'opposer à cette folle aventure irakienne, qui s'est soldée par 20 ans de chaos.

Chirac comme de Villepin avaient mis en garde contre les conséquences funestes d'une telle guerre.

Toutes les guerres ne sont pas « bonnes » ou « nécessaires » et refuser une guerre, c'est parfois faire preuve non pas de lâcheté « munichoise » mais de courage.

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

« Faillites bancaires, est-ce le moment de paniquer ? »

par Charles Sannat | 20 Mar 2023



<https://www.youtube.com/watch?v=3kzqBoTLtoY>

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cette semaine, dans le JT du grenier, je vous propose de suivre l'évolution de la situation concernant la crise bancaire et son développement dans le monde entier. Entre la faillite des banques américaines SVB, Signature Bank, c'est maintenant au Crédit Suisse, banque systémique d'être menacée.

Que s'est-il passé cette semaine, où en sommes-nous ?

Est-ce le moment de paniquer ?

Et surtout comment protéger son argent au mieux en maîtrisant les règles d'indemnisation du FGDR le fond de garantie des dépôts et de résolution.

Sur la question de la panique, restons relativement sereins. Non pas que les choses aillent bien, elles vont mal, mais à court terme, la Banque centrale américaine, la FED, a cassé dans l'œuf les craintes d'illiquidités en prenant en pension à la valeur d'émission tous les bons du trésor des banques.

La banque centrale Suisse, la BNS, vient de permettre la finalisation du rachat du canard boiteux Crédit Suisse par le géant UBS pour 3 milliards de francs ce qui n'est pas très cher, et surtout avec une ligne de crédits de 100 milliards de francs.

Du côté de la BCE pour le moment c'est le silence et l'on tente de se faire oublier, mais l'actualité bancaire devrait rapidement rattraper la zone euro qui devra à son tour montrer aux marchés qu'il ne faut pas s'inquiéter, que les banques centrales sont là et qu'elles feront ce qu'il faut.

Ce qu'il faut, c'est des taux plus élevés pour la population et les gueux, et beaucoup, beaucoup d'argent et de liquidités pour les banquiers et les entreprises financières.

Je vous explique tout dans ce JT en deux parties car j'ai été trop long et la vidéo a coupé!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Les banques américaines de taille moyenne demandent une protection de tous les dépôts.



C'est un article du Figaro qui revient sur cette demande des banques américaines qui souhaitent que les autorités protègent tous les dépôts

C'est en effet une « coalition de banques américaines de moyenne taille, craignant une fuite de leurs clients à cause de la crise de confiance qui frappe les banques américaines, demande à la Fed de couvrir leurs dépôts au-delà du plafond légal ».

Elles demandent « aux régulateurs fédéraux de garantir pendant deux ans tous les dépôts de leurs clients, même au-dessus de la limite habituelle des 250.000 dollars, pour éviter un phénomène de contagion après la faillite de la banque SVB, d'après Bloomberg ».

Cette mesure serait évidemment de nature à stopper immédiatement l'exode des clients des plus petites banques vers les plus grosses, car évidemment quand on ferme son compte à la Silicon Valley Bank, c'est pour aller ailleurs, et le ailleurs ce sont les plus grosses banques, les très grosses même.

Ce serait une bonne mesure.

A première vue on pourrait dire que cela avantagerait encore les vilains banquiers, mais c'est un petit peu plus complexe que cela.

En vérité, sauver les petites banques en garantissant les dépôts des épargnants et des entreprises est le seul moyen de protéger les petites banques du bankrun, et en sauvant les petites banques on empêche les grosses banques de devenir encore plus grosses, vous savez cette taille où l'on devient « too big too fail ».

Il vaut mieux sauver les petits et maintenir une pluralité de petites banques nettement plus engagées dans leurs territoires que de favoriser de grands monstres froids qui posent en plus des problèmes démocratiques évidents de par la puissance qu'on leur laisse prendre.

Charles SANNAT

Pénurie de carburant, ça recommence !



Comme d'habitude il n'y a officiellement aucune pénurie de carburant et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Comme dans la 7ème Compagnie, jamais retraite n'a été aussi agréable selon le grand quartier général. Sauf que sur le terrain, la 7ème compagnie a une autre appréciation concernant la qualité de ce recul et ici de la pénurie.

Partout les stations services sont à sec et cela nous promet quelques journées pénibles et encore de longues heures à attendre le plein tant désiré. Les syndicats pousseront leur grève sur les carburants le plus loin qu'ils pourront car c'est un évident multiplicateur de force syndical où quelques grévistes seulement en nombre peuvent ralentir considérablement le pays.

Le 49.3 sera accueilli avec des pénuries d'essence, comme d'habitude.



LaProvence

Vidéo - Pénurie de carburant : la ruée des automobilistes vers la station-service de La...

Il y a 5 heures

La Provence

Pénurie de carburant : longue file sur l'A50 près de la station-service La Pomme à Marseille

Il y a 5 heures

Midi Libre

VIDEO. Pénurie d'essence : les premières files d'attente se forment devant les stations-service partout en Fra

Il y a 2 heures

La Provence

Marseille - Risque de pénurie d'essence : bouchon important sur l'A50 à hauteur de la station-service La Po...

Il y a 22 heures - Couverture locale

Couverture complète

▲ RETOUR ▲

SVB, Eurovita : la crise obligataire mondiale commence

Publié par Philippe Herlin | 16 mars 2023

<https://or.fr/actualites/svb-eurovita-crise-obligataire-mondiale-commence-3038>



Juste après la faillite de SVB (Silicon Valley Bank), Bruno Le Maire a affirmé qu'il n'y avait "pas de risque de contagion en France". Il se fourvoie complètement, d'autant plus qu'un événement du même type s'est *déjà* produit en Europe, en Italie plus précisément, avec la faillite de l'assurance-vie Eurovita, [dont nous avons été parmi les premiers à en parler.](#)

Car il faut comprendre que les faillites d'Eurovita et de SVB, en attendant les suivantes, sont liées à une crise obligataire. Il ne s'agit pas d'une fraude (FTX, Madoff), d'actifs toxiques (*subprimes*), ou d'une gestion aventureuse (LTCM en 1998). Non,

le problème est l'énorme paquet d'obligations souveraines qui constitue la base des bilans des institutions financières du monde entier et dont la valeur s'est brutalement rétrécie.

Pendant des années, en fait depuis la crise des *subprimes* de 2008, nous vivons avec des taux d'intérêt faibles,

nuls, voir négatifs par moment. Les obligations émises par les États pour financer leurs déficits rapportent donc peu, mais elles sont très liquides (un élément crucial en finance). De plus, la réglementation prudentielle (Bâle 1, 2, 3) oblige les banques à en posséder (pour leur sécurité et celle de leurs déposants). Considérées comme sans risque (un État ne fait pas faillite), les obligations souveraines de grands pays notés AAA ou AA offrent un matelas de sécurité aux banques, aux assureurs et aux gestionnaires de fonds.

Mais suite au retour de l'inflation, la Fed et la BCE ont décidé de relever leurs taux directeurs et d'arrêter d'acheter des obligations. Par conséquent, les taux d'intérêt sont remontés brutalement en quelques mois, à un rythme très rapide pour ce marché de pachydermes. Résultat, les obligations anciennes, rapportant peu, ont vu leur valeur s'effondrer. Si la banque ou l'assureur peut attendre l'échéance (1, 2, 5, 10 ans ou plus), son obligation achetée 100 € lui sera remboursée 100 €. Pas de problème. Mais s'il doit la vendre sur le marché pour faire face à des engagements soudains, il récupérera 80€, 60€... Et si la perte excède ses fonds propres, c'est la faillite. Voilà ce qui s'est passé avec Eurovita et SVB.

Une annonce aurait d'ailleurs dû alerter les régulateurs et les gouvernements : la [perte record de 132,5 milliards de francs suisses](#) (133 milliards d'euros) de la Banque centrale suisse (BNS) l'an dernier, publiée le 31 octobre 2022 et confirmée le 6 mars dernier. Une perte essentiellement due aux moins-values sur ses placements en obligations (remarque : la BNS comptabilise ses actifs à la valeur de marché, ce que se gardent bien de faire la Fed ou la BCE...). Seule une banque centrale ne peut faire faillite avec un tel bilan.

De nombreux acteurs financiers pourraient ainsi se retrouver en difficulté des deux côtés de l'Atlantique (le Crédit Suisse). La crise obligataire ne fait que débiter.

Les principaux responsables de cette crise sont les banques centrales : elles ont laissé trop longtemps les taux à zéro, sans prévoir l'inflation qui ne devait pas manquer d'arriver, puis elles ont relevé leurs taux trop rapidement, prenant à contre-pied la finance mondiale. Que vont-elles faire maintenant ? Maintenir la hausse des taux ou refaire tourner la planche à billets ?

Tels des éléphants dans un magasin de porcelaine, quoi qu'elles fassent, les banques centrales ne feront qu'accentuer la confusion...

▲ [RETOUR](#) ▲

Un dauphin peut-il se transformer en baleine ?

Charles Gave 12 mars, 2023



INSTITUT DES LIBERTÉS
le moment est arrivé



Un lecteur assidu de mes papiers sur l'institut des libertés a dû remarquer depuis longtemps que j'avais tendance à utiliser souvent les mêmes blagues, ce qui est normal puisque je vais avoir quarante-deux ans et qu'à cet âge il est difficile de se renouveler. Qu'il me pardonne de revenir une fois de plus à l'image de la pêche à la dynamite

Quand une banque centrale se met à monter les taux directeurs brutalement, pour les marchés financiers c'est équivalent à des sauvages qui balanceraient des bâtons de dynamite dans la mer. D'abord remontent les saumons et les morues, puis les phoques et les dauphins, suivis des cachalots et des requins et enfin arrivent les baleines. Et quand les baleines arrivent, d'habitude, la banque centrale prend peur et se met à baisser les taux agressivement, ce qui permet de redevenir positif sur les marchés puisqu'à nouveau, il

y a plus d'argent que d'idiots (autre astuce pérenne). Et à la surprise générale, la semaine dernière, un très joli dauphin est remonté à la surface, ce qui amène à se demander si une baleine ne va pas émerger bientôt.

Une première question s'impose.

La Fed a-t-elle envoyé des bâtons de dynamite dans le marigot financier ?

La réponse est oui.

Il y a deux ans, la banque centrale américaine assurait **qu'en aucun cas**, elle ne monterait les taux brutalement. Hélas, l'indice du coût de la vie est passé en quelques mois de 2 % à 9%, ce qui était difficilement prévisible puisque la masse monétaire n'avait que triplé en quelques années (encore une blague). Et il a donc fallu faire grimper les taux courts de 0 % à près de 5 % en quelques trimestres, ce qui s'apparente assez bien à un lâchage de bâtons de dynamite. Hélas, malgré leur hausse, les taux courts restent cependant négatifs en termes réels ce qui semble indiquer que la hausse des taux n'est pas finie. Hélas (encore), cette hausse des taux qui a eu lieu depuis 18 mois semble avoir mis en difficultés un certain nombre de banques, et en particulier la Silicon Valley Bank ou SVB, LA banque de la technologie Californienne.

Pourquoi ?

Vous êtes le patron de la banque de la technologie dans la Silicon Valley, la SVB (Le dauphin qui vient d'apparaître à la surface), et vous constatez que le COVID a déclenché un gonflement inouï de votre bilan et que vous vous retrouvez avec des liquidités gigantesques.

Que faire ?

Commençons par les causes de cette avalanche de liquidités.

Le pouvoir politique décide de fermer l'économie quand le COVID fait son apparition, le marché des actions se casse la figure.

Pour empêcher cette baisse, la banque centrale fait s'écrouler les taux courts à zéro et met la planche à billets en surrégime.

Le marché des actions remonte très fort, et qu'est ce qui remonte le plus fort ?

Toutes les affaires qui permettent le travail à domicile (Google Amazon, Facebook etc..)

Et du coup, les banques d'affaires américaines se mettent vraiment au travail pour offrir aux investisseurs des sociétés qui seront sans aucun doute les nouvelles Microsoft, Amazon, ou Google.

Le fait qu'elle n'aient souvent ni chiffre d'affaires ni bénéfices ne freine en rien les ardeurs et littéralement des centaines de milliards de dollars sont levés

Une bonne partie de cet argent (50% ?) se retrouve dans la SVB, et la direction n'a pas la moindre idée de ce qu'il faut faire du cash.

Elle en prête une partie aux sociétés pour lesquelles elle a été levée du capital frais, mais elle se retrouve avec un très large excédent de dépôts.

Heureusement, la banque centrale a convaincu les responsables que les taux courts resteraient à zéro pour

toujours, et que donc ils peuvent acheter, **avec les dépôts à court terme de leurs clients** des obligations à 10 ans du trésor américain à 1.5 %, ce qui, pour une banque est une erreur incroyable tant les dépôts et les prêts doivent avoir la même durée.

Le « MISMATCH » de durée a tué plus de banques dans l'histoire que les faillites de tous leurs clients.

Que se passe-t-il ensuite ?

- Les taux courts passent de zéro à près de 5 % et donc les déposants s'attendent à toucher du quatre et demi pour cent au moins sur leurs dépôts qui ne rapportent à la banque qu'un et demi pour cent.
- Les sociétés en cash-flow négatif commencent à tirer sur leur cash, et il faut vendre des obligations (à perte) pour leur fournir ce cash, ces pertes se déduisant bien sûr des fonds propres de la banque, qui du coup ne correspondent plus aux critères réglementaires.
- Si, pour rétablir sa liquidité, la banque vend les obligations d'état qu'elle détient, elle prend une perte de 20% en capital, et à nouveau les fonds propres s'effondrent.

Or, les dépôts de la SVB étaient aux alentours de 180 milliards de dollars, et ils avaient une caractéristique curieuse.

Contrairement aux banques normales qui ont des centaines de milliers de petits clients, la SVB avait quelques centaines de gros clients.

Il suffisait donc que quelques-uns de ces clients, prennent peur et demandent que leurs dépôts soient transférés à une autre banque, et il faut fermer la banque, bien incapable de procéder à ces transferts.

A ce point du raisonnement, il me faut faire une petite remarque.

La SVB était LA banque des crypto-monnaies par l'intermédiaire d'une filiale.

Imaginons qu'il y ait des forces obscures aux USA (hypothèse totalement farfelue, encore une blague !) que l'existence des cryptos monnaies agacent.

Glisser à l'oreille des plus gros déposants qu'ils feraient mieux de changer de banque, c'est-à-dire déclencher un « bank -run » contre la SVB aurait été très facile et potentiellement très profitable. Je serai curieux de connaître vers qui les transferts qui ont eu lieu ces derniers jours en provenance de la SVB ont eu lieu. Voilà qui me donnerait une indication sur la ou les entités à qui profite le crime

Et c'est là que les choses deviennent intéressantes.

Les dépôts bancaires aux USA sont garantis par le fonds de garantie local à hauteur de \$ 250000 par déposant, ce qui paraît normal.

Hélas (encore une fois) il n'y a que 2 % des clients de la banque ayant des dépôts inférieurs à ce montant, tous les fonds en dépôt correspondant peu ou prou aux levées de capitaux faites pour le compte des futures licornes.

Et ces sociétés, souvent en cash-flow négatifs, se retrouvent d'un seul coup fort démunies lorsque « la bise fut venue ».

On songe à Warren Buffet qui dit que « *c'est quand la mer se retire qu'on découvre qui nageait sans maillot* ».

Je veux simplement dire que les centaines de sociétés de haute technologie en Californie qui ont des cash flows

négatifs doivent se demander comment elles vont payer leurs employés à la fin Mars...

Ce qui veut dire que de nombreux employés de la Fed, de Goldman- Sachs, de Morgan-Stanley, de JP Morgan ou de Warren Buffet ont dû passer le Week End au bureau.

Logiquement, l'un de ces mammouths devrait reprendre la SVB , et cela devrait être annoncé avant que vous ne lisiez ces lignes.

Reprendre le cash et les obligations d'état n'est pas un problème puisque qu'il suffit d'attendre que les obligations remontent de 80 à 100 avec le temps, ce qui ne pose aucun problème si, comme Warren Buffet, vous avez du cash et que vous rachetez les obligations à leur valeur de marché. .

- Mais dans le bilan de la SVB, on trouve environ 100 milliards de dollars qui ont été **prêtés** à ces futures licornes en cash-flow négatif. Bien malin qui peut leur attribuer une valeur.
- Mais dans le bilan de la SVB vous trouverez aussi toute la partie crypto monnaie, dont il est difficile de connaître la valeur, les exemples récents ne semblant pas être parfaitement convaincants quant à la probité comptable de ce genre d'activités.

Je me trouve donc devant un arbre de décision intéressant.

1. La SVB est rachetée par un géant, à la demande de la Fed qui s'arrangera avec le géant pour que les pertes éventuelles soient portées par la Fed tandis que les bénéfices potentiels iront au géant. La routine du capitalisme de connivence en quelque sorte. Dans ce premier cas, tout retourne à la normale assez vite. Compte tenu de ma vaste expérience, je mettrai au pifomètre une probabilité de 80 % sur ce cas de figure.
2. Les incertitudes étant trop grandes, et l'administration démocrate renâclant à faire gagner plein d'argent à l'un de ces très impopulaires géants en année électorale, aucun accord n'est trouvé et là, **le dauphin devient peut être une baleine**

Je m'explique.

Dans le deuxième cas, de nombreuses sociétés devraient déposer le bilan quasiment immédiatement, ce qui déclencherait une forte récession en Californie.

La disparition de milliers d'emplois bien payés ferait s'effondrer l'immobilier local, avec les répercussions habituelles sur le déficit budgétaire de l'Etat Californien, déjà en situation difficile.

Les autres banques qui sont lourdement investies dans l'immobilier aux USA et en Californie continuent à se gameller avec beaucoup d'enthousiasme et je n'ai aucun exemple historique de moments où, quand les banques baissent, l'économie ensuite va bien. En général, elle va très mal.

Les investisseurs internationaux qui ont massivement investi aux USA en raison de la croyance que les USA sont le lieu privilégié, voir unique, de la croissance Schumpétérienne, se demandent ce qu'ils font dans ce pays de fous et retirent leurs actifs, ce qui fait que le dollar plonge avec les taux longs qui montent sous la pression des ventes étrangères.

Je me retrouve devant un cas déjà rencontré à l'époque de la faillite de Lehman Brothers : **un dauphin qui se transforme en baleine après sa mort**, par pure incompétence des autorités US.

Conclusion

Normalement, j'aurais dû mettre la probabilité de la première solution à 100 %.

J'ai mis 80 % parce que je n'ai jamais vu une administration aussi nulle que celle du Président Biden.

Afghanistan, guerre en Ukraine, North Stream, immigration aux USA, inflation, déficits budgétaires monstrueux, corruption, menaces sur les libertés individuelles et que sais je encore, rien ne manque à l'appel.

Nous saurons à la fin de ce week-end ou, au plus tard dans les jours qui viennent, sur quelle branche de l'arbre de décision nous sommes.

Si nous sommes dans le cas numéro deux, les actions vont baisser mais l'or et les obligations chinoises risquent de monter très fort.

Et qui a des obligations chinoises et de l'or ?

▲ [RETOUR](#) ▲

Les États, pompiers-pyromanes de l'inflation

rédigé par Etienne Henri 21 mars 2023



Qu'ils essayent de limiter les hausses de prix ou d'aider un acteur en difficulté, ils en reviennent toujours à la même conséquence : encore plus d'inflation.

Dans sa dernière note de conjoncture, l'Insee a revu à la hausse les perspectives d'inflation hexagonale. D'ici l'été, la hausse des prix devrait s'établir à 5,4% en rythme annuel, contre 5% attendus précédemment.

Cette révision est attribuée à une augmentation galopante des prix de l'alimentation, qui sont « devenus depuis six mois le premier contributeur à l'inflation », selon l'institut. L'augmentation devrait encore accélérer dans les prochaines semaines au vu des négociations tarifaires entre producteurs et distributeurs. Pour les consommateurs, le prix des denrées alimentaires devrait croître de 15,4% cet été.

L'Insee en a profité pour retravailler le chiffre de l'inflation du mois de février, qui s'établit désormais officiellement à 6,3% en rythme annuel. Ne pouvant rester sans réponse face à la problématique de perte de pouvoir d'achat, les pouvoirs publics regorgent d'inventivité pour tenter de juguler le phénomène.

De Paris à Washington, en passant Budapest, les gouvernements multiplient les mécanismes censés stabiliser les prix. Mais en pratique, les mesures prises sont totalement inefficaces pour enrayer la baisse généralisée de valeur de la monnaie. Et avec les nouvelles tensions sur le secteur bancaire, nous assistons même au grand retour des politiques ouvertement inflationnistes.

L'échec du contrôle des prix

A chaque pays ses habitudes, et ses réflexes en cas de crise.

La France, face à la hausse des prix de l'énergie en 2022, a opté pour une collectivisation et un décalage dans le

temps de la facture énergétique. Le bouclier tarifaire tant vanté par Bercy revenait, en termes macro-économiques, à mutualiser les dépenses énergétiques des ménages et des entreprises de 2022 et à les faire payer par les générations futures – toute dépense de l'Etat financée par la dette n'étant qu'un impôt décalé.

Face à la hausse des prix de l'alimentation, la Hongrie a suivi une stratégie différente qui mérite d'être étudiée pour ne pas être reproduite. Pour protéger le pouvoir d'achat des ménages, Budapest a décrété en janvier 2022 un gel du prix des denrées de base comme le sucre, les œufs, l'huile ou le lait. Ce sont en tout une dizaine d'aliments qui ont vu leur tarif bloqué au niveau constaté en octobre 2021.

Un an plus tard, la mesure n'a pas empêché l'emballlement de l'inflation alimentaire dans le pays. Celle-ci a dépassé les 25% (en rythme annuel) en début d'année 2023 – le plus haut niveau constaté en Europe.

Certes, les distributeurs ont joué le jeu et ces produits-phare ont effectivement vu leur prix gelé. Mais, contraints de les distribuer à marge nulle voire négative, les professionnels ont dû augmenter d'autant le prix des autres denrées dont le prix était libre. Selon les analystes de Coface, certains des prix non administrés ont bondi de 50% en quelques jours.

Le panier moyen ayant tout de même augmenté, la mesure a globalement échoué à maintenir le pouvoir d'achat des ménages. En outre, elle a eu pour effet pervers de créer des distorsions qui ont conduit à des pénuries. Les clients se sont immédiatement rués sur les produits à prix bloqué, ce qui les a fait disparaître des étalages. Le fardeau de l'inflation s'est ainsi concentré sur les consommateurs malchanceux, contraints d'acheter des produits équivalents à prix libre.

Comme souvent en politique, l'inefficacité de la mesure a été accueillie par un diagnostic à contre-sens. Constatant que le premier blocage des prix était inefficace, le gouvernement a décidé... de bloquer encore plus de prix. Gel du taux des emprunts immobiliers, des emprunts étudiants, de la dette des PME : ces mesures inflationnistes sont venues contrecarrer les efforts de la banque centrale qui avait pourtant augmenté ses taux directeurs à plus de 18%.

De nouvelles mesures inflationnistes

Nous devons peut-être à l'expérience hongroise l'abandon du projet de « panier anti-inflation » un temps évoqué en France. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la mesure aurait simplement été un transfert de dépenses entre consommateurs qui aurait, en sus, favorisé les pénuries des produits concernés.

Mais ne pensez pas pour autant que les politiques interventionnistes et inflationnistes soient l'apanage des anciennes républiques de l'Union soviétique.

Coup sur coup, nous venons d'assister à un virage à 180 degrés des politiques monétaires de deux pays réputés libéraux.

Aux Etats-Unis, tout d'abord, le sauvetage des dépôts de la Silicon Valley Bank est, en pratique, un nouveau quantitative easing. Si la question de la protection des déposants est légitime, la méthode choisie par Washington pour éviter l'effondrement de la banque revient à neutraliser les effets de la hausse des taux.

Vous le savez, la faillite de la SVB n'est imputable ni à des malversations, ni à des opérations de trading qui se seraient mal passées, mais à un simple bank run qui a obligé la banque à liquider des placements en bons du Trésor qui étaient en moins-values latentes.

Oncle Sam a décidé de s'interposer entre les actifs de la banque et le marché en assurant leur liquidité à valeur bonifiée. En pratique, cela revient à dire que la banque a le beurre (des obligations d'Etat dont les taux ont augmenté, et dont la valeur de marché a donc baissé) et l'argent du beurre (pas de risque de perte, même en cas

de cession avant échéance).

Or, la baisse du prix des actifs de la banque était due à la hausse des taux d'intérêts décidée par la Fed ces derniers mois. La neutraliser revient à injecter de l'argent supplémentaire dans le circuit en simulant une baisse des taux sur les marchés, soit exactement la politique inflationniste suivie depuis 2008.

La Suisse adopte la « monnaie hélicoptère »

Même la Suisse, réputée plus pragmatique que Bruxelles lorsqu'il s'agit de piloter la valeur de sa monnaie, détricote avec des mesures d'urgence la politique de sa banque centrale. Tandis que la BNS a fait passer en un an son taux directeur de -0,75% à 1%, une enveloppe d'urgence de 50 milliards de francs suisses a été offerte à Crédit Suisse après que son principal actionnaire, la Saudi National Bank, eut refusé d'injecter de nouvelles liquidités pour la recapitaliser.

Si la somme peut paraître dérisoire au vu des montants en jeu dans l'affaire SVB, il faut se souvenir que le dernier sauvetage de Crédit Suisse, en fin d'année dernière, n'avait mis en jeu que 2 milliards de francs suisses. Les 50 milliards offerts par les autorités monétaires représentent ainsi vingt-cinq fois le dernier tour de table, et plus de sept fois la capitalisation boursière de la banque au moment de l'annonce. C'est aussi 7% du PIB de la confédération.

A titre de comparaison, la décision de la BNS reviendrait à l'ouverture d'une ligne de crédit, du jour au lendemain, de 490 milliards d'euros en faveur de BNP Paribas.

Au final, le montant total des liquidités dédiées au sauvetage de Credit Suisse a été doublé ce week-end, à 100 milliards de francs suisses. Cela représente donc 33 fois plus que ce qu'aura payé UBS pour racheter son concurrent au bord de la faillite, et près de 15% du PIB helvétique.

Nous avons inauguré les sauvetages de cette ampleur avec la crise des subprimes, et les avons retrouvés à l'occasion des « quoi qu'il en coûte » sanitaires. Progressivement, nous nous sommes habitués à accepter des aides étatiques dont les montants auraient été inconcevables dans le cadre des politiques monétaires classiques.

Bulle de tout, inflation : leurs effets sont bien connus. Soyez vigilants en cas de retour de cette impression monétaire qui ne dit pas son nom en zone euro. Elle viendrait inéluctablement déclencher un second tour d'inflation qui ne fera que s'ajouter à la vague que nous subissons actuellement – et ces 12 derniers mois nous ont prouvé que les Etats s'avèrent incapables de mener une politique déflationniste dans le contexte actuel.

▲ RETOUR ▲

Les robinets de la liquidité sont (r)ouverts !

rédigé par [Philippe Béchade](#) 20 mars 2023



Face à un risque de panique planétaire en cas d'effondrement complet de Credit Suisse et d'autres banques majeures, on assiste à un nouveau « all in » monétaire.



Ah quel weekend ! L'argent ne dort jamais... mais apparemment, la Banque nationale suisse (BNS) ne dormait plus non plus depuis le 14 mars, du fait de l'effondrement du Credit Suisse.

Elle a eu beau penser très fort « on se calme », ça n'a pas calmé les marchés.

Alors elle a mis 50 milliards de francs suisses (CHF) sur la table jeudi soir, soit environ 10 kerviels (montant de la perte imputée par la « SocGen » à son impétueux trader).

Credit Suisse avait avoué un peu plus de 8 Mds\$ de pertes en 2021, mais ce n'était apparemment que la pointe de l'iceberg (sous la surface, les dérivés : un vrai Tchernobyl financier en puissance !), puisque la BNS a accordé une ligne de crédit d'urgence représentant sept fois ce montant.

Puis on apprend ce weekend que ce sera finalement 100 milliards de francs suisses (soit 20 kerviels) qui seront accordés... cette fois à UBS, pour « rassurer » les contreparties de cette banque qui va donc racheter le Credit Suisse.

Pas de panique à la Fed

Qui est la première contrepartie de ces deux banques qui sera ainsi rassurée ? Eh bien oui, c'est la Fed, celle qui leur fournit les dollars indispensables pour opérer aux Etats-Unis, sous forme de *swaps*.

Il s'agit de prêts de billets verts contre du collatéral (des actifs mis en garantie) sur des échéances allant de 24 heures à 90 jours. La Fed peut ainsi décider du jour au lendemain de ne plus renouveler les *swaps* à 24 heures et, là, c'est « *game over* » pour la banque à qui elle coupe le robinet de liquidités.

Ce qu'elle ne fera évidemment pas, sinon toutes les contreparties (banques, *hedge funds*, assureurs...) pourraient à leur tour s'effondrer en 24 heures.

Mais attendez, ce n'est pas tout. Pour permettre le rachat du Credit Suisse par UBS, la BNS contrevient à toutes les règles qu'elle censée faire respecter, à commencer par la tenue d'un vote des actionnaires des deux banques helvétiques pour approuver l'opération. Ce qui prend généralement de 15 jours à trois semaines... voire plus, dans le cas d'une banque qui détient 272 filiales, dont plus de la moitié en Suisse.

Là, tout s'est conclu en 48 heures, c'est dire l'urgence de la situation, qui est peut-être liée à la découverte de « cadavres dans le placard ».

Ou plutôt un incident majeur au cœur du réacteur nucléaire des dérivés, avec un encours estimé à 14 000 Mds\$ qui recèle un niveau de risque inconnu.

A combien pourraient s'élever les pertes ? Les 70 Mds\$ volatilisés de Lehman – qui ont causé sa faillite – sont

potentiellement dépassés, vu la taille du matelas de sécurité mis en place ce dimanche au profit d'UBS !

Une solidité à toute épreuve

La BNS était pourtant affirmative, jeudi dernier, 16 mars :

« Le Credit Suisse dispose d'actifs très supérieurs au 'ratio Tier One' et présente toutes les garanties requises pour poursuivre ses activités. »

Moins de 48 heures plus tard, Crédit Suisse ne poursuivait plus rien puisque cette banque va disparaître du paysage financier, rachetée par sa consœur UBS.

UBS a d'abord proposé le rachat pour 1 CHF symbolique (refusé), puis a consenti 1 milliard symbolique samedi soir. Une offre refusée très vite, car cela ne représentait que 0,27 CHF par titre, contre 2 CHF à la clôture de vendredi, pour une capitalisation de 7,9 milliards de CHF, soit une chute de 87,4%.

Dimanche matin, UBS se voyait allouer une garantie de 9 milliards de CHF (en cas de perte) par la Confédération. L'établissement semblait alors d'humeur plus généreuse et proposait un rachat à 2 milliards, soit 0,5 CHF par action... Avant de retrouver un autre milliard tombé derrière la photocopieuse, lui permettant de proposer un rachat à 3 milliards de francs suisses (soit 0,76 CHF par titre et une perte de 62%). Une offre enfin acceptée, mais sous la contrainte des autorités helvétiques.

La FINMA, l'autorité suisse de régulation des marchés financiers, a validé l'opération, ce qui signifie que les créanciers du Credit Suisse vont certainement essuyer des pertes (souvenez-vous des CDS qui ont atteint jusqu'à 1 000 %, soit 50% de risque d'aller au tapis), qu'ils espèrent limitées, puisque la faillite n'a pas été prononcée et qu'aucun défaut n'a été observé sur sa dette.

Qui sera sauvé ?

Les marchés devraient donc être rassurés ce lundi...

Oh, mais attendez... Janet Yellen n'aurait-elle pas déclaré jeudi dernier que les banques régionales ne sauraient être sauvées comme des « banques systémiques », à l'image du Credit Suisse ?

Autrement dit, elles peuvent faire faillite car aucune garantie d'Etat (comme vient de la faire la Suisse ce week-end et les Etats-Unis fin 2008) ne leur sera accordée.

Aurait-elle oublié que les banques régionales aux Etats-Unis, c'est 50% du crédit distribué, et même 60% des crédits immobiliers hypothécaires aux particuliers et 80% du crédit immobilier aux entreprises ?

Il y aurait lieu de rédiger deux chroniques supplémentaires sur le risque de *bank run* vers les banques nationales que ce genre de déclaration fait peser... et, s'il vous fallait une preuve supplémentaire que nous vivons un « moment Lehman » (pour des raisons différentes, mais avec un risque systémique d'égale importance), les cinq principales banques centrales de la planète (Fed, BCE, BoJ, BNS, BoE, Bank of Canada) vont offrir des liquidités en quantité illimitée dès lundi (sous formes de *swaps* majoritairement) à tous les acteurs du secteur financier dans les pays concernés.

Quel degré de gravité du risque sous-jacent – qu'eux seuls semblent connaître – peut justifier un tel « *all in* » monétaire planétaire ?

Bruno Lemaire doit être interloqué : il assurait que nos banques, solides comme le roc, étaient à l'abri de tout

risque systémique.

Mais a-t-il la moindre idée de ce que recouvre la notion de « risque systémique » dans la sphère bancaire interconnectée à l'échelle planétaire, et y compris le week-end ?

Ou alors, il considère peut-être qu'à l'image du nuage radioactif de Tchernobyl, la contamination s'arrête comme par magie à nos frontières.

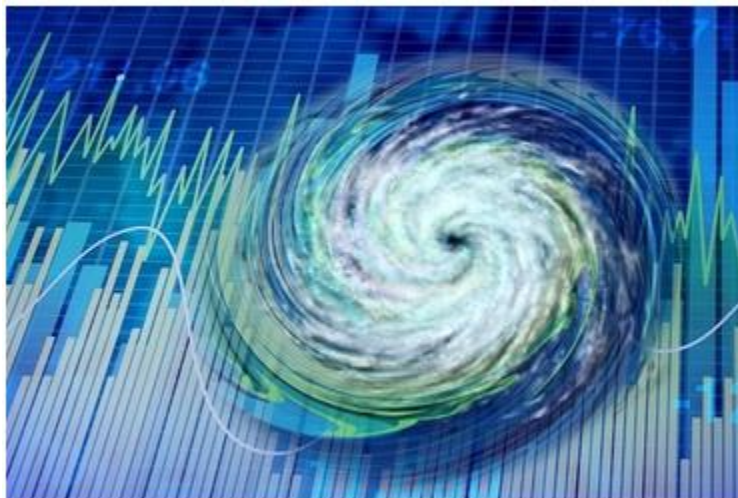
▲ [RETOUR](#) ▲

Un risque peut en cacher un autre

rédigé par [Mory Doré](#) 20 mars 2023



Si les banques centrales ont rassuré quant aux risques touchant les acteurs systémiques, des accidents provoqués par des acteurs plus petits et peu régulés sont toujours possibles...



Cet article m'est inspiré par un autre, publié sur le site Investing la semaine dernière, et dont le titre est « Cathie Wood accuse la Fed d'avoir conduit SVB et Signature Bank à la faillite ». (Vous pouvez le lire [en cliquant ici](#).)

Gonflée, Cathie Wood. J'adore cette asymétrie et cette acceptation de prétendus libéraux qui adorent (ou plutôt adoraient) les banques centrales, tant que celles-ci favorisaient l'aléa moral, les bulles d'actifs sous l'effet de taux de plus en plus absurdement bas et l'expansion continue et jugée irréversible de la liquidité (2009-2021).

Beaucoup trop d'investisseurs et gérants dits stars (dont Cathie Wood) se sont crûs omniscients et invincibles alors que, en réalité, ils ont bénéficié d'un aléa moral fourni par le *put* des banquiers centraux (la garantie qu'ils interviendraient toujours pour pousser les marchés à la hausse) et vécu dans l'idée d'un monde sans baisse durable des marchés financiers.

C'était en tout cas oublier les fondamentaux et le retour d'une inflation structurelle, avec la mise en place de cycles de resserrement monétaire plus ou moins restrictifs d'un pays à l'autre.

Qui cause la chute ?

Alors oui, chère Cathie Wood, ce cycle de politique monétaire restrictive est inédit car, cette fois-ci, les banques

centrales doivent être particulièrement attentives à la gestion d'un arbitrage essentiel entre, d'un côté, lutter contre l'inflation et, de l'autre, éviter de créer les conditions d'une violente crise financière provoquée par un *deleveraging* – c'est-à-dire le désendettement « forcé » de nombreux acteurs financiers.

Venir dire pour autant que la Fed est responsable des déboires actuels de banques, non pas systémiques, mais sans doute mal gérées, et ne sachant ou ne voulant pas maîtriser les fondamentaux de la gestion des risques de taux et de liquidité, est particulièrement mal venu.

Cela étant dit, on peut et on doit tout à fait la critiquer pour bon nombre d'autres choses, notamment le fait d'avoir été trop accommodante pendant trop longtemps.

Mais les dégâts collatéraux d'une politique monétaire restrictive sont normaux et salutaires. Souvenons-nous de la célèbre maxime de Warren Buffet : « Quand la marée se retire, vous pouvez voir ceux qui nageaient nus »...

On se souviendra aussi, dans le même ordre d'idées, de ce que l'économiste américain John Kenneth Galbraith appelait le « Bezzle », c'est-à-dire « l'inventaire des détournements de fonds inaperçus » et autres pratiques financières laxistes. Autant de pratiques qui ne choquent personne dans les périodes d'euphorie et d'argent facile, mais qui se révèlent désastreuses en période de retournement de cycle (eh ! oui, quand la marée se retire, pour revenir à Warren Buffet).

Risque de fuite

Dans les périodes de crise des marchés financiers, le risque de faillite ou/et de *rogue trading* devient plus fort, puisque les probabilités de fortes pertes sont plus importantes que dans des configurations de marché pacifiées à faible volatilité.

Le risque bancaire systémique, tel qu'il est présenté ici ou là dans le cadre de dérive du Credit Suisse, est aujourd'hui un fantasme (j'expliquerai pourquoi dans un prochain article sur ce sujet, à la lumière de l'actualité bancaire de ces derniers jours). Ce risque défini à travers les fondamentaux de solvabilité et de liquidité de grosses banques fortement régulées (donc Credit Suisse) n'est pas préoccupant.

Il faut par contre être beaucoup plus préoccupé par des accidents systémiques par les flux. Donc non pas de type « *bank run* » mais plutôt « *fund run* ».

Qu'advierait-il demain si des investisseurs (quelle qu'en soit la raison) tiraient tout ou partie de leurs avoirs d'un fonds star du type de celui de notre chère Cathie Wood (le fameux fonds ARK) ? Des ventes forcées conduisant à un krach boursier sans précédent, concentré sur les valeurs détenues par ce fonds (dans cet exemple, les valeurs technologiques).

De manière générale, c'est la concentration d'acteurs sur un actif ou un groupe d'actifs qui est dangereuse. Si un gros détenteur se retrouve en difficultés (liquidité /solvabilité), qu'il s'agisse d'un investisseur institutionnel, d'un gros fonds de pension, d'un *hedge fund* ou d'un grand corporate, il serait sans doute contraint de liquider tout ou partie de ces positions sur ces actifs, ce qui le ferait chuter et auto-entretiendrait une spirale baissière.

Les pertes latentes massives des autres détenteurs obligeraient ceux-ci à vendre en catastrophe des actifs traditionnels pour financer leurs moins-values.

Ainsi, plutôt que de « fantasmer » sur le risque systémique bancaire (qui est en fait théorique et qui peut être contenu par des pare-feux plus ou moins sains), il faut plutôt, à l'heure du trading algorithmique, se préoccuper des risques de contagion d'un krach d'actif à d'autres actifs traditionnels, non pas à cause de corrélations basées sur des fondamentaux, mais à cause du phénomène de ventes forcées.

▲ [RETOUR](#) ▲

Où mène l'escalade des sanctions ?

rédigé par [Jim Rickards](#) 20 mars 2023



L'ajout régulier de nouvelles sanctions ou menaces de sanctions visant la Russie et la Chine sont loin d'avoir convaincu le monde entier...



Les Etats-Unis ont mis en place le régime de sanctions le plus agressif qui soit, pour punir la Russie d'avoir envahi l'Ukraine.

La première série de sanctions comprenait des attaques frontales telles que le gel des comptes en dollars américains des banques et des oligarques russes. La deuxième série de sanctions a atteint le cran supérieur, via le gel des comptes en dollars de la banque centrale de Russie. Cette mesure était sans précédent, à part pour des Etats considérés comme voyous comme l'Iran, la Corée du Nord et la Syrie.

Du jour au lendemain, la banque centrale de la neuvième économie mondiale et du troisième producteur de pétrole, dont le PIB s'élevait à plus de 2 100 Mds\$, s'est retrouvée exclue des systèmes bancaires et de paiement mondiaux.

Les sanctions ont été appliquées au-delà du secteur de la finance et des banques, et ont inclus des interdictions sur les exportations russes, l'interdiction d'accéder aux marchés de l'assurance des navires (comme moyen d'interdire de façon efficace les livraisons de pétrole) et des interdictions sur les exportations vers la Russie, notamment sur l'équipement de haute technologie, les semi-conducteurs et les biens de consommation populaires.

Les grandes entreprises américaines et occidentales, de Shell Oil à McDonald's, ont été poussées à cesser leurs activités en Russie, ce que nombre d'entre elles ont fait.

Laissez-nous en dehors de ça

Mais une grande partie du reste du monde a refusé de se plier aux sanctions financières dictées par Etats-Unis et l'Union européenne. La conférence au sommet des ministres des Finances du G20, qui s'est tenue à Bangalore, en Inde, fin février, en a été la meilleure preuve.

Les sanctions financières sont difficiles à imposer. Elles nécessitent une coopération à grande échelle de la part

de nombreux pays, afin d'éviter les fuites et les contournements allant à l'encontre des objectifs de ces sanctions.

Les Etats-Unis savaient qu'ils pouvaient compter sur des Etats vassaux tels que l'Allemagne, la France, le Japon et le Royaume-Uni pour accepter de mettre en œuvre ces sanctions. La conférence des ministres des Finances du G20 représentait le moment idéal pour renforcer la coopération et obtenir le consensus de pays importants tels que le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Arabie saoudite.

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a assisté à la conférence du G20 et a fait pression pour former un front uni contre la Russie. Elle a échoué.

La Chine, la Russie et l'Inde ont refusé d'approuver la déclaration finale proposée. Pour la deuxième fois seulement dans son histoire, le G20 n'a pas été en mesure de publier un communiqué final reflétant le consensus des participants.

La force du nombre

Les Etats-Unis ont beau être la plus grande économie du monde (avec un PIB de 25 000 Mds\$ environ), leur part du PIB mondial, mesurée en pourcentage, diminue chaque année, alors que de grandes économies en développement comme l'Inde, le Brésil, la Chine et l'Indonésie ne cessent de monter en puissance.

En fait, les quatre plus grandes économies en développement du monde (la Chine, l'Inde, la Russie et l'Iran) ont un PIB combiné supérieur à celui des Etats-Unis. Si l'on ajoute les trois suivants (Brésil, Mexique et Indonésie) à ce groupe d'économies en développement, l'écart par rapport aux Etats-Unis s'accroît encore de 4 600 Mds\$. Collectivement, ces pays sont bien trop importants pour être ignorés.

Et ce n'est pas qu'une question de taille. Ces mêmes économies en développement peuvent influencer les prix mondiaux de matières premières essentielles telles que le pétrole, le gaz naturel, le soja et les produits manufacturés, notamment les automobiles et les technologies de communication. C'est pourquoi la prise à partie de ces pays dans les sanctions financières à l'encontre de la Russie est essentielle.

Si ces économies en développement ne veulent pas participer à l'exécution de ces sanctions, les partenaires commerciaux de la Russie seront beaucoup trop nombreux pour que les sanctions soient efficaces. Et c'est exactement ce qu'il se passe.

Les affaires sont les affaires

Le fait est que le monde est bien plus fracturé que les Etats-Unis ne l'avaient anticipé. Cela ne veut pas dire que ces pays soutiennent nécessairement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Mais ils ne veulent pas que les sanctions américaines perturbent leurs relations commerciales avec la Russie, dont ils dépendent. Ils ne veulent pas nuire à leur économie pour une raison qui ne les concerne pas et qui trouve ses origines à l'autre bout du monde.

Prenons l'exemple de l'Inde et de la Chine. Ce sont les principaux acheteurs du pétrole que la Russie aurait, sans guerre, vendu à l'Europe. La Chine elle-même vend des automobiles, des semi-conducteurs et des machines à la Russie.

Dans le même temps, la Turquie a considérablement développé ses exportations vers la Russie, tandis que l'Iran lui vend des armes, notamment des drones « kamikazes » qui agissent comme des missiles de croisière qui peuvent s'attarder au-dessus de leurs cibles.

Outre les failles et les limites inhérentes au processus de sanctions mené par les Etats-Unis, ce manque de coopération de la part des principales économies en développement affaiblit considérablement l'impact des sanctions.

Le boomerang des sanctions

Et surtout, plus ces économies neutres feront affaire avec la Russie, moins elles auront besoin de dollars américains comme moyen d'échange. Ainsi, les sanctions américaines ne sont pas seulement un échec, elles contribuent au déclin à long terme du dollar en tant que principale monnaie de paiement dans le monde.

C'est un bon exemple de ce que j'avais annoncé il y a un an, peu après l'invasion russe. Non seulement les sanctions ont échoué (la croissance russe a largement dépassé les attentes et le rouble russe est plus fort qu'avant le début de la guerre), mais elles se sont retournées contre les Etats-Unis et leurs partenaires.

Elles causent des dommages aux économies occidentales et fracturent les institutions multilatérales qui ont été soigneusement construites au cours des quinze dernières années, depuis la crise financière mondiale de 2008. Que s'apprêtent donc à faire les Etats-Unis ? Redoubler d'efforts pour échouer...

Où sont les adultes ?

Fidèles à leur dangereux modèle d'escalade, les Etats-Unis envisagent des boycotts supplémentaires. Sauf que la cible des sanctions n'est plus leur ennemi principal, mais un autre pays qui fait affaire avec l'ennemi, d'une façon qu'ils n'approuvent pas : il s'agit de la Chine.

La Chine envisage de fournir une aide militaire à la Russie, notamment des drones, qui se sont révélés très efficaces sur le champ de bataille.

Les Etats-Unis ont prévenu la Chine que si elle fournissait une telle aide à la Russie, elle s'exposerait à de « graves conséquences » et que les États-Unis lui imposeraient de réelles « sanctions coûteuses ».

L'efficacité des sanctions américaines à l'encontre de la Chine n'est pas prouvée, étant donné que la Russie et la Chine ont coopéré étroitement ces dernières années et que la Chine découple activement son économie de l'économie américaine (et vice versa).

Plus vraisemblablement, les sanctions secondaires imposées à la Chine ne feront que rapprocher la Russie et la Chine et marginaliser encore plus les Etats-Unis. Nous savons tous que l'escalade sur le front militaire est extrêmement dangereuse et pourrait provoquer une guerre nucléaire.

Mais l'escalade sur les fronts financier et économique est tout aussi dangereuse, et pourrait contribuer à une récession mondiale. Les décideurs politiques américains semblent être trop stupides et trop myopes pour envisager l'une ou l'autre de ces perspectives.

Où sont les adultes ?

▲ [RETOUR](#) ▲

Le modèle économique américain s'effondre

James Howard Kunstler 18 mars 2023





L'argent est tout ce qu'il y a de plus théorique... jusqu'à ce qu'il ne le soit plus.

Le papier-monnaie n'est déjà pas une bonne chose, comme la France l'a appris sous la tutelle du vaurien John Law au début des années 1700. La nation était ruinée, épuisée par des guerres insensées et croulait sous une dette insupportable.

Monsieur Law, un génie écossais (le Jerry Lewis de l'économie politique), a débarqué à Paris, a ensorcelé le

régent Duc d'Orléans, a mis en place un moteur de crédit magique alimenté par des rêves de richesses incalculables qui allaient jaillir des vastes terres nouvellement découvertes appelées Louisiane en amont du fleuve Mississippi et la finance moderne était née !

La bulle du Mississippi a rapidement ruiné la France et donné à la finance une telle mauvaise image que le mot "banque" n'a pas pu être utilisé dans la société polie pendant un siècle.

L'inflation monétaire est apparue pour la première fois depuis l'époque romaine - un tour beaucoup plus facile avec des billets de banque en papier imprimé qu'avec des pièces d'argent - mais l'effet a été le même : l'évaporation de la "richesse" (qui est ce que l'argent est censé représenter).

Au plus fort de la crise, le commerce de l'or a été criminalisé, mais la coutume et l'habitude l'ont si facilement contourné que la Couronne a dû le légaliser à nouveau. La frénésie du début à la fin n'a duré que quelques années, mais la nation a été mise sur la voie qui mènerait finalement à la révolution.

Law a fini ses jours en organisant des jeux de cartes à Venise.

Les États-Unis

De la même manière, l'État grinçant qu'on appelle aujourd'hui les États-Unis a donné naissance à de nombreuses nouvelles incarnations de John Law, alors qu'il passait du statut d'"arsenal de la démocratie" - vous savez, fabriquer de vraies choses - à celui de pays imaginaire, où les licornes galopent sur des arcs-en-ciel conjurés par la magie informatique et les souhaits utopiques d'équité, de diversité et d'inclusion.

Le poids des richesses précédemment accumulées a entretenu ces rêves longtemps après que nous ayons abandonné l'activité rude et désordonnée qui consiste à fabriquer des choses, et donc à générer de vraies richesses. Mais aujourd'hui, le klaxon retentit, signalant la fin du temps des rêves, et la nation se réveille dans une maison délabrée où le plancher cède sous le lit.

Le pourrissement était évident dans l'architecture bancaire fondée sur le papier du Trésor américain (bons, billets, obligations), car la hausse des taux d'intérêt a fait baisser le prix de tous les titres de créance émis précédemment à des taux inférieurs. Or, c'est sur ces titres que les banques gardaient généralement l'argent des déposants.

Ainsi, lorsqu'il s'est avéré nécessaire de déclarer un problème de bilan, et qu'il a fallu trouver des liquidités pour le couvrir, le papier du Trésor n'a pu être vendu qu'à perte, le passif a dépassé l'actif, la nouvelle s'est répandue, les déposants se sont précipités pour mettre en sécurité l'argent de leurs comptes et c'est ainsi que la banque, en l'occurrence la Silicon Valley Bank, a été la première à s'effondrer.

Un château de cartes

Comme les banques existent aujourd'hui dans une vaste matrice d'obligations interconnectées - des promesses de

payer ceci et cela - la crainte grandit que la pourriture d'une banque, comme la SVB, contamine de nombreuses autres banques qui ne sont plus en mesure de tenir leurs promesses de payer ceci et cela, conduisant à une floraison de choses qui ne sont pas payées.

Pour une économie, c'est à peu près la même chose que le sang qui cesse de circuler dans un corps.

Comme si toutes les opérations autour de la finance dans ce pays n'étaient pas déjà suffisamment bancales et dégénérées, **le prétendu président vient d'annuler purement et simplement l'aléa moral. C'est désormais officiel : À partir de maintenant, il n'y aura plus de conséquences pour les fraudes bancaires, les mauvaises décisions, l'insouciance fiduciaire, les transactions personnelles ou tout autre risque lié à la gestion de l'argent d'autrui.**

Renflouer la Silicon Valley Bank et la Signature Bank de luxe de Barney Frank signifie que le gouvernement devra désormais renflouer toutes les banques chaque fois qu'il y aura un problème.

Le problème, bien sûr, c'est que le gouvernement n'a pas les moyens de renflouer toutes les banques. Son seul recours est de demander à la Réserve fédérale d'appeler de l'argent frais d'un éther magique où l'illusion de la richesse est conjurée pour masquer des fissures de plus en plus grandes dans la matrice de racket que l'Amérique est devenue.

Cela se traduira rapidement par une perte de valeur des dollars américains, c'est-à-dire par une accélération de l'inflation, ce qui est la façon dont la nature vous punit lorsque votre gouvernement ment et prétend qu'il a une mauvaise situation bien en main.

Les Jupiter et Minerve de la banque américaine

Dans de telles situations (comme en 2008-09), la pratique veut que les autorités gouvernementales - qui sont censées régir le monde bancaire comme des dieux - se précipitent à la rescousse de ces entreprises avec des "liquidités", de l'argent (ou des représentations de l'argent) nécessaires pour rééquilibrer les choses ou peut-être donner l'impression d'un rééquilibrage jusqu'à ce qu'une autre solution puisse être trouvée.

Les Jupiter et Minerve de la banque américaine, Jay Powell et Janet Yellen, ont été confrontés à ce type d'appel à l'intervention divine au cours du week-end, alors que la peur s'infiltrait dans tous les coins et recoins du monde de l'argent et que la richesse s'envolait dans la conflagration tant redoutée de la benne à ordures qu'était devenu le secteur bancaire.

Dimanche matin, Mme Yellen a déclaré à CBS News : "Pas question de renflouer", mais dans l'après-midi, M. Powell s'est écrié : "Pas question de renflouer", et ils ont dû mettre les choses au point. Ils ont offert 25 milliards de dollars pour renflouer les déposants d'un système qui couve et qui aura sans doute besoin d'au moins mille milliards de dollars de liquidités pour éteindre les incendies qui se propagent.

Une chose semble sûre : les hausses de taux d'intérêt dont M. Powell parlait avec tant d'assurance il y a quelques jours à peine ont été rangées dans son dossier intitulé "Fuggeddabowdit". La campagne de lutte contre l'inflation doit donc maintenant céder le pas à la nécessité urgente de créer beaucoup d'argent pour éteindre ces incendies.

Le modèle économique américain s'effondre

Vous avez peut-être remarqué que la valeur de votre argent a glissé au cours de l'année écoulée. Le beurre de cacahuète à cinq dollars le pot, et tout le reste. La situation actuelle garantit en quelque sorte que ce phénomène va se poursuivre.

Les dieux de l'argent auront alors perdu le contrôle de la console des taux d'intérêt.

Il n'y aura plus de boutons cassés à manipuler. La poursuite de l'inflation incitera les détenteurs de titres du

Trésor américain à se débarrasser de ce qu'ils peuvent tant qu'il y a encore de la valeur à récupérer. Mais les États-Unis doivent émettre plus de dette pour tous les renflouements et les acheteurs théoriques de la nouvelle dette augmenteront forcément les taux pour suivre l'inflation... et pourtant les États-Unis ne peuvent pas supporter le fardeau de payer des intérêts plus élevés sur leur dette.

Il semble que le modèle de gestion des États-Unis soit en train de s'effondrer sous nos yeux.

Heureusement, le capitaine "Joe Biden" est à la barre de cette barge d'ordures fumante. Sa salle de conférence remplie de génies est prête à apporter la solution à notre problème : la monnaie numérique des banques centrales, mythifiée depuis longtemps - un rêve devenu réalité pour les tyrans en puissance... le Godzilla des licornes hennissant au sommet du plus grand arc-en-ciel de tous : la promesse d'un argent magique sans fin pour tout le monde, pour toujours.

Tout ce que vous avez à faire pour l'obtenir, c'est.. : Abandonner votre pouvoir de décision sur votre propre vie. Le gouvernement regroupera les quelques biens qui vous restent sur un compte de la CBDC, vous dira exactement à quoi le dépenser et fermera votre petite carte si vous montrez des impulsions contraires.

Ils peuvent essayer. Je doute que cela fonctionne. Au lieu de cela, le gouvernement va fondre dans sa propre flaque rance d'insolvabilité, la méta-griffe va s'arrêter et ce sera chacun pour soi dans le Palais du Chaos en ruine pendant un certain temps... jusqu'à ce que les choses se reconstruisent de manière émergente.

Mais je m'avance un peu. Il n'est pas encore dix heures lundi matin. Oh, et puis il y a l'Ukraine...

▲ [RETOUR](#) ▲

.Assassins financiers

De l'effondrement des banques aux CBDC, en passant par la démolition contrôlée de la finance américaine...

Joel Bowman 18 mars 2023



Joel Bowman, en provenance de Buenos Aires, Argentine...



"Le sauvetage de la Silicon Valley Bank par la Fed nous rapproche-t-il d'une monnaie numérique de banque centrale ?

C'est un sujet que nous avons déjà abordé dans les pages de ce week-end... et que Dan Denning, analyste

macroéconomique de BPR, a posé dans la note de recherche d'hier soir aux membres payants. Nous y reviendrons plus loin, ainsi que sur ce que cela pourrait signifier pour votre argent. Mais d'abord, un rapide coup d'œil sur les marchés...

Commençons par les mauvaises nouvelles... et revenons à la lumière.

Synthèse du week-end

Les inquiétudes concernant le risque systémique dans le secteur bancaire ont mis les traders sur les dents cette semaine et ont fait plonger les actions dans le rouge lors de la séance de vendredi. L'indice Dow Jones Industrial Average a chuté de plus de 400 points au cours de la journée pour finalement terminer la séance en baisse de 384 points, soit 1,2 %. Le S&P 500 et le Nasdaq ont clôturé en baisse de 1,1 % et 0,7 % respectivement.

Sur la semaine, les trois principaux indices ont été mitigés. Le Dow Jones a terminé en légère baisse, -0,2 %, tandis que le S&P 500 a terminé en hausse de 1,4 %. Le Nasdaq, quant à lui, a réalisé sa plus forte performance hebdomadaire depuis début janvier avec une hausse de 4,4 %.

Sur l'année, les trois grands sont les suivants : Dow -3,85 %, S&P 500 +2,4 % et Nasdaq +12 %.

Pendant ce temps, l'or, cette relique barbare qui ne va nulle part et ne fait rien, a connu une semaine résolument tournée vers l'action. Le métal de Midas a gagné 60 dollars l'once au cours de la seule journée de vendredi, franchissant ainsi le seuil psychologique des 2 000 dollars l'once. Il s'est négocié pour la dernière fois aux alentours de 2 010 dollars l'once, en hausse d'environ 150 dollars l'once, soit 8,9 % pour l'année.

L'or a également atteint de nouveaux records en dollars australiens (AUD\$2 965/oz) et en livres sterling (£1 570/oz).

Aussi impressionnant que cela puisse paraître, ce n'est rien comparé aux performances affichées dans le monde de la cryptographie. Le Bitcoin, qui domine le marché, a gagné 4 600 dollars cette semaine. À 26 800 \$ BTC, il est en hausse de 60 % depuis le début de l'année. Du moins, c'était le cas la dernière fois que nous avons regardé. Il pourrait être n'importe où à l'heure où vous lisez ces lignes. On se souvient des paroles prophétiques du grand **Friedrich Hayek** lors d'une interview qu'il a donnée à l'université de Fribourg en 1984.

"Je ne crois pas que nous aurons à nouveau de la bonne monnaie avant de l'avoir retirée des mains du gouvernement", a-t-il déclaré à son interlocuteur. "Mais nous ne pouvons pas l'enlever violemment des mains du gouvernement. Tout ce que nous pouvons faire, c'est introduire, de manière sournoise et détournée, quelque chose qu'ils ne peuvent pas arrêter".

Bien sûr, il y a un monde de différence entre une monnaie numérique de marché libre - qui vit et meurt dans la mesure où elle donne la priorité et répond aux demandes du monde réel comme la vie privée et la sécurité - et une Fed Coin émise par le gouvernement, qui n'est guère plus qu'un outil d'oppression et de contrôle direct de l'État entre les mains d'assassins financiers.

Yellen dans les banques

Ce qui nous ramène à la question de ce que notre ami de Laramie a appelé la "démolition contrôlée" du système financier... et les "solutions" de la CBDC proposées par le gouvernement.

Voici Dan avec un peu de contexte...

La Silicon Valley Bank et la Signature Bank sont devenues en quelques jours les deuxièmes et troisièmes plus grandes faillites bancaires de l'histoire des États-Unis. À l'époque, les actifs de la SVB s'élevaient à

209 milliards de dollars. Les actifs de la Signature Bank s'élevaient à 118 milliards de dollars. La plus grande faillite bancaire de l'histoire des États-Unis a été celle de Washington Mutual en 2008, pour un montant de 307 milliards de dollars (il serait d'environ 386 milliards de dollars en monnaie d'aujourd'hui, corrigée de l'inflation).

La mauvaise nouvelle, c'est qu'il y a encore beaucoup de fausses richesses à détruire. Et vous ne serez protégé que si vous faites partie de la classe "too big to fail" de Washington/Wall Street/Silicon Valley. La secrétaire d'État au Trésor, Janet Yellen, l'a clairement indiqué en début de semaine lorsqu'elle a déclaré devant le Congrès que les déposants des banques locales ne seraient pas renfloués ou "rétablis" par des garanties gouvernementales parce que ces banques ne sont pas "trop grandes pour faire faillite".

Pour référence, voici le sénateur James Lankford, de l'Oklahoma, qui demande à Mme Yellen pourquoi le gouvernement fédéral incite les gros déposants à retirer leurs fonds des banques locales pour les placer dans les mains concentrées d'"acteurs agréés".



Avatar Twitter pour @TheChiefNerd

Chef Nerd @TheChiefNerd

Le sénateur James Lankford fait pression sur Janet Yellen au sujet des exceptions spéciales de la FDIC qui accélèrent la consolidation des grandes banques.

"Nous avons vu les fusions de banques au cours de la dernière décennie. Je crains que vous ne soyez sur le point d'accélérer ce processus en encourageant toute personne ayant un dépôt important dans une..."

<https://t.co/p4pgOXyDDf>

Image

6:25 PM · Mar 16, 2023

2,239Likes719Retweets

Outils et marionnettes

À ce stade, un cynique (c'est-à-dire nous) pourrait être tenté de penser que le système est intentionnellement stressé au point de s'effondrer, de sorte que la richesse s'écoule entre des mains de moins en moins nombreuses... des mains qui se prêtent davantage (devons-nous poser ?) au type de "conseils" qu'un gouvernement omniscient, omniscient et descendant a l'habitude de fournir.

Des outils, en d'autres termes. Des acteurs quasi étatiques. Des marionnettes. Des suzerains financiers embauchés pour mettre en œuvre le type de grand redémarrage qui a été proposé, ouvertement, par les voyous du Forum économique mondial.

Ce qui nous ramène à la question de Dan : **Tout cela nous rapproche-t-il d'une CBDC ?**

Oui, d'une manière très simple. Si la politique gouvernementale favorise les grandes banques au détriment des petites, les déposants transféreront leur argent des petites banques vers les grandes (Bank of America, JP Morgan, Chase, Wells Fargo).

Avec le temps, il y aura moins de banques et moins de concurrence. L'épargne nationale sera concentrée dans une poignée de grandes institutions. Il sera alors plus facile de forcer les épargnants à adhérer à une CBDC le

moment venu. Et n'oubliez pas que la Fed est détenue et contrôlée par les grandes banques.

Par coïncidence, la Fed a annoncé mercredi qu'elle lancerait son service FedNow en juillet. Ce n'est pas (encore) une CBDC. Mais c'est un précurseur nécessaire. D'après l'annonce :

Grâce aux institutions financières participant au service FedNow, les entreprises et les particuliers pourront envoyer et recevoir des paiements instantanés à tout moment de la journée, et les destinataires auront un accès complet aux fonds immédiatement, ce qui leur donnera une plus grande flexibilité pour gérer leur argent et effectuer des paiements urgents.

L'ouverture du système de paiement de la Fed à un plus grand nombre d'institutions - et, par leur intermédiaire, au grand public - est un moyen d'attirer davantage de personnes dans ces institutions. Et dans la mesure où le transfert d'argent est moins cher et plus rapide, c'est une victoire pour les consommateurs. C'est aussi un piège à souris avec un fromage facile.

Une fois que vous êtes dans le système, vient la monnaie numérique, la CBDC. Comme nous l'avons déjà écrit, ce n'est rien d'autre qu'une monnaie basée sur la permission qui donne aux autorités fédérales le pouvoir de contrôler comment et quand vous dépensez de l'argent ou recevez des prestations du gouvernement.

Si c'est la direction que nous prenons... et que tous les panneaux de signalisation indiquent qu'un danger nous guette... la question est de savoir ce que l'on peut faire à ce sujet. Comment mettre son argent durement gagné à l'abri du danger ?

Tom Dyson, directeur des investissements de BPR, nous livre un refrain familier...

~~—Se protéger est simple. Vous voulez soit détenir de vraies richesses (comme l'or et l'argent), soit les créances les plus sûres (comme les bons du Trésor à court terme ou les actions sous-évaluées d'entreprises réelles). Évitez tout le reste.~~

~~—Nous continuons à recommander de détenir beaucoup d'or physique et de bons du Trésor. Par mesure de précaution supplémentaire, je ne suggérerai plus les CD bancaires assurés par la FDIC comme alternative aux bons du Trésor.~~

~~—À l'exception d'un petit fonds de caisse pour payer les factures, Kate et moi ne gardons aucun capital dans le système bancaire, et ce depuis des années. Nos économies sont placées dans de l'or physique, sur Treasury Direct et dans des polices d'assurance vie entière. Il suffit de dix minutes pour ouvrir un compte auprès de Treasury Direct et le relier à votre compte bancaire.~~

~~—Une fois que vous êtes opérationnel, vous pouvez transférer des dollars entre votre compte Treasury Direct et le compte courant de votre banque en quelques clics de souris. Et bien sûr, vous pouvez acheter des bons du Trésor par l'intermédiaire de Fidelity, Schwab ou tout autre courtier important. De nos jours, il n'est vraiment pas nécessaire de conserver un excédent de capital dans une banque. Les banques ne paient pas aussi bien non plus.~~

Le meilleur moment pour commencer à protéger votre épargne était hier. Le deuxième meilleur moment est aujourd'hui. Si vous ne suivez pas encore la stratégie de Dan et Tom, le "Mode de sécurité maximale", trouvez ci-dessous une adhésion qui vous convient et embarquez dès aujourd'hui. Vous serez heureux de l'avoir fait.

Voilà pour le Weekend Wrap d'aujourd'hui. Votre rédacteur au cœur jeune est parti revivre les jours de gloire de sa jeunesse malheureuse en assistant au festival Lollapalooza, ici à Buenos Aires, cet après-midi.

Ce n'est pas parce que nous ne reconnaissons aucun des artistes à l'affiche, que nous n'avons pas de tatouages ou

de piercings sur le visage, et que les têtes d'affiche se produisent après l'heure du coucher, qu'il faut se méfier...

... ne signifie pas que nous ne pouvons pas continuer à nous éclater... à distance sûre et dans le confort relatif de la tente des boissons VIP, bien sûr. (Un ami d'un ami... ne demandez pas.) Avec un peu de chance, nous serons de retour demain avec votre session dominicale habituelle.

D'ici là...

▲ [RETOUR](#) ▲

Peut-on stopper la panique mondiale ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 22 mars 2023



Oui, mais seulement en préparant la prochaine, qui sera probablement bien pire !



Après la vente du Credit Suisse à l'UBS, avec l'intervention de la BNS et avec le soutien des liquidités tombées du ciel partout dans le monde, la question est maintenant de savoir si la banque de 166 ans est le dernier domino à tomber – ou le premier.

Il y a à peine deux semaines, Silicon Valley Bank, un prêteur de niche de taille moyenne en Californie, a fait faillite. Maintenant, c'est le tour de l'une des entreprises les plus célèbres d'Europe à être démantelée.

Le lien entre les deux n'est pas direct. Mais la contagion n'est pas psychologique, elle est réelle.

Les établissements bancaires et le *shadow banking* sont tous atteints du même mal, du même virus. On a essayé de fermer les robinets du dopage monétaire.

Le pire de deux maux

Ceci est connu de toute la *smart money*, des institutionnels : la valeur de marché des actifs financiers mondiaux est détruite par la hausse des taux à laquelle les banques centrales sont condamnées en raison de l'inflation des prix des biens et des services.

La montée de l'inflation, les erreurs de la Fed et de la BCE qui n'ont pas réagi tout de suite, tout cela a créé une situation où le monde est coincé entre deux maux destructeurs.

Si l'inflation monte, elle fracasse les marchés financiers, mais si on monte les taux pour lutter contre

l'inflation... on fracasse les marchés financiers !

La seule différence entre les deux branches de l'alternative, c'est la gestion du temps et des perceptions. Entre deux catastrophes, on n'a le choix que sur les modalités.

Les marchés du monde entier sont en panique.

Toute institution qui a suscité des questions de la part des investisseurs – le Credit Suisse a été troublé pendant des années – est désormais dans le collimateur.

Mais ceci est la *causa proxima*. La cause lointaine – ou *causa remota* – n'est ni la situation du Credit Suisse, ni la panique des spéculateurs.

La probabilité d'autres défaillances est élevée.

Leur nombre et leur ampleur dépendront en partie de la gestion des autorités. Et aussi de la coordination et de la coopération.

Estimer le risque

Si nous avons appris quelque chose de la crise financière de 2008, c'est que les banques et les régulateurs doivent anticiper les problèmes avant qu'ils ne se métastasent, d'une part, et ne deviennent publics d'autre part. Cela ne suffira peut-être pas, mais c'est une condition minimum nécessaire.

Certaines banques régionales aux Etats-Unis se sont livrées aux mêmes pratiques que la Silicon Valley Bank. Elles ont acheté des obligations à long terme avec des taux d'intérêt bas, dont la valeur a maintenant chuté à mesure que les taux d'intérêt sont remontés.

Une étude indique que jusqu'à 190 autres prêteurs pourraient faire faillite aux Etats-Unis !

Les banques et institutions d'autres pays ont fait la même chose, mais en plus avec des passifs de bilan et des leviers malsains ; beaucoup sont coincées sur les dérivés qui sont de fausses assurances que l'on ne peut honorer que par le *dynamic hedging*. C'est-à-dire que l'on ne peut honorer qu'en intervenant sur le marché et en accentuant les écarts destructeurs... quand il y a de la liquidité!

Les *value at risk* qui mesurent les capacités bilantielles explosent.

Les banques et le *shadow banking* sont fragiles et vulnérables au retrait des refinancements apportés par les pairs. Ils ont des problèmes d'accès au dollar qui est leur matière première.

Le chaos actuel est moins lié à la contagion de l'effondrement d'une entreprise qu'à des pertes intégrées qui se cachent dans tous les bilans et les hors bilans des banques.

En raison de l'opacité voulue de la finance, on ne sait pas bien où sont les pertes. On ignore en fait où sont les maillons faibles de la chaîne de Ponzi globale qui s'est développée depuis 2008.

Donc, il va falloir arroser et sur-arroser ce qui va relancer le système et préparer la prochaine crise, bien plus forte, bien plus coûteuse.

En prime :

La part des dépôts non assurés aux Etats-Unis est colossale !



Doug Casey sur « 15-Minute Cities » et vous invitant au prochain verrouillage

par Doug Casey 22 mars 2023



International Man : La « ville en 15 minutes » est un concept d'urbanisme qui se répand rapidement en Amérique du Nord et en Europe. Ils visent à rendre tout - où les gens travaillent, font leurs courses, font leurs études, leurs soins de santé et leurs loisirs - à seulement 15 minutes.

L'idée est que les bureaucrates restreignent - et éventuellement interdisent - l'utilisation de la voiture parce que tout est accessible à pied ou à vélo. L'élimination progressive des hydrocarbures, en général, et des voitures à moteur à combustion interne, en particulier, est l'un des principaux objectifs des hystériques du carbone.

Les critiques soutiennent également que les villes de 15 minutes permettront à terme une surveillance et un contrôle total de la vie des gens, car les gouvernements les associeront inévitablement à un système de crédit

social ESG et aux monnaies numériques de la banque centrale.

Que pensez-vous du concept de ville en 15 minutes ?

Doug Casey : C'est de l'ingénierie sociale portée à un nouveau niveau, en essayant de réformer la façon dont les humains agissent et vivent. En fait, c'est de l'ingénierie sociale qui s'exprime sous la forme de génie civil, plaçant les gens dans le genre de maisons, d'environnements et de lieux que les élites – je veux dire les parasites – préfèrent.

C'est comme si toute la race humaine jouait un rôle dans le film de Jim Carrey *The Truman Show*. Mais c'est beaucoup trop bénin. La façon dont ils essaient de réformer les villes et de forcer les gens à rester en place dans certaines zones ressemble plus au panoptique, qui était une sorte de prison où tout le monde pouvait être observé facilement par les gardes à tout moment.

Bien sûr, garder tout le monde dans un rayon de 15 minutes de chez soi semble pratique, accueillant et semblable à une petite ville. Mais cela rend les choses beaucoup plus pratiques pour l'intelligence artificielle pour surveiller où se trouve tout le monde. Pas seulement dans leurs véhicules non plus, car la prochaine étape dans cette voie sera de rendre souhaitable pour tout le monde d'avoir une puce implantée afin que les corps individuels puissent être surveillés. Le concept de ville de 15 minutes n'est qu'une étape sur la voie de quelque chose de beaucoup plus dystopique.

International Man : Les villes de 15 minutes ont reçu un gros coup de pouce de l'hystérie Covid alors que de nombreux conseils municipaux et maires ont cherché à repenser les espaces urbains au milieu des fermetures.

Le concept s'est répandu dans de nombreuses régions d'Amérique du Nord et d'Europe, avec des plans pour transformer des parties des plus grandes villes en de nombreuses zones urbaines de 15 minutes. Nous avons déjà vu cela se produire à Ottawa, à Oxford et dans d'autres grandes villes.

Que se passe-t-il vraiment ici ?

Doug Casey : C'est une question de contrôle, mais cela ne sera pas vendu comme un type de contrôle militaire « vous devez faire ceci ». Ce sera un type de contrôle doux, « faites-le pour votre propre bien ». Et, bien sûr, cela fait partie de la folie climatique générale pour le bien supposé de la Terre Mère. L'idée est d'amener les gens à rester en dehors de leur voiture et, d'ailleurs, à éviter les avions et même les transports en commun.

Il sera vendu comme un excellent moyen d'apprendre à connaître vos voisins, de marcher et peut-être de faire du vélo. Ils essaient de ramener le monde à l'époque médiévale où personne n'allait à plus de 15 minutes de chez eux. Parce que non seulement ils n'étaient pas censés le faire, mais il pourrait y avoir des dragons au-dessus de la colline suivante.

International Man : L'élite mondiale ne veut pas que la plèbe soit aussi mobile qu'avant.

Ces dernières années, nous avons vu de plus en plus de restrictions de voyage. L'hystérie de Covid a créé un précédent pour l'utilisation des verrouillages comme politique officielle et a introduit de nombreuses restrictions de voyage déroutantes. L'hystérie du carbone sert aussi de prétexte à toutes sortes de propositions pour limiter et restreindre les déplacements. La tendance actuellement en marche prend de l'ampleur.

Comment voyez-vous les villes de 15 minutes dans le contexte de cette tendance ?

Doug Casey : Les gens sont beaucoup plus faciles à contrôler si vous savez où ils se trouvent à tout moment. Et l'élite - encore une fois, ce sont des parasites qui ne produisent rien ou ne servent à rien - veulent que la plèbe

reste en place, pas seulement physiquement, mais psychologiquement, économiquement et politiquement.

Ils préféreraient vivre dans un monde où des endroits comme la place Saint-Marc à Venise, le Machu Picchu et le Grand Canyon ne sont pas submergés par le *hoi polloi* car ils observent de nouveau leurs zones de voyage de 15 minutes et respectent les exigences. qui leur permettent de dépenser seulement un certain nombre de livres de carbone.

Ce sera beaucoup plus pratique pour les parasites d'un point de vue personnel, en plus de leur donner beaucoup plus de contrôle.

International Man : Le Forum économique mondial (WEF) a fait la promotion des villes à 15 minutes.

Pourquoi s'intéressent-ils à ce sujet ?

Doug Casey : Dans le passé, les Nations Unies ont fourni le premier forum permettant aux gouvernements de se réunir et de palabrer sur la manière de restructurer le monde. Mais l'ONU, heureusement, tombe dans l'oubli. Ce n'est plus qu'un club coûteux pour les fonctionnaires de niveau intermédiaire qui souhaitent passer leurs vacances à New York tout en jouant les gros bonnets et en se connectant avec d'autres bureaucrates ambitieux.

Le Forum économique mondial s'adresse aux vrais puissants.

Le WEF, cependant, a besoin d'une raison d'exister. Ces gens aiment le pouvoir et l'argent. Ils aiment naturellement socialiser les uns avec les autres, se gratter le dos et se considérer comme les maîtres de l'univers. Maintenant qu'ils ont appris à se connaître au WEF et qu'ils ont clairement pris les rênes du monde occidental au moins, ils ne sont plus là uniquement pour socialiser. Ils ont beaucoup de grands projets pour la plèbe.

Le concept de la ville de 15 minutes est l'un des nombreux volets d'attaque qu'ils ont lancés pour conquérir le monde, aussi scandaleux que cela puisse paraître.

International Man : Compte tenu de tout ce dont nous avons discuté, [que peut faire l'individu moyen](#) pour sauvegarder sa souveraineté en général et sa liberté de voyager en particulier ?

Doug Casey : Tout d'abord, essayez de déménager dans une zone rurale où vous êtes beaucoup plus maître de votre propre vie, et où vous n'êtes pas entouré de milliers de personnes qui pourraient vous traiter de non-conformiste et pourraient facilement devenir hystérique.

La deuxième chose est de devenir aussi riche que possible, car avoir des actifs vous aide à vous isoler à la fois des élites parasites et de la *capite censi* .

Et la troisième chose que vous pouvez faire est de résister de toutes les manières possibles. S'exprimer et faire savoir aux autres qu'ils ne sont pas les seuls à penser que ce qui se passe est en fait mauvais. Mais reconnaissez les risques de le faire.

Nous ne pouvons pas changer les tendances de l'histoire. L'atmosphère dans le monde d'aujourd'hui ressemble à celle des premiers jours de la guerre civile américaine ou des premiers jours de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale. Les seins deviennent bêtement hystériques, enthousiastes à «s'unir» pour combattre un ennemi réel ou imaginaire, et marchant ensemble au pas. Un virus mental géant est en passe de capturer la plupart des gens.

Nous vivons une époque vraiment dangereuse.

▲ [RETOUR](#) ▲

La crise bancaire - et les dollars de Biden

Jim Rickards 20 mars 2023



La plus grande erreur qu'un analyste ou un investisseur puisse commettre actuellement est de croire que la crise bancaire est terminée.

Les vétérans de telles crises (et je m'inclus dans cette catégorie) savent qu'une fois que les dominos commencent à tomber, ils continuent à tomber jusqu'à ce qu'une intervention gouvernementale d'un type particulièrement draconien soit imposée.

La Réserve fédérale, la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), le Trésor américain et la Banque nationale suisse ont pris des mesures réglementaires importantes, mais ces mesures ont été temporaires et rapidement suivies de nouvelles faillites.

Cette situation va perdurer.

Au cours des deux dernières semaines, nous avons assisté aux faillites successives de la Silvergate Bank (une passerelle vers le monde de la cryptographie), de la Silicon Valley Bank, de la Signature Bank (une autre passerelle cryptographique vers le monde bancaire), de la First Republic Bank et du géant Credit Suisse.

Certaines de ces faillites ont été gérées par des interventions réglementaires, d'autres par des renflouements privés et d'autres encore par des prêts-relais de la banque centrale. Mais dans tous les cas, la banque cible avait fait faillite ou était au bord de la faillite. Il est important de garder à l'esprit que les crises de ce type ne se terminent pas en quelques jours ou en quelques semaines.

Cela pourrait durer un an ou plus ?

Une panique lente qui dure un an ou plus est plus typique. La crise financière de septembre 1998 impliquant Long Term Capital Management a en fait débuté en Thaïlande par une dévaluation de la monnaie en juin 1997.

La faillite de Lehman Bros. en septembre 2008 a été le point culminant d'une panique qui a commencé à l'été 2007 avec des pertes sur des prêts hypothécaires et une ruée sur une banque française. Cette panique s'est poursuivie avec la faillite de Bear Stearns en mars 2008 et la double faillite de Fannie Mae et Freddie Mac en juin 2008.

En d'autres termes, les paniques peuvent durer un an ou plus avant d'être finalement écrasées par une intervention réglementaire massive. Selon cette mesure, la crise actuelle a commencé en mars 2023 avec l'effondrement de Silvergate et pourrait durer jusqu'au début de 2024 avant que les problèmes ne soient résolus.

Les pertes non réalisées sur les titres détenus par les banques assurées par la FDIC dépassent 620 milliards de dollars. C'est le montant du capital bancaire qui serait anéanti si les banques étaient obligées de vendre ces titres pour répondre aux demandes des déposants qui veulent récupérer leur argent.

Cela entraînerait de nouvelles faillites bancaires et prolongerait indéfiniment la panique qui a commencé ce mois-ci.

Quel est le rapport avec les dollars de Biden ?

J'ai beaucoup écrit ces derniers temps sur ce que j'appelle les Biden Bucks. C'est le terme que j'emploie pour désigner la monnaie numérique de la banque centrale (CBDC) que le gouvernement prépare au moment où j'écris cet article.

Quel est le rapport avec les Biden Bucks ? Eh bien, beaucoup, comme il s'avère...

Qu'il s'agisse d'un compte CBDC ou d'un compte courant ne change pas grand-chose. D'un point de vue comportemental, les ruées sur les banques ne sont pas différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient dans les années 1930.

Il s'agit d'une perte de confiance, de peur, de ne pas vouloir être la dernière personne à sortir d'un bâtiment en feu, de rumeurs, de bouche à oreille et d'une foule de facteurs psychologiques qui font partie de la nature humaine.

Cet aspect n'a pas changé depuis au moins le 14^e siècle, avec la faillite des banques Bardi et Peruzzi vers 1345.

Ce qui a changé, c'est la technologie. Marshall McLuhan a déclaré dans les années 1960 que dans le village global, tout le monde sait tout en même temps. Il avait raison. Cela signifie que lorsqu'une ruée sur les banques commence, la réaction est immédiate.

La différence avec les années 1930, c'est qu'on ne fait pas la queue au coin de la rue en attendant de pouvoir demander de l'argent au guichetier. Vous sortez votre iPhone, faites quelques tapotements et, qu'il s'agisse de Venmo ou d'un virement bancaire, l'argent est sur le point de sortir.

Les ruées sur les banques à l'ère numérique

La semaine dernière, j'ai parlé à un homme qui transférait 8 milliards de dollars de la Signature Bank par l'intermédiaire de la plateforme de paiement numérique SigNET. Il a envoyé son virement il y a deux jeudis, mais tout est resté dans les limbes du jeudi soir au lundi matin. Personne ne savait si les virements avaient été effectués ou non. Lundi dernier, ils l'ont été.

Qu'il s'agisse d'un simple déposant disposant de 1 000 dollars ou d'un gros bonnet disposant de 8 milliards de dollars, tout le monde a transféré de l'argent en ligne en même temps. En ce sens, les CBDC n'ont pas beaucoup d'importance.

Qu'il s'agisse d'une CBDC, de Venmo, d'un virement bancaire ou d'espèces provenant d'un guichet automatique, tout le monde encaisse en même temps via les canaux numériques. La seule exception à cette règle est constituée par les initiés qui peuvent voir l'effondrement avant le public. Ils ont tendance à retirer tout leur argent. (Avec un peu de chance, certains d'entre eux finiront derrière les barreaux, mais ne retenez pas votre souffle).

Mais les CBDC ont un impact énorme qui est entièrement nouveau et qui les distingue de ce qui est décrit ci-dessus...

Les CBDC sont programmables et contrôlées par le gouvernement.

Prisonniers de l'argent

Cela signifie que lorsqu'une ruée se développe, le gouvernement peut l'arrêter simplement en gelant les transferts des comptes des CBDC. Il peut même récupérer des transferts antérieurs.

Comme le gouvernement contrôle le grand livre de la CBDC, il peut voir où sont allés les retraits anticipés et simplement les réintégrer sur le compte de la banque en faillite et les débiter des comptes des personnes transférées. Le gouvernement peut faire cela en quelques touches, car il voit tout.

Cela signifie qu'une fois que le Biden Bucks est mis en œuvre, vous êtes enfermé dans un système contrôlé par le gouvernement. Vous êtes dans une prison d'argent.

Il ne sert à rien d'entamer une course à la banque car le gouvernement peut suivre vos mouvements et remettre l'argent là où il est parti. C'est l'une des nombreuses façons dont Biden Bucks donne au gouvernement le contrôle total de votre argent et peut surveiller vos pensées et vos mouvements.

Comment riposter ?

Comme nous l'avons vu, nous sommes déjà très surveillés. Les Biden Bucks sont la dernière étape vers un État totalement surveillé et un contrôle total de votre argent.

Les États-Unis se rapprochent de plus en plus d'un gouvernement de type dictatorial. Je sais que cela peut sembler très exagéré, mais je crains que ce ne soit pas le cas. Il s'agit simplement d'une extrapolation des tendances actuelles. Il n'est pas nécessaire d'être un théoricien du complot pour s'en rendre compte.

Et cette tendance est renforcée par les monnaies numériques des banques centrales.

Je conseille d'adopter une variété de monnaies alternatives, y compris l'argent liquide (tant qu'il dure), les pièces d'or, les pièces d'argent, les crypto-monnaies et le troc de matières premières. C'est l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement tente d'éliminer l'argent liquide et de tuer les crypto-monnaies. Il se peut que l'or et l'argent soient les seuls à entrer en ligne de compte. Achetez-les tant que vous le pouvez.

Je vous recommande d'allouer jusqu'à 10 % de vos actifs investissables à l'or ou à l'argent physique comme couverture et comme protection contre un effondrement du secteur bancaire.

Dans l'intervalle, les investisseurs devraient réduire leur exposition aux actions. Le temps viendra de revenir sur le marché des actions. Ce temps n'est pas encore venu.

[▲ RETOUR ▲](#)

.Le Pentagone a menti au sujet du drone

Jim Rickards 21 mars 2023



La semaine dernière, la nouvelle crise bancaire mondiale a fait la une des journaux, à juste titre.

Nous avons assisté à l'effondrement successif de la Silvergate Bank, de la Silicon Valley Bank et de la Signature Bank, ainsi qu'au renflouement de la First Republic Bank et du Crédit Suisse.

Vous pouvez être sûrs que d'autres faillites bancaires sont à venir. Et vous pouvez être sûrs que je ne manquerai pas d'en parler.

Pourtant, la crise bancaire n'est pas le seul événement digne d'intérêt et n'est peut-être même pas le plus important...

L'escalade continue de la guerre en Ukraine, qui nous mène à la troisième guerre mondiale et peut-être à l'anéantissement nucléaire, est nettement plus importante. Pourtant, elle ne reçoit nulle part autant d'attention.

Vous avez entendu parler du récent incident au cours duquel **deux avions de chasse russes ont touché un drone américain** (le MQ-9 Reaper) au-dessus de la mer Noire, près de la Crimée russe.

Les rapports varient sur ce qui s'est passé, mais la version la plus crédible est que les Russes ont mis le drone hors d'état de nuire en déversant du carburant et en touchant l'hélice du drone (située à l'arrière du drone) avec l'un des avions de chasse. L'hélice a naturellement été déchiquetée et le drone est tombé dans la mer.

Si c'est le cas, les pilotes russes ont fait preuve d'un excellent sens du pilotage. À partir de là, l'histoire se complique.

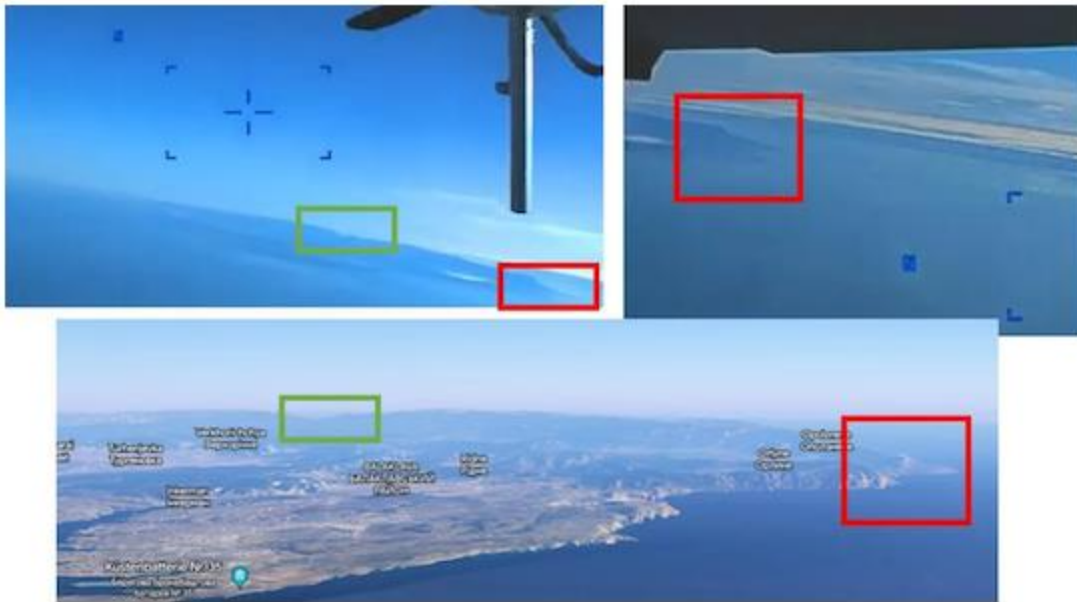
Au milieu de la mer Noire ? Vraiment ?

Les Russes affirment que le drone se trouvait à l'intérieur ou à proximité de l'espace aérien russe. Les États-Unis ne reconnaissent pas la Crimée comme étant russe, il n'y aurait donc pas eu de violation de l'espace aérien du point de vue américain.

Le Pentagone a publié un diagramme de suivi de vol qui montre le drone au milieu de la mer Noire, se mêlant de ses affaires. Il s'agit très probablement d'un mensonge du Pentagone, à commencer par le fait qu'il n'y a pratiquement aucune raison de se trouver au milieu de la mer Noire.

Même en mettant cela de côté, la vidéo du drone lui-même montre clairement qu'il opérait très près de la Crimée au moment de l'incident, et non au milieu de la mer Noire.

Sur ces deux images, on voit clairement la terre en arrière-plan. Cela ne me semble pas être le milieu de la mer Noire. L'image du bas montre le terrain en question sur la péninsule de Crimée.



Là encore, ces deux images ont été prises pendant l'incident lui-même. Le drone opérait clairement au large de la Crimée, et non au milieu de la mer Noire.

Par ailleurs, le drone volait avec son transpondeur éteint, ce qui constitue une violation des directives internationales en matière d'aviation. Un transpondeur permet d'identifier l'aéronef. Pourquoi le transpondeur était-il éteint ? Je vous laisse le soin de le découvrir.

Les États-Unis ne sont pas tout à fait neutres

Quels que soient les détails, il est incontestable que les pilotes russes ont forcé le drone américain à quitter le ciel. C'est la première fois que des avions américains et russes entrent en contact direct et perdent un appareil, même si la Russie n'a pas tiré et que le drone n'était pas piloté.

Mais faut-il s'en étonner ?

Les États-Unis recueillent des renseignements à partir de drones et d'autres aéronefs qu'ils transmettent à l'Ukraine et qui sont utilisés pour cibler les forces russes. Cela fait de nous un belligérant dans la guerre et une cible légitime pour les Russes.

Le sénateur Lindsey Graham ne vous dit pas cela. Il veut vous faire croire que les États-Unis ne faisaient que s'occuper de leurs affaires lorsque ces ignobles Russes ont abattu notre drone. Il veut que les États-Unis ripostent en abattant des avions russes au-dessus des eaux internationales.

Mais le Pentagone a plus ou moins minimisé l'incident, ce qui montre que le calme pourrait prévaloir cette fois-ci.

Le Pentagone souhaite simplement que l'affaire disparaisse, car il ne veut pas avoir à répondre à des questions gênantes à ce sujet.

Mais qui sait où un autre incident de ce genre pourrait mener ?

L'échelle de l'escalade continue

Cet incident n'est que le dernier d'une longue série d'escalades de la part des États-Unis (le coup d'État de 2014, la fourniture de dards, de javelots, de HIMARS, de munitions, de Patriots et la promesse de chars d'assaut) et de la Russie (l'invasion de 2022, l'augmentation des effectifs, les bombardements d'artillerie massifs et d'autres encore).

L'Ukrainien Zelenskyy a également demandé des avions de combat américains F-16 et une intervention encore plus importante des États-Unis.

Les deux parties peuvent se pointer du doigt, mais à un moment donné, les belligérants perdent de vue qui a déclenché l'escalade et se concentrent sur l'escalade elle-même.

Voici un scénario à envisager : **Imaginons** qu'à un moment donné, la Russie commence à gagner la guerre de manière décisive et que l'Ukraine soit au bord de l'effondrement.

Cette hypothèse n'est pas irréaliste compte tenu de la grave pénurie de munitions à laquelle l'Ukraine est actuellement confrontée. Elle manque notamment d'obus d'artillerie, et l'OTAN n'a tout simplement plus grand-chose à lui donner. D'un autre côté, les usines russes travaillent jour et nuit à la production d'obus.

C'est une question de chiffres, et la Russie a les chiffres de son côté. Tôt ou tard, cela se manifestera sur le champ de bataille.

Que feraient alors l'administration Biden et ses alliés de l'OTAN ? Appelleraient-ils simplement Vladimir Poutine et lui diraient-ils "*OK, vous avez gagné*" ?

Et si cette guerre par procuration serait un désastre stratégique plus important pour les États-Unis que l'Afghanistan, l'Irak ou tout autre revers géopolitique depuis le Viêt Nam.

Le désespoir

Si la Russie est sur le point de remporter la victoire, les alliés pourraient faire quelque chose de désespéré, comme envoyer des troupes dans l'ouest de l'Ukraine sous un prétexte humanitaire. La Maison Blanche et ses alliés pourraient le justifier en affirmant qu'il s'agit d'empêcher les crimes de guerre russes contre les civils, ou quoi que ce soit d'autre. Mais cela ouvrirait la voie à un affrontement direct avec les forces russes.

M. Biden et ses alliés pourraient également "encourager" fortement la Pologne à envoyer des troupes dans l'ouest de l'Ukraine pour affronter les Russes. Les Polonais pourraient être notre prochain mandataire. D'ailleurs, les dirigeants polonais pourraient être encore plus anti-russes que les nôtres, ce qui n'est donc pas impossible.

Je ne prédis pas nécessairement tout cela à ce stade, mais ce sont des possibilités réelles que nous devons envisager. Elles sont certainement plus plausibles que la victoire de l'Ukraine, qui n'est pas réaliste. Il semble que même les médias très favorables à l'Ukraine commencent à s'en rendre compte.

La seule vraie question est de savoir comment nous allons gérer la situation.

Mais les jeux de guerre, la théorie et l'histoire indiquent tous que l'escalade mène à la guerre nucléaire.

Les États-Unis ont mené la seule guerre nucléaire de l'histoire du 6 au 9 août 1945. Nous sommes peut-être sur le point d'en déclencher une autre si nous n'y prenons pas garde. Rares sont ceux qui semblent s'en rendre compte.

Malheureusement, il pourrait être trop tard lorsqu'ils s'en apercevront.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La chasse aux icebergs

A la recherche d'ennuis, les fédéraux obtiennent ce qu'ils veulent...

Bill Bonner 17 mars 2023



Bill Bonner nous écrit aujourd'hui de San Martin, en Argentine...



"Le bateau coule ! Aux canots de sauvetage !"

"Je suis désolé, Madame. Juste les passagers de première classe !"

Les autorités fédérales vont renflouer les banques et leurs clients haut de gamme. Les vignobles du gouverneur californien Gavin Newsom auront leur place dans les canots de sauvetage. Il en va de même pour la société pharmaceutique du milliardaire Mark Cuban. Mais sur les ponts inférieurs, ils se croisent, mettent des gilets de sauvetage et espèrent que tout ira pour le mieux.

Silicon Valley Bank... Signature Bank... et maintenant... CNN Business rapporte :

Les marchés mondiaux sont mitigés alors que le Crédit Suisse accepte une bouée de sauvetage de 54 milliards de dollars

Et voici qu'une banque de San Francisco, First Republic, se précipite vers l'auge publique. Wall Street Journal :

Stocks Close Higher on Hopes for First Republic Rescue (Les actions clôturent à la hausse sur l'espoir d'un sauvetage de First Republic).

La banque suisse a été sauvée par la banque centrale de Suisse. La banque américaine a reçu 30 milliards de dollars des autres banques américaines.

Les banques sont en difficulté parce qu'elles se sont laissées entraîner dans l'esprit de la bulle de la Fed. Elles ont fait des prêts risqués. Elles ont acheté des actifs risqués. Et lorsque les taux d'intérêt ont augmenté... et que le risque réel s'est réaffirmé... la mer est devenue agitée et les bateaux ont commencé à couler.

Alors répétons l'exercice.

Disparition de l'argent

...les autorités fédérales ont abaissé les taux à un niveau inférieur à zéro, corrigé de l'inflation ; elles ont maintenu les taux réels à un niveau négatif pendant plus de dix ans.

...les gens ont emprunté...la dette totale des États-Unis dépasse aujourd'hui les 90 000 milliards de dollars.

...les prix à la consommation ont augmenté ; l'inflation est aujourd'hui de 7 % sur une base "empilée" de deux ans.

Ensuite, pour lutter contre l'inflation, la Fed a augmenté le coût de la dette. Les propriétaires doivent désormais faire face à des paiements hypothécaires en hausse de 30 % par rapport à l'année dernière. Les banques constatent que leurs garanties et leurs réserves ont tellement diminué qu'elles ne peuvent plus faire face aux retraits.

Que se passe-t-il ensuite ?

Beaucoup d'investisseurs, de spéculateurs, de banques et d'entreprises se retrouvent dans une situation délicate. Nombre d'entre eux ne peuvent pas payer leurs dettes. Ils font défaut... l'argent disparaît.

Silvergate valait près de 6 milliards de dollars en novembre 21. C'était 6 milliards de dollars de richesse que les gens pensaient posséder. Puis, 16 mois plus tard, la quasi-totalité de cette "richesse" s'est volatilisée. Pouf !

Et le fabricant de camions électriques, Rivian, a chuté de 90 %... 100 milliards de dollars de plus se sont envolés.

La classe moyenne stocke une grande partie de sa richesse dans ses maisons. Solide. Une richesse en briques et en mortier... qui ne disparaîtra pas en cas de crise.

Mais qu'en est-il ? La maison ne disparaît pas... mais la valeur nette disparaît. Selon l'indice Case Shiller de 20 villes, les prix de l'immobilier sont en baisse depuis six mois consécutifs. Seuls 20 % des logements vendus l'année dernière étaient "abordables" sur la base du revenu médian/prix des logements.

Dépassée

La classe moyenne est attaquée sur les deux fronts. Sa richesse diminue en même temps que les prix de l'immobilier. Et son revenu réel diminue à mesure que les prix à la consommation augmentent. Corrigés de l'inflation, les salaires ont baissé pendant 23 mois consécutifs ; depuis près de deux ans, les ménages ordinaires s'appauvrissent. MarketWatch :

La valeur nette du ménage médian est pratiquement nulle", déclare Carl Icahn. Nous avons des problèmes majeurs dans notre économie".

Et maintenant, la classe moyenne va également payer pour le sauvetage des banques. Si les autorités fédérales ne permettent pas à la correction de se poursuivre - avec des faillites bancaires, des défauts de paiement, des faillites et des krachs boursiers - la seule façon plausible de se libérer du fardeau de la dette est l'inflation. Les ménages ordinaires en paieront le prix, sous la forme d'une hausse des prix à la consommation.

Entre-temps, la masse monétaire elle-même diminue. Au cours de l'année écoulée, elle a diminué de 1,7 %. Cela semble peu, mais c'est la plus forte baisse jamais enregistrée.

Et nous pensons que la situation va encore s'aggraver avant de s'améliorer.

Ce que nous avons vu jusqu'à présent n'est que le début de la correction. Sur la base de la relation traditionnelle dette/PIB, nous estimons que l'économie devrait avoir une dette d'environ 40 000 milliards de dollars, et non de 90 000 milliards de dollars. Cela signifie qu'il y a encore beaucoup de mauvaises dettes à prendre en compte.

Et malgré tout le bla-bla... sur les Républicains contre les Démocrates... les conservateurs contre les libéraux... les Noirs contre les Blancs... il n'y a que deux groupes qui comptent vraiment. Il y a les décideurs. Et il y a tous les autres, ceux qui ne décident pas.

Dans une économie honnête et libre, M. Marché place les pertes là où elles doivent être. Vous faites un mauvais pari, vous perdez. Et vous servez de leçon de morale à tous les autres. Nous ne ferons pas ce que cet haltère a fait", se disent-ils les uns aux autres.

Dans une économie malhonnête et non libre, les décideurs répercutent les pertes sur qui ils veulent. Qui paie ? Seriez-vous surpris qu'ils les mettent sur le dos des non-décideurs ?

Et qu'ils se réservent les canots de sauvetage ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le "pivot furtif

Est-ce le moment que nous attendions ?

Bill Bonner 20 mars 2023



Bill Bonner nous écrit de San Martin, en Argentine...



Quelle semaine ! Un autre mélange passionnant d'absurde, d'inquiétant et de sublimement ridicule.

La chose la plus importante qui se soit produite, c'est que la Fed a dévoilé un peu plus de son "pivot furtif". Elle a présenté un programme visant à renflouer les gros déposants des banques en faillite. La FDIC assure déjà les dépôts des petits détenteurs de comptes (moins de 250 000 dollars). Désormais, le nouveau groupe alphabétique - BFTB, ou quelque chose comme ça - va s'occuper des gros détenteurs de comptes. **En d'autres termes, l'ensemble du système bancaire est nationalisé.**

Enfin, pas exactement. Les pertes sont nationalisées. Les bénéfices resteront entre les mains des banquiers.

Qu'est-ce qui se cache derrière tout cela ? Nous nous souvenons de notre vieil ami Richard Russell :

Les autorités fédérales peuvent contrôler les banques dans une large mesure. Ils peuvent contrôler le marché obligataire, dans une certaine mesure. Ils peuvent contrôler le marché boursier, également dans une certaine mesure. Ils peuvent provoquer des booms et déclencher des crises. Mais ils ne peuvent pas faire tout cela tout en contrôlant la valeur de la monnaie. Le dollar est la valeur de pression. Il s'ouvre soudainement lorsque le système a besoin d'être réinitialisé.

Les portes de l'enfer

En fin de compte, lorsque vous dépensez plus que vous ne pouvez vous le permettre, il faut bien que quelque chose se passe. Soit vous vous ruinez. Ou bien, si vous êtes un pays souverain dont

les dettes sont libellées dans votre propre monnaie, vous "imprimez" davantage d'argent pour payer les factures. C'est soit la déflation (lorsque les prix baissent), soit l'inflation (lorsque le dollar baisse). Soit vous protégez la monnaie (et les personnes qui en dépendent) et vous laissez les choses se faire comme elles le peuvent. Soit vous imprimez et dépensez... et vous laissez le dollar aller en enfer.

La semaine dernière, nous avons vu les portes de l'enfer s'ouvrir un peu plus.

Les gros déposants, confrontés à de lourdes pertes, se sont tournés vers la grande Fed pour obtenir de l'aide.

La Fed aurait pu dire : "vous avez choisi l'air, vous dansez sur l'air".

Ou elle aurait pu utiliser une métaphore moins festive : "Vous avez fait votre lit, vous y dormez".

Le monde réel est plein de vérités simples comme celle-là - un sou économisé est un sou gagné ! - des observations... des recommandations... des éclairages qui nous aident à éviter les erreurs.

Mais les autorités fédérales vivent dans un monde factice... une planète de vœux pieux et d'illusions intéressées. Pendant plus de 12 ans, ils ont encouragé les gens non pas à épargner, mais à dépenser.

La solution est toute trouvée

Naturellement, certains d'entre eux se sont ruinés. Mais plutôt que de reconnaître leur erreur, ils ont dit : "D'accord... Nous allons acheter un nouvel orchestre... et changer le lit. Vous avez trop de dettes. Nous allons vous en donner davantage... pour que l'escroquerie continue".

C'est ainsi que la Fed a géré toutes les crises depuis 1987. Elle a soutenu les marchés en leur accordant de plus en plus de crédits, ce qui a entraîné un endettement de plus en plus important, au point que les dettes ne peuvent plus être remboursées à des taux d'intérêt normaux.

Mais aujourd'hui, pour la première fois en 40 ans, la Fed ne se contente pas d'augmenter la dette, de bloquer l'économie et d'enrichir les riches, elle lutte contre l'inflation.

Oui, la roue a tourné. Jerome Powell n'est pas Paul Volcker. 2023 n'est pas 1979. Et la Fed ne poursuivra pas sa lutte contre l'inflation. Elle est allée trop loin sur le chemin de la perdition. Elle ne peut pas revenir en arrière. Alors, quand les choses deviendront difficiles, elle plongera.

Mais le problème est réglé depuis longtemps.

Tout d'abord, le gouvernement fédéral ne fait même pas semblant de protéger le dollar. Il dépense sans compter dans tous les projets farfelus qui se présentent à lui. Cette année, le

déficit devrait s'élever à 1 700 milliards de dollars, soit plus que l'ensemble du budget fédéral en 2002. Les intérêts de la dette atteignent déjà près de 800 milliards de dollars. Ils atteindront bientôt 1 000 milliards de dollars.

Toutes ces dépenses, bien supérieures aux recettes, sont inflationnistes.

Sous pression

La Fed, elle aussi, a déjà bien avancé dans son "pivot furtif". Il y a un mois, elle a discrètement modifié la manière dont elle gère son portefeuille d'obligations issues de l'assouplissement quantitatif. Au lieu de laisser les obligations s'écouler, comme le prévoyait le programme (pour réduire la masse monétaire), la Fed a commencé à les reconduire discrètement... augmentant ainsi l'offre de dette dans le bilan de la Fed.

Dan l'a signalé la semaine dernière :

Cela a brûlé les fils de Twitter toute la nuit. Le resserrement quantitatif a réduit le bilan de la Fed de 625 milliards de dollars lorsqu'il a commencé le 13 avril de l'année dernière. Depuis le 1er mars, il a augmenté de 299 milliards de dollars. Ainsi, 47 % du QT a été effacé dès les premiers signes de crise.

Et même aujourd'hui, un an après le début de la campagne de hausse des taux, le taux directeur de la Fed est toujours bien en dessous du niveau d'augmentation des prix à la consommation. L'IPC "empilé" sur deux ans est d'environ 7 %. Le taux des Fed Funds est inférieur à 5 %. Vous pouvez faire le calcul. Les spéculateurs et les emprunteurs gagnent toujours 2 % nets.

C'est pourquoi le niveau d'endettement continue d'augmenter. Les ménages, les gouvernements, les entreprises - toutes les grandes catégories de dettes augmentent... ce qui accroît la pression sur le système.

Il est très probable que la Fed annoncera publiquement une nouvelle hausse des taux cette semaine... et poursuivra son programme d'inflation sans en faire mention.

▲ [RETOUR](#) ▲

."L'enfer s'est déchaîné"

L'Amérique à la croisée des chemins : misère... ou révolution ?

Bill Bonner 21 mars 2023

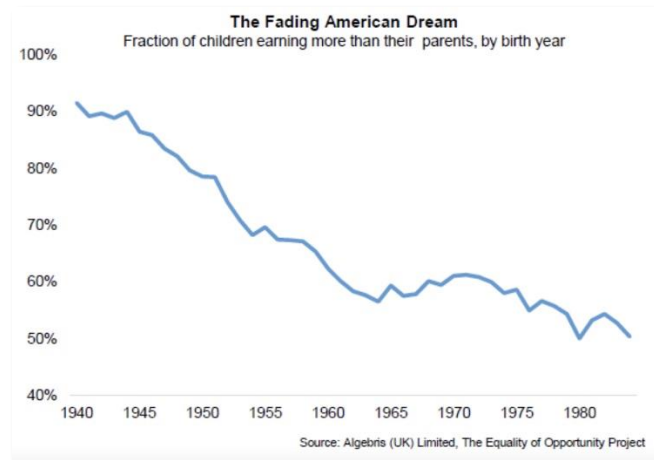


Bill Bonner nous écrit de San Martin, en Argentine...



(La grande chasse au bétail Calchaqui. Source : Bill)

Jetez un coup d'œil à ceci.



(Source : Forum économique mondial)

Nous n'avons pas l'habitude de mettre des graphiques dans nos commentaires quotidiens. Si nous devons faire des erreurs, nous préférons les faire avec des mots.

Mais ce graphique n'est qu'une preuve supplémentaire de la façon dont l'avenir a été détourné. L'Américain moyen d'aujourd'hui peut s'attendre à être plus pauvre que ses parents. Pour la première fois de notre vie, hier était vraiment mieux que demain.

La déception est encore plus remarquable si l'on tient compte du contexte. Jamais auparavant l'avenir n'a eu autant de matière à travailler : autant de personnes diplômées, autant de capitaux - des milliers de milliards - qui circulent à Wall Street, autant d'inventions, d'innovations et de percées techniques... et, au-dessus de tout cela, une classe d'élites qui décident, éclairées par l'économie keynésienne et protégées de la "désinformation" par le New York Times et les censeurs fédéraux.

Tant de vitesses en avant... et toujours en arrière !

Qu'est-ce que cela signifie ? Où cela mène-t-il ? À la révolution ? Ou à la misère ?

Né du vent

En attendant, un rapport de la vallée de Calchaqui. Comme le savent nos lecteurs de longue date, nous passons une partie de l'année en Argentine. C'est là que nous en apprenons davantage sur les économies dysfonctionnelles... et sur ce qui se passe lorsque l'inflation dépasse les 100 % par an.

Tout a commencé comme prévu. Les vaches - une centaine - devaient être déplacées d'un côté à l'autre de la rivière.

"Hoop...yaaah...aiyee."

Deux cow-boys sont entrés dans le corral... se sont mis derrière les vaches pour les pousser à franchir la porte. Deux autres attendaient à l'extérieur du corral pour les guider sur la route et traverser la rivière.

Ici, dans la vallée, les habitants ne connaissent pas grand-chose à l'élevage de bétail. Nous élevons notre bétail au ranch, à une heure et demie de là, par la route de gravier... mais à huit heures pour le bétail, qui passe par le col.

Les deux propriétés se rejoignent. Mais seulement au niveau du col, avec beaucoup de sentiers rocaillieux entre un pâturage et l'autre. Ces vaches ont été amenées ici parce que c'est là que se trouvent les rouleaux de luzerne.

"Ya....ahi...baca...baca..."

Comme les habitants de la région sont des agriculteurs et non des éleveurs, nous avons fait venir deux jeunes hommes du ranch pour travailler ici. Lazaro et Pablo sont tous deux de taille moyenne et de corpulence légère. Cheveux noirs, peau brune, ils pourraient être frères. Et c'est peut-être le cas.

Ici, les gens connaissent leurs mères. Ils sont parfois moins clairs en ce qui concerne les pères. Lorsqu'une fille tombe enceinte, le donneur de sperme inconnu est souvent appelé "el viento" (le vent).

Nous ne posons pas de questions. Lazaro et Pablo sont sympathiques. Et ils savent s'occuper des chevaux et du bétail. C'est tout ce qui compte.

"Yip...yip...yip..." Le trajet du bétail a été court. Le troupeau a bien avancé... il est entré dans la rivière, puis, ruisselant d'eau, a continué le long de la route jusqu'au corral en pierre de l'autre côté.

L'enfer se déchaîne

Le lendemain, les animaux seraient vaccinés et relâchés dans un champ de fétuque qui les attendait.

Pas de problème.

"Mais c'est à ce moment-là que tout a basculé.

Notre gendre était sur les lieux. Comme nous l'avons laissé entendre au début du mois, nous avons un plan secret pour notre visite. Nous espérions qu'il s'intéresserait à nos projets ici... et qu'il les prendrait en charge.

"Soit vous aimez la vallée", dit notre voisin, un résident de longue date. "Soit on ne la supporte pas. Il n'y a pas de juste milieu."

Jusqu'à présent, l'histoire entre la vallée et notre gendre semble progresser. Il raconte :

"Je suis un citoyen. Je n'étais pas préparé à cela. Mais ça me plaît.

"Nous avons mis tous les animaux dans le corral. Pablo a alors remarqué qu'il manquait une corne à l'une des vaches. Elle avait été arrachée lors d'une bagarre. Et la blessure n'avait pas cicatrisé.

"En plus, on lui avait enlevé son veau, ce qu'elle n'aimait pas trop non plus.

"L'idée était de séparer la vache du troupeau et de la faire passer par la goulotte. Là, nous pourrions bloquer son cou et traiter l'infection. Lazaro avait une aiguille et du fil... ainsi que du désinfectant. Et, bien sûr, son couteau.

"La vache ne voulait pas aller dans le couloir. Nous lui avons crié dessus... et nous l'avons fouettée. Mais elle s'est énervée et nous a chargés. On se baissait et on plongeait dans tous les sens.

"À un moment donné, elle était dans le petit corral... et j'étais censé couvrir l'une des sorties... et ne pas la laisser sortir. Mais elle m'a foncé dessus. J'ai agité mon chapeau... et je l'ai frappée avec mon bâton. Elle a continué à venir. J'ai dû sauter pour ne pas être encorné.

"Je me sentais mal à l'aise. Je devais l'arrêter. Mais je ne voulais pas mourir en essayant.

"Nous avons finalement réussi à la faire entrer dans la goulotte... et nous lui avons mis le 'sepo' sur le cou, pour empêcher sa tête de bouger. Nous pouvions voir le problème de plus près. Il y avait des asticots dans la plaie. Il a fallu les couper...., désinfecter la plaie et la recoudre. Mais sa tête bougeait encore trop."

"Il faut faire ça à l'ancienne", dit Pablo.

L'ascension de Lazaro (et Pablo)

"J'ai été très impressionné par ces deux gars. Ils savent vraiment ce qu'ils font.

"Ils l'ont laissée sortir du parachute. Mais elle s'est coincé la jambe. Lazaro a attrapé sa queue et a tiré aussi fort que possible pour la faire reculer. Et Pablo a attrapé son pied pour le sortir de la clôture.

"Ensuite, elle a couru dans tous les sens. Elle était fatiguée. Nous étions tous fatigués. Cela faisait une demi-heure qu'on luttait avec elle. Ils ont essayé de l'attacher. Et elle continuait à charger. On s'est éloignés aussi vite que possible. Puis, nous sommes retournés dans le corral pour réessayer.

"Finalement, Victor (un grand gaillard qui ne travaille même pas pour nous) a passé une corde autour de ses pattes arrière. Puis Pablo a réussi à lui attacher les pattes avant. Ils l'ont mise sur le côté. Et nous nous sommes tous empilés sur elle pour lui maintenir la tête en bas pendant que Lazaro faisait l'opération."

"Nous nous sommes levés prudemment. Nous étions prêts à courir vers la porte. Mais quand nous l'avons détachée, elle s'est levée et n'a pas bougé. Je ne sais pas si elle était simplement épuisée... ou si elle était reconnaissante d'avoir reçu les soins nécessaires."

▲ RETOUR ▲